

FONDS AFRICAIN DE DEVELOPMENT



Rapport du FAD-14

**Transformer la vie
des populations africaines les plus vulnérables**

Quatorzième Reconstitution des Ressources du
Fonds Africain de Développement

Résumé analytique

Les consultations relatives à la quatorzième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement se sont tenues peu de temps après que d'importants accords aient été conclus. En 2015, les chefs d'Etat de la planète ont adopté les objectifs de développement durable à l'occasion du Sommet spécial des Nations unies pour le développement durable visant à éliminer la pauvreté absolue à l'horizon 2030 ; ils ont également pris des engagements financiers en appui à ces objectifs lors de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et ils se sont entendus sur l'adoption de mesures visant à limiter le changement climatique lors de la 21^{ème} Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique qui s'est tenue à Paris. Pour les pays africains les moins développés, la poursuite de ces objectifs requiert une croissance significative des ressources financières mobilisables autant auprès du secteur public que privé. Les financements concessionnels vont rester déterminants, en particulier pour les pays plus pauvres, les plus fragiles et ceux affectés par des conflits, et il conviendra qu'ils soient utilisés dans l'optique de libérer, de multiplier et de catalyser bien davantage de ressources publiques et privées.

Les participants ont été clairs sur le fait que les pays africains les moins développés ont besoin d'environnements institutionnels et politiques susceptibles d'attirer davantage d'investissements privés, de mobiliser leurs propres ressources internes et d'éviter toute situation d'endettement excessif. Même si les pays FAD ont enregistré une croissance économique relativement solide au cours de la dernière décennie, les perspectives sont actuellement plus mitigées. Ils font face à des incertitudes concernant la demande globale, les prix de produits de base et les chocs intérieurs dus aux sécheresses, aux inondations, aux conflits et aux tensions géopolitiques. Ils sont également confrontés à des défis structurels à moyen terme, notamment une croissance démographique galopante, des niveaux élevés de chômage chez les jeunes, une urbanisation accélérée ainsi qu'une dégradation environnementale croissante qui est exacerbée par le changement climatique. Dans ce contexte, les pays FAD ont besoin d'objectifs politiques globaux et cohérents autant que d'actions sur différents fronts de manière à maintenir la dynamique positive et d'atteindre une croissance durable et inclusive. Promouvoir une stabilité macroéconomique est également déterminant, en particulier pour les pays les plus affectés par la baisse des prix des produits de base.

L'offre du FAD : le FAD est la plus importante et l'unique source de financements concessionnels, orientés vers le long terme et ciblant les pays africains les plus vulnérables ; il a développé une expérience considérable dans des contextes de fragilité. Le Fonds travaille en étroite collaboration avec d'autres partenaires de développement, qui contribuent également au développement d'économies soutenables, inclusives et génératrices d'opportunités pour tous. En proposant des financements prédictibles et des conseils politiques, le Fonds aide les pays à fournir des investissements publics de base ainsi que des services, en complément de filets de sécurité sociaux ciblés visant à protéger les populations et les communautés les plus vulnérables. Le Fonds propose également une variété d'instruments et de conditions financières de nature à catalyser des financements publics et privés vers les pays FAD.

Les participants sont convenus que le Fonds est idéalement positionné pour aider les pays FAD à atteindre les objectifs globaux. Ils se sont engagés à lever une part importante des fonds requis via des financements directs, l'optimisation des fonds propres du FAD et la mobilisation d'autres types de ressources. Ils sont également convenus que le FAD-14 devrait attirer davantage de ressources concessionnelles au bénéfice des pays à faible revenu, en situation de fragilité et affectés par des conflits, et qu'il devrait combiner sa connaissance et son expérience dans les pays bénéficiaires et proposer de l'assistance technique adaptées aux situations locales. Le FAD-14 devrait développer des filets de sécurité et renforcer la résilience, tout en prenant des initiatives visant à promouvoir l'adaptation et l'atténuation au changement climatique ainsi qu'appuyer la gestion du risque de catastrophes naturelles. Le FAD-14 devrait en outre consolider les marchés financiers domestiques et renforcer l'inclusion financière. Au travers de l'ensemble de ses activités, le FAD-14 devrait promouvoir les standards les plus élevés en matière sociale, environnementale et de gouvernance ; il devrait également renforcer sa collaboration avec d'autres partenaires extérieurs et promouvoir l'alignement sur les priorités, les systèmes et les procédures des pays FAD, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

Réponses au FAD-13. L'évaluation du FAD-12 et du FAD-13 par le Département de l'évaluation indépendante du développement a révélé que le Groupe de la Banque honore ses engagements, génère d'importants produits, outils et structures de la connaissance et lance des initiatives innovantes. Les participants ont bien reçu les recommandations, notamment celles qui consistent à rendre les engagements du FAD-14 plus stratégiques et rationalisés, à établir des partenariats plus étroits entre les Plénipotentiaires, le Conseil et la Direction, et à mettre l'accent sur la mise en œuvre de politiques et stratégies ainsi que celle de livrables uniques.

Les participants ont noté que le FAD-13 avait quasiment respecté tous les engagements et que le processus de relocalisation du Groupe de la Banque de Tunis à Abidjan avait été bien maîtrisé. Toutefois, le taux de décaissement du FAD-13 était inférieur aux attentes et l'opérationnalisation des instruments de financement innovant a initialement connu quelques difficultés, bien qu'elle soit désormais satisfaisante.

S'appuyant sur l'expérience du FAD-13, les participants ont souligné l'importance d'accorder plus d'attention aux questions relatives à la soutenabilité de la dette, la mobilisation des ressources intérieures, la fiscalité des ressources

naturelles, la gestion des finances publiques, les flux financiers illicites et le blanchiment d'argent. Les participants ont insisté sur le fait que le Fonds devrait donner une haute priorité au financement de la lutte contre le changement climatique. Ils se sont félicités de l'intérêt renouvelé quant à la question de l'égalité des genres, particulièrement au niveau de la Direction. Ils se sont également félicités de l'accent mis sur l'amélioration l'efficacité des coûts, tout en notant le coût de la vie plus élevé à Abidjan par rapport à Tunis.

Les priorités du FAD-14 pour promouvoir les objectifs mondiaux. Une forte reconstitution du FAD-14 permettra d'atteindre les objectifs de la Stratégie du Groupe de la Banque (2013-2022), à savoir soutenir les pays FAD dans la croissance inclusive et la transition vers la croissance verte. Cette reconstitution permettra à la Banque d'accélérer les progrès des pays du FAD en vue d'accomplir les ambitieux objectifs mondiaux. Ceci se fera grâce à une exécution large et proactive des cinq objectifs prioritaires du Groupe de la Banque, soit : i) éclairer et fournir l'énergie à l'Afrique ; ii) nourrir l'Afrique ; iii) industrialiser l'Afrique ; iv) intégrer l'Afrique ; et v) améliorer la qualité de vie des populations de l'Afrique. Ces objectifs permettront également de couvrir les quatre grands thèmes transversaux de la stratégie du Groupe de la Banque en matière de fragilité, de gouvernance, de changement climatique et de genre.

Le pipeline du FAD-14. Un pipeline de 178 projets, estimé à 7,3 milliards d'UC, a été préparé pour le FAD-14 (2017-2019). Ces projets répondent directement aux besoins des pays du FAD et sont conformes à l'avantage comparatif du Fonds. Le pipeline va permettre à la Banque d'obtenir des résultats sur ces cinq objectifs prioritaires tout en concentrant ses efforts sur les thèmes transversaux. En se basant sur le scénario de reconstitution décidé, les ressources nettes du FAD-14 ne seront pas en mesure de financer la totalité des 7,3 milliards d'UC. Un reliquat d'environ 3,1 milliards d'UC subsiste, dont une partie sera financée par d'autres instruments de financement de la Banque (par exemple le financement public souverain de la BAFD, fonds fiduciaires, etc.). Avant de lancer un exercice de priorisation des projets de son pipeline, le FAD cherchera à identifier d'autres sources de financement en vue de couvrir le plus grand nombre possible de projets et ce en dépit de ses ressources limitées.

Une forte reconstitution permettra au Fonds d'exécuter son pipeline et de mobiliser des fonds substantiels pour répondre aux besoins de financement grandissants des pays afin de les aider à atteindre les objectifs mondiaux. Une forte reconstitution contribuera également à la réalisation des engagements financiers pris par les dirigeants mondiaux lors de la Conférence d'Addis-Abeba en 2015 sur le financement du développement.

Investissement du secteur privé. Les participants ont noté le rôle crucial que peut jouer le FAD-14 dans la promotion de l'investissement du secteur privé dans les pays du FAD, y compris ceux confrontés à des situations de fragilité. La mise en œuvre des priorités du Top 5 nécessite un renforcement des partenariats avec le secteur privé et la lutte contre les défaillances du marché. Au cours de la dernière décennie, le Groupe de la Banque a déployé des efforts considérables pour promouvoir le développement du secteur privé dans les pays FAD, principalement en fournissant une assistance technique et des programmes visant les politiques favorisant un climat d'investissement amélioré. Plus récemment, le Fonds a utilisé des instruments financiers innovants tels que des garanties pour promouvoir des opérations non souveraines et attirer des ressources financières supplémentaires. Compte tenu de la perception des risques par les investisseurs et du coût élevé du financement, les participants ont exprimé leur soutien à la Facilité de rehaussement du crédit en faveur du secteur privé (FSP) et ont convenu que la facilité devrait bénéficier de ressources supplémentaires au cours du FAD-14.

Efficacité au plan du développement et gestion axée sur les résultats: Les participants ont examiné la nouvelle version du Cadre de mesure des résultats (CMR) du Groupe de la Banque, qui apporte la structure, les outils de gestion et les incitations pour promouvoir une culture orientée sur la performance visant à accroître l'impact sur le développement du Groupe de la Banque dans son ensemble. Le nouveau CMR est structuré autour du Top-5 et évaluera l'impact sur le développement, la capacité à capitaliser sur l'impact du développement du secteur privé et le renforcement de l'accent sur l'égalité des genres. Des données dédiées pour la performance et la capacité de rendre des comptes en matière de résultats au plan du développement dans les pays FAD seront produites. Les rapports annuels sur l'efficacité au plan du développement permettront en outre d'établir la distinction entre les opérations de la BAD et du Fonds.

Le nouveau Modèle de développement opérationnel et de prestation de services et le Plan d'action pour la décentralisation capitaliseront sur le rôle unique de la Banque en tant que partenaire de confiance sur le continent et approfondiront les réalisations et les résultats sur le plan du développement, tout en garantissant que les services régionaux et nationaux seront fournis à moindre coût et de façon efficiente. Des capacités renforcées sur le plan régional avec de plus petits bureaux pays dans les pays FAD, notamment dans les pays en situation de fragilité, renforceront la capacité du Fonds à atteindre de meilleurs résultats tout en assurant une utilisation optimale des ressources fournies par les bailleurs du Fonds. En parallèle, le siège se focalisera moins sur les opérations au jour le jour et davantage sur les activités de surveillance, les orientations stratégiques, l'harmonisation, le contrôle qualité et la préservation de l'image de marque de la Banque sur le plan international. Des mesures seront également mises en œuvre, dans le cadre du nouveau modèle opérationnel, en vue de renforcer la culture de la performance au sein de l'organisation et dynamiser les processus afin d'améliorer l'efficacité de la Banque en matière de coûts, d'accroître son efficacité et sa réactivité.

Conditions de financement et cadre de reconstitution des ressources : Les participants se sont accordés sur les conditions de financement du FAD-14, y compris sur l'introduction de prêts concessionnels des donateurs et de prêts relais comme moyens pour les partenaires du développement d'accroître leurs contributions à la reconstitution du FAD-14. L'introduction de cet élément prêt dans le FAD présente une rupture par rapport à la norme des 13 cycles précédents, depuis les années 1970, lorsque le Fonds était subventionné au moyen de dons.

Par ailleurs, les participants sont convenus que les ressources du Fonds continueront d'être allouées aux pays éligibles sur la base des critères d'éligibilité, de la catégorisation des pays et des conditions de prêt différenciées du FAD-13. Le système d'allocation basée sur la performance (ABP) sera maintenu dans le cadre du FAD-14, de telle sorte que l'équilibre minutieusement calibré entre la performance des pays et leurs besoins reste au cœur du système d'allocation des ressources du FAD. La part des dons dans les ABP individuelles continuera d'être déterminée sur la base des analyses de la soutenabilité de la dette conduites chaque année par le Fonds monétaire international. Le système d'ABP préservera l'approche du volume modifié (AVM), selon laquelle une déduction de l'ordre de 20% est appliquée à chaque allocation sous forme de dons au travers de l'ABP, bien que cette déduction sera désormais comprise d'une part relative aux incitations de l'ordre de 6,67% et d'une part liée aux frais de l'ordre de 13,33%.

Les ressources dédiées à compenser la participation du Fonds à l'initiative d'annulation de la dette multilatérale (IADM) continueront d'être réallouées à l'ensemble des pays exclusivement FAD au travers du mécanisme de déduction. L'évaluation des politiques et des institutions des pays (EPIP) deviendra un exercice biennal plutôt qu'annuel, afin de mieux refléter l'évolution de l'environnement politique et institutionnel et d'améliorer l'efficacité transactionnelle. Dans les cas où les circonstances spécifiques aux pays pourraient le requérir, des évaluations plus fréquentes seront conduites. Les plénipotentiaires ont également adopté les propositions de la Direction en faveur de l'allocation des ressources pour les opérations régionales, la Facilité d'appui à la transition et la Facilité de rehaussement du crédit du secteur privé.

Capacité d'engagement anticipé : Les plénipotentiaires se sont accordés sur les hypothèses sous-jacentes à la capacité d'engagement anticipée (CAE) pour le FAD-14 et ont approuvé les propositions de la Direction comme suit :

- d'un niveau de CEA de base de l'ordre de 238,2 millions (prêts concessionnels exclus). Les principales hypothèses de la CAE sont : (i) un niveau de dons de l'ordre de 37,10% avec des frais initiaux de l'ordre de 13,33% pour compenser les pertes sur le plan des flux de revenus ; (ii) un ratio de compensation pour l'IADM de 98% ; (iii) des transferts nets de revenus de la part de la BAD de 35 millions d'UC par an ; et (iv) des ressources provenant des annulations de prêts de l'ordre de 30 millions d'UC par an.
- Un niveau de CEA augmenté à 505,6 millions d'UC qui sera disponible pour engagements dès que les instruments de souscription relatifs aux prêts concessionnels des donateurs (180,1 million d'UC pour les CDL et 510,7 million d'UC pour les BL).

Niveau de reconstitution : Les plénipotentiaires se sont accordés sur un niveau de ressources de l'ordre de 4.224,05 millions d'UC pour la période de reconstitution du FAD-14 (2017-2019).

Mise en œuvre : Les engagements pris par la Direction dans ce rapport sont résumés dans la matrice d'engagements et d'actions vérifiables pour le FAD-14 dans l'Annexe 1.

Table des matières

1. Introduction.....	1
2. Maintenir la dynamique pour le développement en Afrique	2
3. Le rôle particulier du FAD dans l'architecture de l'aide au développement en Afrique	6
4. Priorités stratégiques et opérationnelles pour le FAD-14	10
5. Efficacité au plan du développement et gestion axée sur les résultats	25
6. Éligibilité des pays, affectation des ressources, financement et instruments au titre du FAD-14.....	35
7. Cadre de financement du FAD-14	39
8. Revue à mi-parcours du FAD-14	41
9. Recommandation.....	42
Annexe I: Matrice des engagements de la Direction et des mesures contrôlables au titre du FAD-14	43
Annexe II: Situation et modalités de prêt prévisionnelles pour les pays bénéficiaires du FAD.....	49
Annexe III: Cadre d'allocation basé sur la performance au titre du FAD-14	51
Annexe IV: Méthodologie pour déterminer les ressources du Pilier I de la FAT	53
Annexe V: Principaux éléments du Cadre de financement du FAD-14.....	54
Annexe VI: Modèle d'accord pour les prêts concessionnels des donateurs	65
Annexe VII: Modèle d'accord pour les prêts relais.....	76
Annexe VIII: Liste des documents préparés pour les réunions de reconstitution des ressources du FAD-14	86
Annexe IX: Résolution autorisant la quatorzième reconstitution des ressources du FAD	87

Sigles et abréviations

ABP	Allocation basée sur la performance
ACCF	Fonds pour les changements climatiques en Afrique
ADOA	Évaluation de l'additionnalité et des résultats en matière de développement
AFAWA	Facilité de discrimination positive en matière de financement pour les femmes d'Afrique
APD	Aide publique au développement
AEA	Autorisation d'engagement anticipé
ATA	Programme de transformation agricole du Groupe de la Banque
BAD	Banque africaine de développement
BMD	Banque multilatérale de développement
CAE	Capacité d'engagement anticipé
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
CEMAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale
CER	Communauté économique régionale
CMR	Cadre de mesure des résultats
COP	Conférence des parties
COP21	21 ^e Conférence des Parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CoST	Initiative pour la transparence dans le secteur de la construction
DSP	Document de stratégie pays
ECON	Vice-présidence du Chef économiste
EITI	Initiative pour la transparence dans les industries extractives
EPIP	Évaluation des politiques et des institutions des pays
FAD	Fonds africain de développement
FAT	Facilité d'appui à la transition
FATF	Groupe d'action financière
FPA	Accord sur les principes fiduciaires des Nations Unies
FSN	Fonds spécial du Nigeria
GGGI	Institut mondial de la croissance verte
GMS	Système de marqueur du genre
GPC	Garantie partielle de crédit
GPR	Garantie partielle de risque
GW	Giga watts
IADM	Initiative d'allégement de la dette multilatérale
IDEV	Département de l'évaluation indépendante du développement du Groupe de la Banque
IGGP	Partenariat pour la croissance verte inclusive
JfYA	Emploi pour les jeunes en Afrique
KPI	Indicateurs clés de performance
MAPS	Méthodologie d'évaluation des systèmes de passation de marchés
MCC	Millenium Challenge Corporation
MDOPS	Modèle de développement opérationnel et de prestation de services
MDP	Matrice de délégation de pouvoirs
MW	Mega watts
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
OPIC	Société pour l'investissement privé à l'étranger
PCD	Prêt concessionnel des donateurs
PDDA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PIB	Produit intérieur brut
PIDA	Programme de développement des infrastructures en Afrique
PMR	Pays membre régional
PR	Prêt relais
PRI	Pays à revenu intermédiaire
PSF	Facilité de rehaussement du crédit du secteur privé
RAED	Revue annuelle sur l'efficacité du développement
RCA	République centrafricaine
RMP	Revue à mi-parcours
RWSSI	Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural
SEFA	Fonds pour l'énergie durable en Afrique
SEI	Indice d'engagement du personnel
SIR	Stratégie d'intégration régionale
TI	Technologies de l'information
Top 5	Les cinq priorités opérationnelles de la Stratégie décennale
UC	Unité de compte
UNDSS	Département de la sûreté et de la sécurité des Nations unies
USAID	Agence des Etats-Unis pour le Développement international

QUATORZIÈME RECONSTITUTION DU FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT (FAD-14)

1. Introduction

- 1.1. Les États participants du Fonds africain de développement (ci-après dénommé « FAD » ou « Fonds ») et les représentants des pays bénéficiaires (ci-après conjointement dénommés « participants ») ont tenu des consultations en 2016 sur la Quatorzième reconstitution des ressources générales du Fonds (FAD-14)¹. Les participants ont évalué les progrès enregistrés par le Fonds ces dernières années et examiné les principales conclusions de l'évaluation indépendante du Fonds au titre des 12e et 13e cycles de reconstitution. Ils ont débattu et discuté de l'orientation stratégique du Fonds dans le cadre du FAD-14 (éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie, nourrir l'Afrique, industrialiser l'Afrique, intégrer l'Afrique et améliorer la qualité de vie des populations africaines) et de quatre domaines transversaux essentiels (fragilité, gouvernance, changements climatiques et genre). Les participants ont donné des directives sur cette orientation stratégique globale, ainsi que sur les objectifs en matière de politiques connexes ainsi que sur les priorités opérationnelles pour les opérations du Fonds. Ils ont aussi examiné les produits financiers innovants proposés ainsi que les scénarios financiers et le cadre d'allocation des ressources.
- 1.2. Les consultations pour le FAD-14 se sont tenues à un moment crucial dans le contexte du développement mondial, marqué par les grandes ambitions de développement convenues en 2015 pour relever le double défi consistant à éliminer la pauvreté et à protéger la planète. Lors du Sommet spécial des Nations Unies sur le développement durable tenu en septembre 2015, les dirigeants du monde ont adopté les Objectifs de développement durable (ODD) intégrés pour éliminer l'extrême pauvreté dans le monde à l'horizon 2030. Les ODD s'appuient sur les engagements pris lors de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement tenue à Addis-Abeba en juillet 2015 (la Conférence d'Addis) et constituent, avec ces engagements au plan mondial, le Programme 2030. La communauté internationale s'est en outre de nouveau réunie à Paris en décembre 2015 et a convenu d'une réponse internationale efficace et appropriée aux changements climatiques sous les auspices de la 21e Conférence des parties (COP21) à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.
- 1.3. Pour l'Afrique, le Programme 2030 et l'Accord de Paris sur les changements climatiques sont en phase avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine adopté en 2014. L'objectif fondamental de l'UA est de transformer et d'industrialiser l'Afrique. Cet objectif s'inscrit dans la droite ligne de la priorité accordée au plan mondial aux questions relatives aux changements climatiques, à l'environnement, à l'emploi, à l'infrastructure, à l'égalité des sexes, aux cadres budgétaires, aux systèmes de gestion des finances publiques et à l'inégalité. Ceci constitue un message clair pour les décideurs et les praticiens du développement participant au programme de développement à travers le continent.
- 1.4. Pour mettre en œuvre l'ambitieux Programme 2030, les banques multilatérales de développement (BMD) doivent renforcer considérablement leurs activités. Plus particulièrement, les BMD contribueront à mobiliser et à attirer des niveaux substantiels de ressources financières, en faisant passer les financements globaux de toutes les sources « de milliards à trillions » tel que formulé lors de la Conférence d'Addis. Par ailleurs, la hausse de la demande en faveur de financements du développement signifie que toutes les parties prenantes devront optimiser l'utilisation des ressources concessionnelles limitées.
- 1.5. La réalisation des ODD dans les pays les moins avancés d'Afrique nécessitera des flux de ressources beaucoup plus importants ainsi que des assistances techniques et spéciales visant à mettre un terme au cercle vicieux de la pauvreté et de la fragilité. Ce changement de paradigme nécessite un cadre de financement de grande envergure capable d'acheminer les ressources et les investissements de toutes les sources, publiques et privées, nationales et mondiales. Rien ne peut remplacer les ressources concessionnelles pour le moment, en particulier pour les pays du FAD les plus pauvres, les plus fragiles ou ceux qui sont affectés par des conflits. La mobilisation d'autres types de financements aux niveaux nécessaires nécessitera l'utilisation

¹ Trois réunions sur la reconstitution du FAD-14 ont été tenues en 2016 sous la présidence de M. Richard Manning, ancien Directeur général du Department for International Development du Royaume-Uni et président du Comité d'aide au développement de l'OCDE. Les deux premières réunions ont eu lieu à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 17 au 18 mars et du 30 juin au 1^{er} juillet et la troisième réunion s'est tenue à Luxembourg du 28 au 29 novembre. Voir à l'annexe VII la liste des documents de travail préparés pour ces réunions.

efficace et bien ciblée des fonds concessionnels pour libérer, mobiliser et catalyser davantage de flux publics et privés. Le financement de sources privées, notamment des marchés de capitaux, des investisseurs institutionnels et des entreprises, deviendra particulièrement important. Parallèlement, les pays du FAD devront améliorer leurs cadres institutionnels et politiques pour attirer davantage d'investissements et de financements privés et mobiliser davantage de ressources internes et éviter le surendettement tout en cherchant à atteindre une croissance véritablement durable et inclusive, afin que la prospérité se traduise par la réduction de la pauvreté et le progrès social.

- 1.6. Le Groupe de la Banque africaine de développement (« la BAD » ou « Groupe de la Banque ») a pleinement souscrit à cette approche globale en matière de mobilisation des ressources et de renforcement de l'assistance technique pour les réformes essentielles des politiques et des institutions, à un moment où il renforce ses activités en vue d'atteindre les objectifs du Programme 2030. Le FAD, membre du Groupe de la Banque, est une source importante de conseils en matière de politiques et de financement pour les pays les moins avancés d'Afrique. Il jouera un rôle central en aidant les pays FAD à réaliser les ODD et à faire face aux changements climatiques, par le biais du renforcement de ses interventions dans les pays les plus pauvres d'Afrique. Le Groupe de la Banque accélère le rythme de mise en œuvre de sa Stratégie décennale, en concentrant ses ressources financières et humaines sur cinq grandes priorités ainsi que sur les grands thèmes transversaux, tel que convenu par les gouverneurs de la Banque. Ces cinq priorités ont été dénommées le Top 5 (Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie, Nourrir l'Afrique, Industrialiser l'Afrique, Intégrer l'Afrique et améliorer la qualité de vie des populations africaines). Les thèmes transversaux sont la fragilité, la gouvernance, les changements climatiques et le genre. La clarté de cette orientation, combinée aux réformes internes de la Banque visant à garantir un plus fort niveau d'efficacité et d'efficacité en matière de prestation, sera essentielle pour permettre à la Banque de contribuer à l'accélération de la transformation économique de l'Afrique et à la réalisation des objectifs du programme mondial.
- 1.7. Le présent rapport présente les résultats des consultations des plénipotentiaires sur la façon dont la reconstitution du FAD-14 permettra au Groupe de la Banque d'aider les pays FAD à respecter les engagements ambitieux de durabilité qu'ils ont pris dans le cadre du Programme 2030, au travers de la mise en œuvre efficace et efficiente de la Stratégie de la Banque, des cinq grandes priorités et des priorités transversales dans les pays FAD. Il récapitule les directives et les orientations qui ont été données par les participants pour la période de reconstitution du FAD-14 (2017-2019).
- 1.8. Le rapport servira de base pour actualiser les directives du Fonds en matière de politiques concernant les opérations financées par le FAD au cours de la période du FAD-14 (2017-2019). La direction présentera à l'approbation du Conseil d'administration du FAD les directives révisées et la matrice de mise en œuvre des politiques pour guider les opérations du Fonds au titre du FAD-14.

2. Maintenir la dynamique pour le développement en Afrique

- 2.1. En dépit de leur grande hétérogénéité sur le plan géographique, institutionnel et historique, les pays éligibles au FAD ont collectivement bénéficié d'une croissance économique relativement robuste au cours de la dernière décennie. Les principaux moteurs de la croissance ont été la gestion macroéconomique améliorée, l'envolée des cours des produits de base tirée par les exportations conjuguée à une forte demande intérieure, les changements structurels positifs et les flux financiers extérieurs accrus, en particulier sous forme d'investissements directs étrangers et de transferts de fonds de travailleurs migrants. Par ailleurs, la majorité des pays ont également bénéficié de la réduction de conflits, d'une plus grande libéralisation de la situation politique, ainsi que d'améliorations considérables en matière de gouvernance et du climat des affaires.
- 2.2. Il ne sera en revanche pas facile de maintenir cette dynamique de croissance à moyen terme dans les pays FAD. Ceci est particulièrement vrai étant donné le ralentissement prévu de la croissance imputable à un environnement extérieur défavorable, au faible niveau de confiance des investisseurs et à des réactions imprécises de la part des pouvoirs publics de nombreux pays. En outre, pratiquement tous ces pays continuent de faire face à d'autres difficultés structurelles à long terme, ce qui signifie qu'ils devraient continuer à enregistrer les niveaux de pauvreté parmi les plus élevés au monde dans un futur proche.

Perspectives économiques à moyen terme des pays FAD dans une conjoncture *économique incertaine*

- 2.3. Au cours de la période du FAD-14, la croissance économique dans les pays FAD devrait se situer essentiellement à des niveaux modestes, comparé aux pics de croissance atteints au cours de la décennie précédente. Le taux de croissance dans les pays FAD (à l'exclusion du Nigeria) devrait s'établir à 5,4% en 2017, en hausse par rapport au taux estimé de 4,5% en 2016. En incluant le Nigeria, ce taux passe à 1,9 % en 2016 et 3,9 % en 2017².
- 2.4. Les perspectives de croissance diffèrent toutefois considérablement entre les pays éligibles au FAD et notamment en fonction de leur richesse en ressources naturelles. Les pays riches en ressources naturelles sont soumis à des contraintes économiques considérables, alors que les pays pauvres en ressources naturelles continuent d'afficher des résultats satisfaisants, car ils profitent de la baisse des prix pétroliers, d'une conjoncture économique améliorée et de solides investissements continus dans les infrastructures. La direction prévoit que les pays du FAD riches en ressources connaîtront un ralentissement global de leurs performances avec un taux de croissance qui devrait atteindre -0,2 % en 2016 et 1,3 % en 2017 contre des taux de l'ordre de 2,1 % en 2016 et 2,6 % en 2017 dans les pays FAD pauvres en ressources naturelles.
- 2.5. Ces estimations témoignent de la résilience sous-jacente des économies face aux chocs mondiaux et régionaux. Les participants ont néanmoins relevé un certain nombre de facteurs d'incertitudes majeures qui pourraient avoir une incidence sur les perspectives économiques à moyen terme des pays FAD.
- 2.6. Un facteur d'incertitude important pour les pays FAD est l'environnement extérieur défavorable, qui devrait conduire les exportateurs de produits de base à réaliser des ajustements pour palier à la baisse de leurs revenus, aux conséquences de la persistance d'un faible niveau de demande dans les pays avancés et à la baisse des investissements de la part des pays avancés et émergents. Les prix mondiaux des produits de base devraient continuer de s'établir à des niveaux plus faibles en 2017-2018 par rapport aux prix enregistrés sur la période 2010-2014, offrant des perspectives mitigées pour les pays FAD. La baisse des prix du pétrole et de ceux des denrées alimentaires contribuera à limiter les pressions inflationnistes et à réduire le coût des importations, ce qui bénéficiera à certains pays, alors que les exportateurs nets de pétrole et d'autres pays lourdement tributaires des exportations de produits de base seront confrontés à des difficultés persistantes sur le plan de leurs finances publiques et de leurs balances des paiements, qui pourraient les contraindre à avoir recours à des soutiens financiers extérieurs.
- 2.7. Les chocs spécifiques constituent également un facteur de risque qui pourrait avoir une incidence sur les perspectives économiques, ainsi que des effets importants sur les communautés. Plusieurs pays pourraient notamment être affectés par des problèmes de sécheresse et des inondations, des troubles civils et des conflits armés, des différends sur le plan politique, des incidents terroristes sporadiques et des tensions géopolitiques.
- 2.8. Les défis auxquels sont confrontés les pays africains dans l'atteinte des ODD sont d'autant plus importants dans les pays FAD. Les ODD fournissent une feuille de route globale claire pour la lutte contre la pauvreté et la promotion d'une croissance plus inclusive et durable qui sont au cœur de la mission de la BAD sur le plan du développement. L'atteinte de ces objectifs nécessitera le type de transformation structurelle que la Banque souhaite déclencher au travers du Top-5. Les investissements sur le plan du capital humain et physique auront notamment un rôle à jouer dans l'atteinte de ces objectifs. Il faudra de plus libérer le potentiel du secteur privé en matière de création d'opportunités économiques, de promotion de l'emploi et de soutien de la croissance.
- 2.9. Les participants ont noté qu'en dépit des améliorations enregistrées sur le plan de la mobilisation des ressources intérieures ces dernières années dans certains pays FAD, le niveau de mobilisation des ressources intérieures demeure en deçà du niveau communément considéré comme seuil minimum pour soutenir une croissance du PIB de 5 % ou plus. Cette situation ne devrait pas connaître d'évolutions majeures au cours de la période du FAD-14. Un certain nombre de pays ont eu recours aux marchés financiers internationaux pour palier à cette lacune et satisfaire leurs besoins d'investissement et d'infrastructure croissants. Cette tendance pourrait se perpétuer dans certains pays FAD, où la baisse des

² Ces projections sont compatibles avec celles d'autres organisations. Par exemple, le FMI prévoit que les pays éligibles au FAD (à l'exclusion du Nigeria) enregistreront une croissance de 5,1 % en 2017 contre 4,3 % en 2016. De même, le FMI prévoit qu'avec l'inclusion du Nigeria, la croissance d'autres pays éligibles au FAD sera ramenée à 1,4 % et 2,9 % en 2016 et 2017, respectivement. Voir FMI, octobre 2016. "Regional Outlook, Sub-Saharan Africa: Multispeed Growth." World Economic and Financial Surveys.

recettes d'exportation se traduit par une contraction des recettes budgétaires, et ce en dépit du durcissement des conditions attachées à ce type de financement attendu à moyen terme. Dans les pays de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEMAC), par exemple, les recettes budgétaires ont régressé, s'établissant à 21,7 % du PIB en 2015, contre des niveaux de l'ordre de 26,7 % en 2013 et 24,8 % en 2014.

- 2.10. L'évolution de la dette des pays FAD et ses conséquences sur les conditions macroéconomiques sont, en outre, généralement un facteur d'incertitude pour les prévisions de croissance. Les investissements en infrastructure financés par la dette dans les pays FAD permettront d'éliminer certains des principaux obstacles à la croissance à long terme, mais les bénéfices de ces investissements pourraient ne pas se concrétiser pleinement en l'absence d'une bonne gouvernance et d'un environnement des affaires favorable. La plupart des pays FAD sont partis de niveaux d'endettement relativement faibles dans les années 2000 suite à la restructuration et à l'annulation de leur dette. Le ratio de la dette au PIB est resté relativement faible et stable en moyenne. Il existe néanmoins des différences considérables dans l'évolution de ce ratio entre les pays et au fil du temps. L'évolution des perspectives de la dette des pays FAD demeure imprévisible à moyen terme et pourrait être très significative.
- 2.11. Le coût du service de la dette a considérablement augmenté dans de nombreux pays FAD au cours des dernières années. Cette tendance devrait se poursuivre jusqu'à fin de 2017. La forte proportion de la dette concessionnelle signifie que le coût des intérêts n'est pas excessif pour la plupart des pays FAD, mais l'augmentation du volume de la dette non concessionnelle rend l'assainissement budgétaire plus difficile. Les financements non concessionnels obtenus par les pays FAD sur les marchés internationaux de capitaux reflètent une demande accrue de fonds pour financer des projets dans des secteurs stratégiques, même à un coût très élevé, ainsi que les faiblesses structurelles fondamentales qui impactent la capacité des pays à atténuer les chocs. La plupart des analyses montrent que le niveau actuel de la dette extérieure est soutenable, mais des inquiétudes commencent à se faire jour concernant l'aptitude de certains pays à contracter davantage de dettes, en particulier compte tenu du durcissement des conditions de financement au plan mondial.
- 2.12. Deux facteurs essentiels de la hausse de la dette sont l'effondrement des cours des produits de base, qui se traduit par une baisse sensible des recettes budgétaires des pays exportateurs et le recours des gouvernements de certains pays FAD aux investissements dans l'infrastructure pour tirer la croissance du PIB. En outre, les dépréciations de la monnaie et les baisses du PIB nominal imputables à la baisse des prix des produits de base contribuent également à la hausse des ratios de la dette dans bien de cas, tel qu'au Mozambique, où le metical s'est considérablement déprécié. Le Mozambique a connu la plus forte augmentation du ratio dette/PIB de l'ordre 60 % sur la période 2012-2017, alors que le Nigeria enregistre la plus faible augmentation de l'ordre de 3,7 % sur la même période. L'augmentation de la dette pourrait aussi continuer d'exercer des pressions sur la valeur médiane des dépenses d'intérêts de l'administration en proportion des revenus.
- 2.13. Enfin, les participants ont également relevé la faible croissance de la productivité comme étant un important défi pour les pays FAD à moyen terme. Les faibles niveaux d'investissement sont d'importantes variables explicatives de la dynamique de croissance de la plupart de ces pays, mais c'est la faible croissance de la productivité qui distingue plus clairement leur performance en matière de croissance par rapport à celle d'autres parties du monde. En effet, les investissements sont nettement moins rentables sur le plan de la croissance dans les pays les moins avancés d'Afrique que dans les pays d'autres régions — une situation qui nécessite manifestement d'améliorer la productivité des investissements existants et nouveaux. À cet égard, les participants ont souligné qu'il fallait réduire les coûts de transaction pour les entreprises privées, en particulier les coûts indirects ; appuyer l'innovation pour tirer parti des nouvelles opportunités technologiques ; et améliorer les compétences et les capacités institutionnelles pour soutenir la croissance de la productivité et la compétitivité. Les pays FAD et leurs populations sont encore, pour la plupart, fortement tributaires de l'agriculture pour l'alimentation, les exportations et la réalisation de revenus d'une manière plus générale. La productivité dans ce secteur accuse un retard considérable par rapport aux progrès remarquables enregistrés en Asie et en Amérique latine, et devrait constituer une cible essentielle pour augmenter la productivité globale des pays FAD.

Autres défis de développement à plus long terme pour les pays FAD

- 2.14. Outre les facteurs macroéconomiques à moyen terme, les participants ont reconnu l'importance d'autres difficultés structurelles à plus long terme auxquelles se heurte le développement durable dans les pays FAD. Il s'agit notamment des tendances démographiques, des changements climatiques, de l'urbanisation rapide et des poches d'instabilité à travers le continent. Ces pressions entravent les efforts visant à réduire la pauvreté, assurer la sécurité alimentaire, préserver l'environnement et améliorer l'éducation, l'emploi et la santé.
- 2.15. Les participants ont relevé que les taux de croissance démographique des populations des pays FAD sont parmi les plus rapides au monde. Il en résulte que la plupart de ces pays ont à présent des structures d'âge très jeunes dans lesquelles jusqu'à 60 % de la population a moins de 30 ans. Les participants ont noté que les pays qui ont des structures avec une telle « explosion démographique de jeunes » assorties d'un taux élevé de chômage de jeunes risquent davantage de connaître des épisodes de conflit que les pays qui ont une répartition plus large de la population entre différentes fourchettes d'âge. La sécurité de l'État peut en outre être remise en cause lorsque ce type d'insécurité liée à la démographie vient s'ajouter aux défis de la gouvernance et à d'autres conditions socioéconomiques.
- 2.16. Les participants ont en outre discuté de l'urbanisation rapide des populations dans la plupart des pays FAD, et convenu que rien ne semblait indiquer pour l'instant que le mouvement des populations vers les zones urbaines serait source de croissance économique comme cela s'est produit dans d'autres régions du monde. La probabilité d'une croissance tirée par l'urbanisation sera d'autant plus faible si cette urbanisation rapide ne s'accompagne pas de la mise en place des infrastructures essentielles et de l'adoption des politiques nécessaires pour accueillir davantage de personnes dans les villes.
- 2.17. Les participants ont par ailleurs noté que l'immense taille des pays FAD sur le plan géographique conjuguée à leurs vastes ressources naturelles et leurs conditions climatiques uniques rendent ces pays particulièrement vulnérables aux graves conséquences des changements climatiques, qui touchent chaque aspect de la vie des populations africaines. De plus, si les pays FAD sont parmi les plus touchés par l'évolution du climat mondial, ils sont aussi parmi les moins bien équipés pour faire face aux conséquences de cette évolution. Par exemple, un choc climatique lié à El Niño en 2015 et au début de 2016 a provoqué de graves conditions de sécheresse dans la majeure partie de l'Afrique de l'Est et australe avec des conséquences désastreuses, notamment l'inflation des prix des denrées alimentaires dans un certain nombre de pays. Certes, cette saison d'El Niño est terminée, mais son impact aura un large éventail de conséquences à long terme au-delà de 2017, avec des effets en cascade sur les moyens de subsistance, l'état de santé et les perspectives de la pauvreté générale.
- 2.18. Dans l'ensemble, l'effet combiné des taux élevés de croissance démographique, de l'urbanisation rapide et des changements climatiques accélère la dégradation de l'environnement dans de nombreuses communautés des pays FAD, qui sont de plus en plus exposées aux difficultés d'ordre physique, social et économique à une échelle et une fréquence qu'elles n'ont pas connues auparavant. Cette situation augmente la vulnérabilité aux effets des changements climatiques, ce qui compromet les progrès du continent vers la réalisation du Programme 2030. En fait, la plupart des pays FAD sont désormais des zones sensibles du point de vue de la population et du climat dont les initiatives de développement sont entravées par l'effet combiné des taux élevés d'accroissement démographique, des fortes baisses prévues de la production agricole et la faible résilience face aux changements climatiques. La maîtrise des défis démographiques dans ces zones sensibles permettra d'améliorer la résilience face aux changements climatiques et de contribuer à la réalisation des objectifs de développement comme une meilleure sécurité alimentaire et hydrique.
- 2.19. Cependant, en dépit de la forte corrélation qui existe entre les taux de croissance démographique élevés, l'urbanisation rapide et les changements climatiques, et leur rôle combiné dans le développement durable, ces questions font généralement l'objet d'un traitement séparé sur le plan des politiques et des programmes nationaux et régionaux. L'absence d'une approche intégrée pour le traitement de ces questions s'explique par plusieurs facteurs, notamment : i) la faiblesse des mécanismes de coordination et de gouvernance pour faire face au changement climatique ; ii) l'absence de politiques de lutte contre les changements climatiques ou la fragmentation et la contradiction des politiques des différents organismes publics ; iii) la faiblesse des capacités techniques des agences de l'Etat ne permettant pas de mettre en évidence les bénéfices d'un

traitement intégré des questions de démographie, de changement climatique et de développement ; et iv) le manque de financement pour la conception et la mise en œuvre de ces programmes.

Options de politiques pour les pays FAD

- 2.20. Dans ce contexte, les participants ont reconnu que les priorités en matière de politiques diffèrent entre les pays FAD, en fonction des objectifs nationaux des différents gouvernements. Cependant, leurs vues concordent sur le fait que des mesures d'urgence, faisant appel à tous les outils d'intervention, sont nécessaires pour mettre fin à la croissance décevante et au sentiment que les politiques ne sont pas efficaces pour maintenir la croissance ou procurer des bénéfices qui ne sont pas largement partagés entre les groupes de revenu, plus particulièrement les groupes qui sont situés au bas de la pyramide.
- 2.21. Les participants ont convenu que les objectifs communs des pays FAD sur le plan politique devraient être la convergence vers une croissance plus durable et inclusive, grâce à la réduction des distorsions sur les marchés des produits, de la main-d'œuvre et des capitaux ainsi qu'à des investissements prudents dans l'agriculture, l'énergie, les infrastructures et le développement social et du capital. Ces objectifs ne peuvent être atteints que dans un environnement financier stable. Les pays FAD dont les niveaux d'endettement sont en hausse doivent adopter des pratiques plus solides de gestion du risque de surendettement.
- 2.22. Les participants ont aussi convenu que les pays FAD les plus touchés par la chute des prix des produits de base devraient prendre de toute urgence des mesures d'ajustement pour rétablir la stabilité macroéconomique. Ces pays devraient notamment renoncer aux contrôles des taux de change, resserrer la politique monétaire en vue de maîtriser l'inflation et veiller à ce que l'assainissement budgétaire nécessaire ne limite pas inutilement la croissance. Les participants ont noté que les pays FAD les plus pauvres et en situation de fragilité avaient besoin d'aide pour constituer des volants de sécurité budgétaire. Ils ont souligné la nécessité de maintenir les dépenses visant à répondre aux besoins en capitaux et financer les programmes sociaux les plus importants, renforcer la gestion de la dette et mettre en œuvre les réformes structurelles, notamment pour le développement des compétences, se traduisant par la diversification économique et l'augmentation de la productivité.
- 2.23. Les participants ont confirmé qu'étant donné la faible croissance et les marges de manœuvre limitées sur le plan des politiques budgétaires et monétaires dans bien des pays FAD, l'assistance continue des partenaires de développement est nécessaire dans plusieurs domaines, en vue d'atténuer les risques sur la stabilité financière et d'accélérer les progrès dans la réalisation des ODD. Cet effort doit être mené sur plusieurs fronts en parallèle. Les décideurs des pays FAD doivent mettre l'accent sur les bénéfices à long terme de l'intégration économique régionale et veiller à ce que des initiatives bien ciblées bénéficient aux segments les plus vulnérables de la société.
- 2.24. Les ressources financières dont les pays FAD ont besoin pour accélérer les progrès vers la réalisation des ODD demeurent considérables. Le financement additionnel nécessaire est estimé à 11,3 % du PIB par an, en moyenne, au cours des dix prochaines années. Ce niveau de financement correspond au niveau de financement minimum dont les pays FAD auront besoin pour modifier sensiblement leurs trajectoires de croissance actuelles et les porter à des niveaux plus élevés et plus durablement transformateurs. Ces besoins se chiffrent à environ 130 milliards de dollars EU par an aux niveaux de PIB actuels.
- 2.25. Les participants ont abordé la question de la nécessité pour le FAD de collaborer avec les gouvernements des pays bénéficiaires, d'autres partenaires de développement et les parties prenantes, en vue d'investir davantage dans les activités portant sur la population et les changements climatiques, en assurant un traitement combiné de ces deux questions dans les politiques et les programmes et en acquérant la capacité technique nécessaire à l'élaboration de ces programmes.

3. Le rôle particulier du FAD dans l'architecture de l'aide au développement en Afrique

Le créneau du FAD et sa valeur ajoutée

- 3.1. Depuis sa création, en 1973, le FAD a constitué un partenariat durable pour le développement entre ses bailleurs de fonds et les pays africains, devenant une source importante de financement et d'assistance technique pour quelque 40 pays à faible revenu dans les contextes les plus difficiles. Les ressources du

Fonds octroyées par plus de 30 pays donateurs ont financé des projets et des programmes dans l'ensemble des pays éligibles au FAD. Les pays FAD comprennent aussi bien des pays qui améliorent leurs capacités économiques et sont en voie de devenir les nouveaux marchés émergents et des pays qui demeurent fragiles et ont besoin d'une assistance spéciale pour la prestation des services de base. Près de la moitié des pays FAD sortent de situations économiques difficiles imputables aux conflits et à des chocs exogènes.

- 3.2. Institution panafricaine de développement engagée dans les pays à faible revenu sur tout le continent africain, le Fonds a un rôle unique à jouer en tant que porte-parole de l'Afrique vis-à-vis de la communauté des bailleurs de fonds. Le FAD dispose d'un avantage comparatif spécifique qui repose sur son expérience avérée sur le plan de (i) l'achèvement de résultats substantiels dans les Etats en situation de fragilité ; (ii) sa capacité à développer et mettre en œuvre des opérations régionales ayant un effet catalytique ; (iii) son expertise en matière de projets d'infrastructures ; (iv) ses approches sectorielles réussies (telles que définies dans le cadre très sélectif du Top-5). D'ici à la conclusion du cycle du FAD-13, à la fin de 2016, le Fonds aura mis à la disposition des pays bénéficiaires³⁴ milliards d'UC, depuis sa création³.
- 3.3. L'avantage comparatif du FAD en matière d'aide aux pays à faible revenu d'Afrique est enraciné dans ses nombreux rôles qui se renforcent mutuellement, et qui constituent ensemble sa valeur ajoutée en tant que source la plus importante et l'unique source de financements concessionnels, orientés vers le long terme et ciblant les pays africains les plus vulnérables. Il importe en particulier de relever que le Fonds a désormais acquis une expérience considérable dans les pays en situation de fragilité. Au titre de son mandat, le FAD :
 - œuvre avec d'autres partenaires du développement en vue de mettre en place des économies plus inclusives et plus durables, dans lesquelles la promotion des opportunités pour tous renforce la productivité, la résilience et la croissance économique, tout en investissant également dans le développement humain et social ;
 - aide les pays bénéficiaires à trouver des solutions à des problèmes liés à l'action collective au niveau régional, ce qui permet de surmonter certains des obstacles liés à la taille et aux capacités des petits pays ;
 - accorde des financements prévisibles et des conseils de politique pour aider les pays bénéficiaires à fournir les investissements et les services publics essentiels, tout en mettant en place des programmes ciblés de sécurité sociale pour protéger les populations et les collectivités les plus vulnérables ;
 - offre une large gamme de conditions de financement souples, en utilisant une série d'instruments et ; dans certains cas, œuvre de concert avec la BAD et d'autres partenaires de développement pour attirer davantage de ressources de la part des pays donateurs ; et
 - adapte le savoir mondial, continental et régional aux conditions locales en vue d'apporter une vaste expérience aux activités d'élaboration des politiques et de facilitation dans les pays FAD.
- 3.4. Les participants se sont accordés sur le fait que le Fonds est bien positionné pour aider les pays éligibles à créer un environnement porteur pour la réalisation des objectifs du programme mondial. Guidés par le mandat institutionnel du FAD et les objectifs de développement des pays bénéficiaires, les participants se sont engagés à mobiliser une part importante des flux nécessaires par le biais des financements directs, la démultiplication des fonds propres du FAD ou la mobilisation d'autres ressources. Ils ont convenu de la nécessité pour le FAD de continuer activement à :
 - attirer davantage de ressources concessionnelles pour lui permettre d'accorder des dons et des financements concessionnels aux pays FAD à faible revenu, fragiles et touchés par un conflit ;
 - combiner les connaissances et l'expérience du Fonds aux perspectives des pays, en offrant des conseils stratégiques et techniques adaptés aux conditions locales ;

³ Voir Groupe de la BAD (2016). Rapport annuel 2015 portant sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015, préparé par les Conseils d'administration de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement. ADB-ADF/BG/AR/2015.

- mettre en place des filets de protection sociale, lorsque nécessaire, en offrant un appui aux économies touchées par des chocs négatifs, en vue de renforcer leur résilience face à ces chocs ;
 - aider les pays bénéficiaires à mettre en œuvre des mesures pour l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la gestion des risques de catastrophe ;
 - œuvrer au renforcement des marchés financiers intérieurs et à l'intensification de l'inclusion financière ;
 - promouvoir les normes sociales, environnementales et de gouvernance les plus élevées ; et
 - renforcer la collaboration, la coordination et l'harmonisation avec d'autres bailleurs de fonds, en particulier l'Association internationale de développement (IDA) du Groupe de la Banque mondiale, en vue de mieux s'aligner sur les priorités, les systèmes et les procédures des pays bénéficiaires du FAD.
- 3.5. Le Groupe de la BAD constitue un environnement flexible propice à l'optimisation de l'utilisation des ressources du FAD en vue de répondre au triple défi auquel sont confrontés les pays éligibles au FAD. Ces défis incluent une population nombreuse, pauvre et concentrée en milieu rural, les effets négatifs du changement climatique, notamment sur l'agriculture, et le chômage et le sous-emploi d'un très grand nombre de jeunes. Le FAD peut fournir des solutions pour créer des emplois, améliorer la productivité agricole, notamment au travers de l'agriculture intelligente, et soutenir les communautés dans leur adaptation aux changements climatiques. Relever ces défis permettra de contribuer à la réduction des flux de jeunes gens qui émigrent du continent africain ainsi que de réduire les problèmes en matière de sécurité et d'instabilité.
- 3.6. Les participants ont aussi convenu que le FAD pouvait et devait faire plus dans le cadre de son mandat pour fournir des solutions innovantes en matière de financement et de conseils sur le plan des politiques qui soient adaptés aux besoins particuliers de chaque pays ou groupe de pays FAD. En particulier, le FAD continuera de promouvoir les instruments qui attirent des ressources du secteur privé comme les produits de garantie et élargira ses concours par le biais de prêts concessionnels des donateurs et des prêts relais. Les initiatives d'amélioration de la pertinence et des capacités du Fonds pour répondre aux besoins des pays bénéficiaires du FAD, seront poursuivies dans le cadre du Laboratoire d'innovation stratégique sur le FAD et du Groupe de travail du FAD-15 sur les financements innovants.
- 3.7. Le Fonds devrait s'efforcer davantage d'échanger les expériences, les leçons et les meilleures pratiques acquises dans le cadre de ses activités. À cet effet, il collaborera avec les pays bénéficiaires en vue de traduire les ODD dans les objectifs nationaux et d'introduire et de mettre en œuvre les politiques et les programmes nécessaires pour les réaliser. Le FAD devrait en outre améliorer la coordination et la complémentarité avec les partenaires de développement multilatéraux et bilatéraux, ainsi qu'avec d'autres acteurs du secteur public et du secteur privé. Le FAD doit aussi améliorer la méthode d'évaluation de son efficacité afin de continuer de tirer des enseignements des cas de réussite et d'échec.

Principales constatations de l'évaluation indépendante des FAD-12 et FAD-13

- 3.8. Durant la période du FAD-13, le Département de l'évaluation indépendante du développement du Groupe de la Banque (IDEV) a conduit plusieurs évaluations majeures qui ont couvert le travail du FAD.
- 3.9. Premièrement, IDEV a procédé à une évaluation indépendante des processus, prestation et mise en œuvre des engagements du FAD-12 et du FAD-13. L'évaluation visait spécifiquement à tirer des conclusions et des enseignements concernant : i) la pertinence des engagements convenus au regard des défis et des priorités du Groupe de la Banque ; ii) l'efficacité des processus visant à parvenir à un accord sur un portefeuille cohérent et réaliste d'engagements ; iii) la mise en œuvre des engagements (évaluation des produits tels que les documents, la mise en place de nouvelles structures ou de procédures) ; et iv) l'efficacité de la mise en œuvre subséquente. IDEV a partagé les constatations préliminaires de l'évaluation avec les participants lors de la Revue à mi-parcours (RMP) du FAD-13.
- 3.10. L'évaluation a constaté que le Groupe de la Banque honore ses engagements au titre du FAD-12 et du FAD-13, génère d'importants produits, outils et structures de la connaissance et lance des initiatives innovantes.

Parallèlement, l'évaluation a montré que le Groupe de la Banque pouvait faire davantage pour apporter des financements pour les initiatives émergentes, les mettre en œuvre efficacement et les mener à terme. Elle a recommandé que le Groupe de la Banque devrait :

- se concentrer sur des engagements moins nombreux et plus stratégiques, assortis de délais réalistes et indiquant les coûts estimatifs de leur réalisation ;
- améliorer le suivi et la responsabilisation de la direction en matière de mise en œuvre de tous les engagements, et non pas uniquement pour les produits livrables ponctuels ;
- simplifier le processus de reconstitution du FAD ; et
- rechercher l'adhésion du Conseil aux engagements dès le début du processus.

- 3.11. Les participants ont salué l'évaluation et décidé que les engagements pour le FAD-14 devraient avoir un caractère stratégique et être rationalisés. Ils ont convenu que le partenariat entre les plénipotentiaires, le Conseil et la direction est important et ont aussi convenu avec IDEV de mettre l'accent sur l'exécution des politiques et des stratégies. Ils ont en outre souligné la nécessité de mettre continuellement l'accent sur l'efficacité et l'efficience.
- 3.12. IDEV a également procédé à une évaluation globale des résultats en matière de développement qui a examiné la performance des interventions du Groupe de la Banque sur le continent et la qualité des stratégies pays du Groupe de la Banque pour un échantillon de 14 pays entre 2004 et 2013, y compris plusieurs pays FAD. L'évaluation a également examiné la capacité de la Banque à prendre part à des partenariats productifs au niveau des pays. L'évaluation a identifié les domaines d'amélioration prioritaires : il s'agit notamment de la viabilité économique des opérations de la Banque, la sélectivité de ses stratégies pays, la conception et la supervision de projets et la qualité de ses produits de la connaissance.
- 3.13. Les participants ont reconnu qu'il existait d'ores et déjà un mécanisme de rapport sur l'ensemble des évaluations et que la Direction et le Conseil les utiliseraient en vue de d'extraire les leçons tirées de cette évaluation globale et les intégrer dans la conception des nouveaux projets et renforcer la dynamique d'apprentissage de l'institution. La Direction a pris en compte les résultats de l'évaluation sur les résultats en matière de développement et les a intégré au processus d'apprentissage et de changement. Les participants sont convenus que les évaluations en temps réel pourrait permettre contribuer à l'apprentissage et accélérer le changement institutionnel.

Réactions des participants aux opérations menées par le Fonds au titre du FAD-13

- 3.14. Les participants ont reconnu que la Banque a mis en œuvre de manière satisfaisante ses engagements au titre du FAD-13, ce qui est particulièrement louable compte tenu du retour du Groupe de la Banque de Tunis à Abidjan. Ils ont cependant relevé le taux des décaissements inférieur aux prévisions et le faible taux d'adoption des instruments financiers innovants, à savoir la garantie partielle de crédit et la garantie partielle de risque. La direction a assuré les participants qu'en dépit des retards subis dans sa mise en œuvre, la Facilité de rehaussement du crédit du secteur privé était désormais pleinement opérationnelle et faisait l'objet d'une solide demande.
- 3.15. Les participants ont mis en évidence un certain nombre de points pour orienter les opérations futures du Fonds. Ils ont demandé que l'on s'intéresse de près à la viabilité de la dette des pays éligibles au FAD. Ils ont aussi demandé que des données dédiées au FAD soient disponibles dans le cadre global des résultats du Groupe de la Banque, relevant que le Rapport annuel sur l'efficacité au plan du développement ne faisait pas de distinction entre les opérations de la BAD et celles du Fonds. Lors de la première réunion de reconstitution, la direction a présenté les résultats attribuables aux FAD-11, FAD-12 et, dans la mesure du possible, au FAD-13.
- 3.16. Les participants ont convenu qu'il y avait encore lieu de renforcer la capacité de la Banque à obtenir des résultats sur le terrain. Ils ont demandé que le Groupe de la Banque joue un rôle essentiel dans le financement de l'action climatique et la direction a confirmé que le financement de l'énergie et de l'action climatique occupait la première place dans le programme d'action de la Banque. Au chapitre de la gouvernance, les participants ont mis l'accent sur l'importance d'intégrer la gouvernance dans l'ensemble

des opérations du FAD et ils ont exhorté le Fonds à promouvoir la mobilisation des ressources intérieures, la bonne gouvernance en matière de taxation des ressources naturelles et une meilleure gestion des finances publiques. Ils ont aussi indiqué que le Fonds devrait jouer un rôle accru dans la lutte contre les flux financiers illicites en provenance du continent et la réduction du blanchiment d'argent.

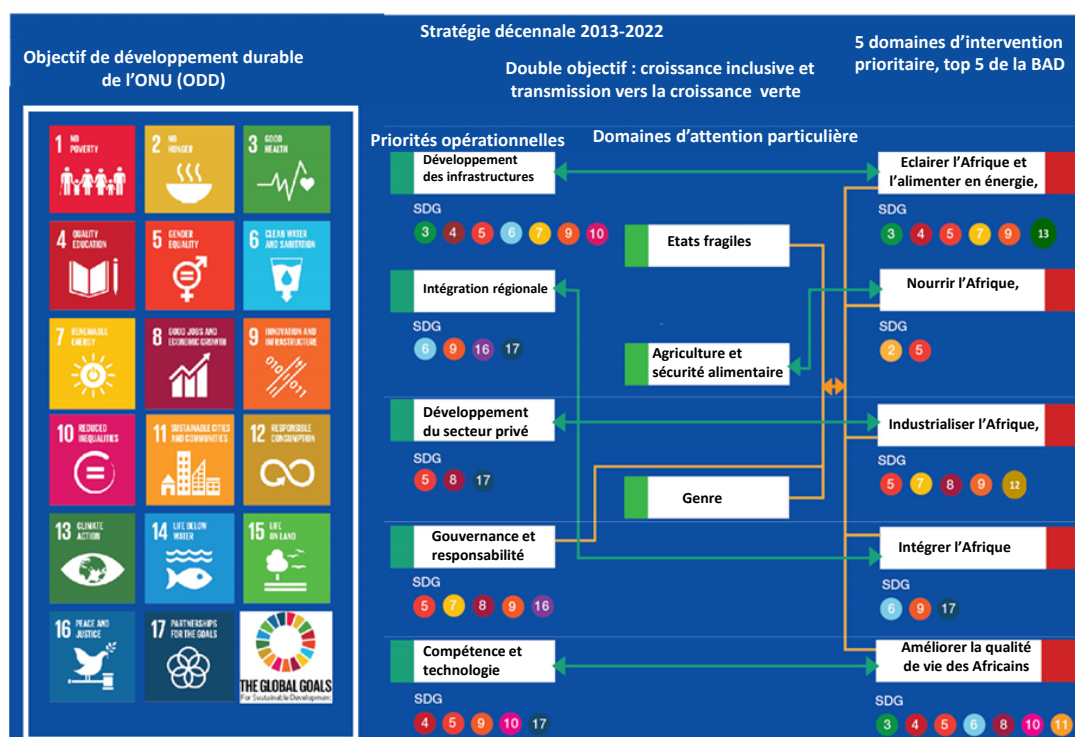
- 3.17. Sur le plan de l'efficacité institutionnelle, les participants ont noté que presque tous les engagements du FAD-13 ont été réalisés et que le retour à Abidjan a été bien géré. Certains participants ont demandé l'achèvement de l'audit indépendant des compétences et du nouveau cadre de rémunération, en remarquant que le changement culturel nécessitera un appui soutenu de la haute direction et du Conseil. Les participants ont aussi souligné la nécessité d'améliorer l'égalité hommes/femmes au sein de l'institution, en particulier au niveau des cadres de direction. La direction a indiqué que les travaux sur un nouveau modèle opérationnel étaient bien avancés et que le modèle sera appuyé par une nouvelle structure organisationnelle et une culture institutionnelle fondées sur les compétences, les prestations et des mesures d'incitation appropriées. Les participants ont aussi encouragé la Banque à renforcer sa capacité à garantir l'efficacité-coût. La direction s'est engagée à mettre fin à toutes les inefficacités, tout en rappelant que le coût de la vie est plus élevé à Abidjan qu'à Tunis.

4. Priorités stratégiques et opérationnelles pour le FAD-14

Approfondissement et consolidation des acquis dans le cadre des priorités de la Stratégie décennale du Groupe de la Banque

- 4.1. La Stratégie décennale (2013-2022) définit le cadre global pour l'aide fournie par le Groupe de la Banque en faveur de la transformation de l'Afrique sur le long terme. Le double objectif de la Stratégie consiste à accompagner les pays membres régionaux (PMR) du Groupe de la Banque dans leurs efforts visant à atteindre une croissance inclusive et une transition vers la croissance verte.

Figure 1 : Cadre stratégique du Groupe de la Banque



- 4.2. Pour répondre de manière proactive et efficace au Programme 2030⁴ et aux besoins de développement de plus en plus pressants des pays africains, le Groupe de la Banque, notamment le Fonds, renforcera de manière sélective ses interventions dans les cinq domaines prioritaires de la Stratégie du Groupe de la

⁴ Le Programme d'action d'Addis-Abeba et les ODD constituent ensemble le Programme 2030 qui a été complété par la suite par les engagements pris lors de la 21^e Conférence des parties (COP21) à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Banque ou les Top 5, qui consistent à : i) éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie ; ii) nourrir l'Afrique ; iii) industrialiser l'Afrique ; iv) intégrer l'Afrique ; et v) améliorer la qualité de vie des populations africaines et faire face aux quatre enjeux transversaux que sont la fragilité, la gouvernance, les changements climatiques et le genre.

- 4.3. Les priorités du Top 5 sont interdépendantes. La nature et l'étendue de ces interdépendances sont soulignées dans chacune de ces 5 stratégies. Elles visent en fin de compte la transformation économique et la croissance inclusive et durable en tant que principaux objectifs. Toutefois, l'interdépendance ne se traduit pas nécessairement par une coordination accrue et l'optimisation des synergies potentielles. Consciente de ce défi, la Banque opère une transformation structurelle en vue de réorganiser son modèle opérationnel. En plus de se rapprocher de ses clients, de rationaliser les processus opérationnels, d'améliorer les résultats financiers et d'opérer un changement de culture, la Banque a réaménagé son architecture interne pour améliorer la concordance entre les priorités et sa structure (voir section 5.2)
- 4.4. Une solide reconstitution des ressources dans le cadre du FAD-14 permettra de mettre en œuvre l'engagement important pris lors de la Conférence d'Addis et d'attirer et mobiliser l'investissement du secteur privé qui est essentiel pour la réalisation de l'ambitieux Programme 2030. Le Fonds déploiera sa gamme complète de produits et d'autres mécanismes et partenariats innovants afin d'attirer des fonds, de contribuer à combler le déficit global de financement du développement, de réaliser ses priorités et les objectifs du programme mondial.

Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie

- 4.5. La stratégie du Groupe de la Banque pour le Nouveau pacte sur l'énergie pour l'Afrique 2016-2025⁵, approuvé par le Conseil d'administration en mai 2016, a l'objectif ambitieux de réaliser l'accès universel à l'électricité d'ici 2025. Elle adopte une approche holistique du secteur englobant les solutions de réseau et hors réseau ainsi que l'accès à des solutions axées sur l'énergie propre pour la cuisson, le chauffage et l'éclairage. Cette stratégie fixe cinq principes liés entre eux et se renforçant mutuellement et consistant à : i) élever les aspirations en vue de relever les défis énergétiques de l'Afrique ; ii) mettre en place un partenariat transformateur sur l'énergie pour l'Afrique ; iii) mobiliser les capitaux intérieurs et internationaux pour les financements innovants dans le secteur de l'énergie en Afrique ; iv) aider les gouvernements africains à renforcer les politiques et les réglementations de l'énergie et la gouvernance du secteur ; et v) augmenter les investissements de la Banque dans l'énergie et le financement de la lutte contre le changement climatique.
- 4.6. Au moins 145 millions de nouveaux branchements à l'électricité sont nécessaires pour répondre aux besoins des pays FAD. Compte tenu des besoins de ces pays, l'objectif global de la Banque consiste à i) créer une nouvelle capacité de production en réseau de 70 GW (dont 40 GW par des producteurs indépendants) ; 90 millions de raccordements en réseau et 45 millions de raccordements hors réseau (le secteur privé fournissant la technologie et assurant la distribution pour la vaste majorité) ; et ii) fournir l'accès à l'énergie propre pour la cuisson, le chauffage et l'éclairage pour près de 105 millions de ménages. L'accès à des solutions d'énergie propre aura également un effet transformateur sur la vie des femmes et des filles, non seulement en réduisant leur charge de travail et en améliorant leurs conditions de subsistance, mais aussi en améliorant leur santé, leur sécurité et leur qualité de vie.
- 4.7. La Banque est clairement le chef de file sur les questions liées aux énergies renouvelables. Nous aiderons l'Afrique à développer son potentiel en vue de soutenir son industrialisation. Des partenariats efficaces sont mis en œuvre avec l'initiative sur l'énergie en Afrique du gouvernement britannique, l'initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables (l'IAER à laquelle la France et l'Allemagne se sont engagées à contribuer), l'initiative américaine Power Africa, l'Energie durable pour tous, la Millenium Challenge Corporation (MCC), le Fonds des énergies durables pour l'Afrique, l'USAID et l'OPIC, entre autres.
- 4.8. Les ressources du FAD contribueront à la réalisation de cet objectif global en combinant l'investissement dans les infrastructures électriques (installations de production, de transport et de distribution en réseau et hors réseau) avec les conseils techniques sur les cadres de politique et de réglementation qui contribueront à renforcer l'environnement porteur du secteur. En outre, les opérations du FAD appuieront les activités

⁵ Stratégie du Groupe de la Banque pour le Nouveau pacte sur l'énergie en Afrique 2016-2025 – Version révisée, ADF/BD/WP/2016/18/rev.3, 5 juin 2016.

d'amélioration de l'efficacité énergétique selon une approche intégrée qui tient également compte du changement climatique et maximise les opportunités pour l'utilisation des énergies renouvelables, y compris dans le cadre de la stratégie pour l'industrialisation de l'Afrique (voir également le paragraphe 4.2.1.20 dédié à la gouvernance).

- 4.9. Les projets approuvés durant la période du FAD-14 contribueront, à terme, à l'installation d'une capacité de production d'énergie allant jusqu'à 5.000 MW dans les pays FAD, ce qui permettra de fournir aux ménages et aux entreprises des branchements électriques nouveaux ou améliorés et d'obtenir de meilleurs résultats en matière de santé, d'éducation et d'emploi. La direction estime que près de 10 millions de ménages bénéficieront de branchements électriques améliorés.

Nourrir l'Afrique

- 4.10. La croissance et l'urbanisation créent une importante demande non-satisfaite pour des produits alimentaires et agricoles. Le continent a besoin de cadres institutionnels réglementaires adaptés pour protéger et garantir l'accès aux droits de propriété, notamment ceux des petits propriétaires, ainsi qu'une importante injection de financements publics et privés à toutes les étapes de la chaîne de valeur agricole en utilisant les financements de façon plus intelligente pour créer des entreprises dynamiques à travers l'ensemble du secteur et des marchés. Cela doit notamment inclure les entreprises agroalimentaires de petite et de grande taille afin de garantir que le développement agricole se traduise par une croissance inclusive. L'importance essentielle de l'agriculture en tant que source de revenus en Afrique et sa capacité à jouer un rôle clef en faveur d'une croissance inclusive font de ce secteur un levier majeur pour la lutte contre la faim et la malnutrition au travers de l'amélioration de l'accès à des aliments nutritifs et en quantité suffisante tout au long de l'année, en doublant la productivité agricole et les revenus des petits producteurs de denrées alimentaires et en accroissant l'investissement dans l'infrastructure rurale, les services de recherche et de vulgarisation agricole ainsi que le développement technologique.
- 4.11. La Banque a approuvé une nouvelle stratégie définissant le Programme de transformation agricole du Groupe de la Banque (ATA)⁶. Les objectifs de ce programme sont en harmonie avec ceux du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et de la Déclaration de Malabo et renforcent ces objectifs. Ils consistent notamment à : i) contribuer à éradiquer la pauvreté ; ii) mettre fin à la faim et à la malnutrition en Afrique ; iii) faire de l'Afrique une exportatrice nette de denrées alimentaires ; et iv) faire remonter l'Afrique sur les chaînes de valeur axées sur l'exportation, dans lesquelles elle a un avantage comparatif. La réalisation de ces objectifs aura des répercussions considérables sur la diversification économique, la productivité agricole, la sécurité alimentaire et la réduction des inégalités, en particulier parmi les femmes et les jeunes. Le programme ATA reconnaît l'importance des réformes agraires, spécialement pour les femmes, car la majorité des pays africains ont des lois qui perpétuent l'inégalité des droits d'héritage, consistant par exemple, à ne pas accorder des droits fonciers aux veuves ou filles, en dépit du fait que plus de 60 % des exploitants agricoles africains sont des femmes. De ce fait, la Banque appuiera les réformes des politiques foncières, par le biais de l'Africa Land Policy Center ainsi que de la Facilité de discrimination positive en matière de financement pour les femmes d'Afrique (AFAWA).
- 4.12. Le FAD-14 jouera un rôle essentiel dans la mise en œuvre efficace du programme ATA. Des ressources substantielles du FAD-14, parallèlement à d'autres ressources du Groupe de la Banque (y compris des sources du secteur privé), seront déployées pour la réalisation de trois groupes d'activités liées entre elles, dans les pays éligibles qui se montrent « prêts pour la transformation »⁷. Ces activités sont les suivantes :
- la diffusion à grande échelle de technologies et de facteurs qui augmentent la productivité ;
 - le développement des structures du marché des facteurs de production et des produits ainsi que des incitations qui contribuent à l'accroissement de la production ; et
 - la promotion d'un secteur privé efficace, pouvant gérer et allouer les compétences et les capitaux pour impulser la croissance durable à long terme de l'agro-industrie.

⁶ Nourrir l'Afrique : Stratégie pour la transformation de l'agriculture en Afrique 2016-2025, ADF/BD/WP/2016/28/Rev.1, 22 juin 2016.

⁷ Sur la base des plans reçus, 21 pays FAD ont été classés soit dans le Groupe 1 – Pays chefs de la transformation (9) soit dans le Groupe 2 – Pays tirant parti des opportunités tactiques (12).

- 4.13. L'éradication de la faim et de la malnutrition en Afrique à l'horizon 2025 est aussi considérée comme faisant partie de l'important trio (les deux autres éléments étant la viabilité et le caractère inclusif) de catalyseurs transversaux qui devraient sous-tendre toutes les mesures relevant de la priorité « Nourrir l'Afrique ». Ces mesures consistent à renforcer l'aide aux programmes de nutrition ciblant les communautés dans les pays qui en ont le plus besoin ; investir dans l'harmonisation des normes de bio-fortification entre les pays et dans le renforcement des capacités au niveau des pays ; et, financer des programmes en vue d'accroître la production des aliments riches en éléments nutritifs. Une transformation réussie du secteur agricole devrait permettre d'améliorer la sécurité alimentaire, d'accroître la productivité agricole, de contribuer à la création d'emplois au travers des PME et d'améliorer la qualité de vie des petits exploitants agricoles et notamment des femmes.
- 4.14. Les opérations exécutées au cours de la période du FAD-14 contribueront à mettre en œuvre le programme ATA par l'amélioration de la productivité agricole, le renforcement des revenus et la réduction de la pauvreté dans les zones rurales. À cet effet, le Fonds appuiera la gestion de l'eau sur une superficie supplémentaire de 197.000 hectares et l'accès à de nouvelles technologies pour plus de 40 millions de personnes. Les exploitants agricoles africains étant de plus en plus exposés aux fluctuations des pluies et des températures résultant des changements climatiques, il est nécessaire de recourir à une agriculture intelligente sur le plan du climat axée sur l'utilisation efficace des intrants, la résilience face au climat et la réduction des émissions de gaz à effet de serre. La Banque compte intégrer l'adoption des innovations intelligentes sur le plan du climat dans tous ses projets phares, notamment ceux qui sont financés sur les ressources du FAD.
- 4.15. En outre, les ressources du FAD-14 joueront un rôle catalyseur dans la réalisation de l'objectif global de la Banque, consistant à renforcer les partenariats public-privé inclusifs en faveur des chaînes de valeur agricoles prioritaires ayant de solides liens avec les petites exploitations agricoles. Deux activités permettront d'atteindre cet objectif, à savoir : i) le financement structuré dans le cadre d'opérations consortiales (par ex., dette mezzanine, garanties de crédit, etc.) avec les banques commerciales et d'autres créanciers, en vue de promouvoir les partenariats public-privé et d'autres projets d'infrastructure alignés sur les objectifs du programme ATA ; et ii) le développement de projets et autres services consultatifs, en vue d'améliorer la qualité des projets d'infrastructure agricole dans l'ensemble du continent.

Industrialiser l'Afrique

- 4.16. Dans le cadre de la stratégie « Industrialiser l'Afrique » proposée⁸, le Fonds s'intéressera à une variété de difficultés que rencontre le secteur privé et appuiera la création de valeur ajoutée, afin d'augmenter le commerce régional, d'améliorer la balance des paiements et de développer l'emploi formel. La mise en œuvre de la stratégie d'industrialisation aura aussi une solide incidence sur la création, la transformation et l'expansion des micro-entreprises, des petites et moyennes entreprises et sur la création d'emplois, en particulier pour les jeunes et les femmes. Cela permettra de créer de nouveaux emplois et de transformer les emplois existants ainsi que d'accroître la productivité. La stratégie augmentera la productivité en appuyant l'automatisation, la gestion de la qualité, l'amélioration des processus de production et la formation. La priorité sera accordée aux projets catalyseurs du PIB et aux programmes de liaison des PME, afin de répondre directement aux besoins du groupe socioéconomique le plus pauvre et de permettre aux pays FAD d'obtenir des résultats en matière de croissance inclusive, axée sur le secteur privé. Une attention particulière sera accordée aux pays en situation de fragilité, où l'immobilisme ne peut pas promouvoir le développement du secteur privé, et ce en raison des environnements à haut risque. Des efforts seront réalisés en vue de connecter les pays éligibles au FAD au travers de l'intégration régionale afin de créer de plus grands marchés. Afin d'atteindre ces objectifs, la stratégie reposera sur cinq inducteurs que la Banque intégrera dans des programmes phares. Ces inducteurs sont les suivants : i) politiques, législation et institutions favorables ; ii) environnement et infrastructure économiques porteurs ; iii) accès aux capitaux ; iv) accès aux marchés ; et v) talents, capacités et entrepreneuriat compétitifs.
- 4.17. Il convient de noter que les évaluations industrielles seront réalisées au titre de la préparation et de la revue à mi-parcours du DSP, afin de mettre en évidence les obstacles et les défis propres à un pays. La réaction adaptée visera les principaux moteurs de l'industrialisation et consistera à mieux définir la contribution du FAD à la mise en œuvre de divers programmes industriels phares. Cette contribution consistera à financer

⁸ Stratégie du Groupe de la Banque pour l'industrialisation de l'Afrique, ADF/BD/WP/2016/36/Rev.2.

des réformes de la gouvernance et des politiques et à participer au risque dans les opérations non souveraines.

- 4.18. En outre, le Groupe de la Banque renforcera la coopération et la collaboration avec les principaux partenaires de développement cherchant à relever les défis de l'industrialisation et de la transformation économique. La Banque a déjà engagé un partenariat avec l'ONUDI et la CEA en vue de tirer parti de leur expérience et de leurs vastes connaissances sur les questions d'industrialisation de l'Afrique. Un protocole d'accord, établissant les modalités du partenariat, a été défini. Une solide collaboration/coordination sur les produits de la connaissance représente un aspect essentiel du partenariat stratégique du Groupe de la Banque pour l'industrialisation. La collaboration enrichira la conception des DSP et des DSIR pour que les interventions du Groupe de la Banque dans un pays puissent compter sur une solide analyse et un solide diagnostic des enjeux de l'industrialisation.
- 4.19. Les opérations du Groupe de la Banque visant à appuyer l'industrialisation dans les pays FAD au cours de la période du FAD-14 créeront 35 groupements industriels⁹ qui permettront de renforcer la contribution industrielle au PIB, et bénéficieront à 16,9 millions de personnes, dont plus de la moitié est constituée de femmes et de jeunes. Cet objectif sera atteint grâce aux projets réalisés par les entreprises bénéficiaires et l'expansion de la microfinance, et 1,33 million de microcrédits seront accordés aux entreprises.
- 4.20. Outre l'appui (par le biais des opérations axées sur des programmes) aux réformes qui contribuent à améliorer le climat des affaires pour l'entrepreneuriat et l'industrialisation, les ressources du FAD seront déployées pour attirer le financement du secteur privé en partageant les risques. Plus particulièrement, par l'intermédiaire de la PSF, le FAD contribuera à renforcer les opérations non souveraines de la Banque dans des domaines tels que l'agro-industrie, la transformation domestique des pays, les industries extractives et les services.

Intégrer l'Afrique

- 4.21. Pour permettre aux pays FAD de rattraper leur retard de croissance par rapport à d'autres régions, il sera nécessaire de surmonter les désavantages résultant de leur isolement géographique et de leur morcellement, ainsi que leur dépendance à l'égard des ressources naturelles. Une proportion importante de pays FAD étant enclavée, il faudra compenser ce désavantage, avant tout en comblant le déficit des infrastructures.
- 4.22. La priorité « Intégrer l'Afrique »¹⁰ met l'accent sur l'élimination des principales barrières qui séparent les pays africains, en particulier ceux qui sont enclavés et ceux qui se trouvent dans des situations de fragilité. Cette priorité vise à créer des chaînes de valeur régionales, exploiter les complémentarités et réduire le coût du mouvement des biens, des services et des personnes afin de tirer parti de l'immense potentiel de marché qu'offre le continent.
- 4.23. Œuvrant de concert avec les institutions régionales, le Fonds financera les projets qui visent à éliminer les obstacles à l'intégration régionale, notamment les obstacles auxquels se heurtent les commerçants transfrontaliers. Ces projets permettront de développer les infrastructures de transport transfrontalier et d'harmoniser les politiques menées par les différents pays. Dans la mesure où les pays FAD sont souvent petits et isolés, le Fonds investira de plus en plus dans les pools énergétiques régionaux et reliera les pays aux marchés régionaux à travers les couloirs de transport. Outre l'investissement au titre du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), le Fonds continuera d'appuyer les communautés économiques régionales (CER) pour leur permettre de renforcer leurs capacités opérationnelles, d'élaborer des systèmes d'information et de paiement ainsi que d'harmoniser les codes d'investissement et d'ingénierie. Le Fonds accompagnera les CER et les autorités nationales dans leurs efforts visant à éliminer les obstacles non tarifaires au commerce et il appuiera en particulier les mesures de lutte contre le

⁹ Les groupements industriels sont des outils d'industrialisation contribuant à améliorer la balance commerciale des pays et, s'ils sont efficaces, les recettes fiscales augmenteront sur le long terme. Les groupements industriels servent partout dans le monde à améliorer la compétitivité d'un secteur et à accélérer son développement par la facilitation de l'accès aux ressources (financements, infrastructures et personnes), grâce à un atout global et un service de qualité, y compris des mécanismes opérationnels et des incitations (incitations fiscales et incitations économiques) ; services d'infrastructure (services publics de distribution, immobilier et services de base) ; rétention de talents en implementant des programmes pertinents pour la formation, amélioration du cadre de travail et connectivité aux villes voisines ; développement de cadres de gouvernance et de modèle opérationnel appuyant les opérations (par ex., les activités de commercialisation attirant de nouvelles entreprises et les services de qualité à long terme).

¹⁰ Stratégie et politique d'intégration régionale du Groupe de la Banque africaine de développement 2014-2023, ADF/BD/WP/2014/98/Rev.1/Approuvé.

harcèlement des commerçantes aux frontières et la révision du régime de visas pour permettre la libre circulation des personnes.

- 4.24. Les opérations réalisées au cours du FAD-14 permettront à plus de 23 millions de personnes de bénéficier d'un accès amélioré au transport et à 8,5 millions d'être formées à la sécurité et à l'entretien routiers.

Améliorer la qualité de vie des populations d'Afrique

- 4.25. Pour faire en sorte que la croissance économique se traduise par la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, la Banque mettra en œuvre sa Stratégie des emplois pour les jeunes en Afrique (JfYA)¹¹, parallèlement aux autres priorités du Top 5. Cette stratégie vise à appuyer la croissance inclusive à travers le continent en dotant les jeunes, en particulier les jeunes filles et les femmes, des qualifications nécessaires afin de réaliser leurs potentialités économiques. Œuvrant de concert avec les interventions axées sur la demande des grandes priorités des autres Top 5, notamment « Nourrir l'Afrique » et « Industrialiser l'Afrique », le Fonds favorisera l'entrepreneuriat, renforcera le savoir-faire et les compétences et créera des liens durables avec le marché du travail. La mise en œuvre comportera plusieurs volets, notamment : i) l'appui aux projets financés par le Fonds ; ii) des programmes phares fournissant des conseils et une aide financière aux pays éligibles au FAD ; iii) un laboratoire de connaissances et d'innovation en ligne ; et iv) l'investissement du secteur privé favorisé par la réduction du risque et des coûts de financement, qui sont particulièrement élevés dans les pays FAD. En Afrique subsaharienne, où les pauvres en emploi représentent pratiquement les deux-tiers de la main-d'œuvre totale employée, le défi fondamental pour les pays FAD consiste non seulement à créer des emplois, mais aussi à améliorer la qualité de ces emplois et du travail agricole des travailleurs indépendants. La stratégie portant sur la création d'emplois pour les jeunes en Afrique (qui rassemble et amplifie les efforts déployés dans toute la Banque et mobilise des partenariats productifs extérieurs) met l'accent notamment sur le renforcement des qualifications en vue de stimuler la productivité et la compétitivité de la chaîne des valeurs, en particulier dans le secteur agricole, les innovations technologiques, la création d'emplois étroitement liés au secteur privé et à l'amélioration de l'entrepreneuriat. Outre la création d'emplois de qualité, la mise en œuvre de la stratégie JfYA contribuera à créer des possibilités économiques dans les pays à plus faible revenu et en situation de fragilité en Afrique, ce qui atténuera l'émigration. Le Groupe de la Banque reconnaît l'importance du capital humain et soutient son développement au travers de l'éducation professionnelle et supérieure, de la transition de l'école au travail et des centres d'excellence pour l'éducation supérieure.
- 4.26. Les programmes phares ont été conçus sur la base des leçons tirées auprès des pays concernés. Ces modèles se montrent efficaces pour ces pays et ils ont la volonté de les généraliser. Le Fonds donnera cette possibilité parallèlement à d'autres mécanismes de financement du Groupe de la Banque. Dans ses pays bénéficiaires, le FAD adoptera une démarche progressive, en commençant par quelques sites financés par le Fonds pour mobiliser davantage de ressources. Le FAD concentrera également ses ressources sur l'expansion du financement en faveur des groupes à haut risque et peu desservis, comme les PME et les entreprises dirigées par des femmes.
- 4.27. La stratégie pour l'emploi des jeunes vise à contribuer à la création d'au moins 17,5 millions d'emplois dans les pays FAD et à fournir à 50 millions de jeunes sur l'ensemble du continent des qualifications économiques à l'horizon 2025. Tous les emplois à créer seront répartis par sexe, au moins 50 % des emplois devant être réservés aux femmes.
- 4.28. En plus de la stratégie des emplois, le Fonds continuera à aider d'autres domaines essentiels contribuant à améliorer la qualité de vie des populations africaines. Il renforcera son aide aux systèmes de protection sociale et à l'amélioration des systèmes de santé, en tenant compte des importants enseignements tirés de la crise d'Ebola. Il favorisera le dialogue et renforcera les capacités en vue d'optimiser les ressources dans le cadre des dépenses sociales et d'augmenter l'appui à l'éducation, aux sciences, à la technologie et à l'innovation pour l'industrialisation et la transformation économique. Au titre du FAD-14, le Fonds travaillera avec d'autres partenaires pour promouvoir un accès plus large à des services de santé de meilleure qualité tout en formant les agents de santé, y compris dans le contexte de crises sanitaires comme elle l'a fait de manière très proactive lorsque la crise liée au virus Ebola a affecté certains des pays éligibles au FAD parmi les plus vulnérables. Dans de tels contextes de crise, le Fonds s'attèlera, en étroite

¹¹ Stratégie du Groupe de la Banque pour l'emploi des jeunes en Afrique, 2016-2025, ADF/BD/WP/2016/31/Rev.2, 18 mai 2016.

coordination avec les partenaires stratégiques, à atténuer les conséquences macroéconomiques qui pourraient affecter ses pays d'opérations. .

- 4.29. Le Fonds accélérera les efforts visant à combler les déficits infrastructurels ayant une incidence directe sur la sécurité hydrique, ce qui affecte le bien-être des populations et compromet le développement socioéconomique global. L'amélioration de la sécurité hydrique, grâce à la gestion intégrée des ressources en eau, tant au niveau national que régional, contribuera au développement agricole, à la production énergétique, à l'industrialisation et à l'intégration régionale. Le Fonds renforcera ses opérations dans ce domaine, en mettant plus particulièrement l'accent sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Les interventions dans le domaine de l'eau et de l'assainissement profiteront à 8 millions de personnes dans les pays FAD au cours de la période du FAD-14.

Thèmes transversaux : renforcement des liens stratégiques et approches novatrices

- 4.30. Il ne sera possible de renforcer la mise en œuvre dans les cinq domaines prioritaires de la Stratégie décennale que si l'on intègre pleinement quatre thèmes transversaux critiques dans les opérations du Groupe de la Banque (changements climatiques, fragilité, genre et gouvernance), et ce en vue d'obtenir un impact plus important du point de vue de la création des emplois et de la réduction de la pauvreté dans les pays FAD. Ces thèmes transversaux revêtent aussi une importance cruciale pour la réalisation des engagements de la Banque aux niveaux international, régional et national et ils nécessiteront un solide partenariat avec d'autres partenaires de développement.

Fragilité

- 4.31. Conformément à la perception de la Banque de la fragilité en tant que risque pour le processus de développement, les questions de fragilité doivent faire l'objet d'un examen systématique dans tous les pays. Plusieurs pays FAD demeurent affectés par des conflits, d'autres pays en sortent, et pourraient sombrer à nouveau dans la crise. Cela dit, certains pays font des progrès vers la résilience. En prenant en compte toutes ces circonstances, les pays font face à une combinaison et une accumulation de risques de perturbations, alors qu'ils n'ont pas la capacité suffisante pour gérer, absorber ou atténuer leurs conséquences. L'exposition à ces risques peut entraîner un éventail de résultats négatifs, notamment la violence, le conflit, des crises politiques prolongées, la migration forcée et le sous-développement chronique.
- 4.32. Les pays FAD en situation de fragilité rencontrent des difficultés excessives au plan économique, social, environnemental mais aussi au niveau de l'égalité des genres, ce qui aggrave les contraintes structurelles existantes, notamment le manque de diversification économique et le faible niveau des capacités humaines et institutionnelles. Les tendances actuelles suggèrent que la pauvreté sera de plus en plus concentrée dans les pays en situation de fragilité. De ce fait, ces pays auront besoin de plus d'attention ainsi que des financements concessionnels prévisibles à plus long terme afin de réaliser les ODD et sortir de l'état de fragilité. Entre temps, les chiffres de l'aide publique au développement indiquent que bon nombre de ces pays continuent d'être des « orphelins de l'aide », leur aide combinée représentant environ la moitié du montant reçu par les pays qui ne sont pas en situation de fragilité. Ces conditions représentent une menace sérieuse aux objectifs des ODD qui ont pour ambition de ne laisser personne pour compte.
- 4.33. Les participants ont reconnu que ce groupe de pays continuera d'avoir besoin de financements concessionnels de type classique durant la période du FAD-14 et ils ont souligné la nécessité de mettre en place des institutions efficaces et légitimes et d'appuyer les réformes visant à améliorer le climat des affaires et à faciliter les investissements privés.
- 4.34. Le Fonds, et plus particulièrement la Facilité d'appui à la transition (FAT), a joué un rôle essentiel dans l'aide aux pays bénéficiaires en situation de fragilité, notamment au travers d'une approche régionale. La FAT a non seulement aidé les pays à sortir d'une situation de fragilité (comme le montre l'exemple de la Côte d'Ivoire)¹² mais elle a aussi contribué aux actions dans des situations nécessitant une réaction urgente et rapide, comme dans le cas de l'épidémie d'Ebola. Toutefois, les incidents récents posés par les risques d'épidémies à propagation rapide et les crises politiques soudaines se traduisant par des conflits civils, les

¹² La Côte d'Ivoire sort de la situation de fragilité et ne sera plus éligible aux ressources supplémentaires du Pilier I de la FAT au titre du FAD-14.

déplacements de masse et des réfugiés, confirment la nécessité d'améliorer davantage la souplesse des interventions du Fonds dans ces contextes. De même, le Pilier III de la FAT a fourni une assistance technique ciblée et a contribué au renforcement des capacités institutionnelles visant à consolider les moyens des pays bénéficiaires dans des domaines tels que l'administration publique, la gestion économique et financière, la prestation de services et la gestion des ressources naturelles. Les ressources du Pilier III ont, par exemple, appuyé les activités essentielles de la Facilité africaine de soutien juridique en fournissant des conseils juridiques et de l'assistance technique aux pays éligibles du FAD, dans le cadre de la négociation des transactions commerciales complexes, de litiges avec les créanciers et d'autres transactions souveraines connexes.

- 4.35. Afin d'amplifier son impact et maintenir les résultats obtenus, le Fonds améliorera sa compréhension des causes profondes de la fragilité et des sources de résilience en recourant au spectre mesurant les différents niveaux de fragilité reconnus ainsi qu'à l'application intégrale de l'outil d'évaluation de la résilience et de la fragilité des pays. L'utilisation de ces outils permettra au Fonds de s'employer davantage à anticiper le risque de situations de crise ou de reprise de conflits. De même, le Fonds veillera tout particulièrement à l'application systématique des directives en matière de fragilité et de genre et du marqueur de l'égalité hommes-femmes, ainsi qu'à l'évaluation systématique de l'impact de la FAT sur l'égalité hommes-femmes. Des projets comme ceux qui sont en cours au Soudan du Sud, au Soudan et en Guinée-Bissau seront mis en œuvre à grande échelle pour renforcer les interventions institutionnelles axées sur l'égalité des genres dans les pays en situations de fragilité. Un engagement anticipé et soutenu dans la coordination avec les partenaires de développement, sur la base des évaluations conjointes constituera un enjeu majeur pour le fonctionnement de cette approche améliorée.
- 4.36. Dans le cadre du FAD-14, le Fonds renforcera son modèle opérationnel pour s'acquitter de sa mission dans des environnements vulnérables, et ce de trois manières essentielles. Premièrement, il renforcera les partenariats avec d'autres acteurs de développement, notamment les BMD, le système de l'ONU, l'UA, les CER et les acteurs non étatiques, afin d'intervenir plus efficacement dans des environnements délicats. Deuxièmement, suite à l'adoption par le Groupe de la Banque du Modèle de développement opérationnel et de prestation de services (MDOPS), le Fonds renforcera sa présence dans les pays en situation de fragilité. En outre, la Direction met en place des incitations pour attirer les meilleurs talents à travailler dans les pays en situation de fragilité. L'analyse qui sera menée dans le cadre du MDOPS en vue d'examiner le détachement des membres du personnel dans les centres régionaux ou les pays tiendra compte directement des besoins des Etats fragiles. Le Groupe de la Banque négocie avec le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies pour une éligibilité à une couverture sécuritaire dans les pays en situation de fragilité. Enfin, le Fonds améliorera la performance de son portefeuille en tirant parti de la souplesse de la politique des acquisitions de 2015 et de l'Accord sur les principes fiduciaires du Groupe de la Banque et de l'ONU.
- 4.37. Au cours de la période du FAD-14, il sera indispensable d'encourager l'augmentation des investissements privés dans les pays en situation de fragilité. Le FAD-14 tirera parti des résultats positifs obtenus par la Facilité de rehaussement du crédit du secteur privé dans le cadre du FAD-13, qui a alloué près de la moitié de ses ressources aux projets dans des pays en situation de fragilité notamment en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo, au Mali, au Niger, en Sierra Leone, au Togo et au Zimbabwe. La Côte d'Ivoire constitue un exemple de la manière dont l'utilisation des investissements publics et privés, par le biais de la Facilité d'appui à la transition (FAT) et de la Facilité de rehaussement du crédit du secteur privé (PSF), peut effectivement appuyer la transition de la fragilité à la résilience pilotée par un pays. La facilité PSF continuera en conséquence de jouer un rôle en renforçant le portefeuille des opérations non souveraines dans les situations de fragilité, qui ont une fonction d'indicateur importante pour les investisseurs. Pour consolider davantage l'aide du Fonds dans ce domaine, le Pilier III de la FAT servira à renforcer la capacité des organismes nationaux de promotion de l'investissement à attirer les investissements privés, ce qui créera des synergies importantes entre les différents instruments de financement du Groupe de la Banque. Une utilisation pertinente des instruments de garantie déployés par le Fonds (GPC et GPR) sera privilégiée dans les pays affectés par des situations de fragilité ce qui pourrait, en retour, accroître l'appétence au risque des opérateurs du secteur privé.
- 4.38. L'enveloppe des Opérations régionales contribuera également à consolider les acquis dans les situations de fragilité, obtenus dans le cadre du FAD-13. Par exemple, ses ressources serviront à renforcer la capacité du

Fonds à mettre en place des moyens de résistance face à la sécheresse dans la Corne de l'Afrique, en ouvrant à la circulation les corridors de transport indispensables pour libérer le potentiel économique de l'Afrique de l'Ouest, et en jouant un rôle complémentaire dans la satisfaction des besoins d'urgents de ces pays.

Gouvernance

- 4.39. Le Fonds redoublera ses efforts en vue d'intégrer la question transversale de la bonne gouvernance dans ses opérations. Ce faisant, il accordera une attention particulière au caractère multidimensionnel de la bonne gouvernance (la bonne gouvernance est participative et inclusive, responsable, transparente, réactive, efficace et efficiente et suit les règles de l'état de droit et elle s'inscrit dans une perspective durable). La notion de bonne gouvernance englobe le principe de tolérance zéro envers la corruption, la prise en compte des avis des personnes insuffisamment représentées et permet aux personnes vulnérables de faire partie intégrale du processus de prise de décision.
- 4.40. En améliorant les mécanismes, les processus et les institutions de gouvernance qui obligent les gouvernements à rendre des comptes aux citoyens et en renforçant la capacité des individus et des autres membres de la société civile à participer à la gouvernance et au développement de leurs propres sociétés et collectivités, il est possible d'accroître l'impact d'autres initiatives de développement, de régler les conflits pacifiquement et de contribuer au développement de systèmes pluralistes qui respectent les normes universelles. Un dialogue politique efficace soutiendra la conception des opérations d'appui budgétaire. Un suivi en temps réel, une évaluation et un mécanisme de compte-rendu sur les résultats seront également intégrés. Dans la mesure du possible les questions sectorielles transversales seront traitées à travers l'assistance technique, le renforcement des capacités et l'inclusion de composantes liées aux services complémentaires dans les projets d'investissement.
- 4.41. L'obligation de rendre compte suppose que ceux qui ont la charge de gérer les ressources du FAD les utilisent en toute légitimité et que les citoyens peuvent leur demander des comptes sur leurs décisions, leurs politiques et leurs actions. Pour répondre à cet objectif, le Fonds apportera son appui aux opérations visant à promouvoir une plus grande transparence des cadres budgétaires et des systèmes de gestion des finances publiques. Ceci, afin de permettre au public d'avoir accès, en temps voulu, à des informations fiables sur les interventions du FAD, grâce à des mécanismes d'élaboration de rapports et de retour d'information, y compris des processus et des procédures clairement établis.
- 4.42. La plupart des pays FAD, notamment ceux en situation de fragilité, ont accompli des progrès notables vers l'amélioration de leurs cadres budgétaires et de leurs systèmes de gestion des finances publiques. En dépit de ces progrès, les problèmes de gouvernance, sous leurs différents aspects, demeurent des préoccupations générales dans de nombreux pays FAD, ce qui compromet les progrès sociaux, économiques et politiques à différents niveaux. Le Groupe de la Banque a récemment approuvé une Politique sur la Prévention des flux de financement illicites¹³. Tous les nouveaux documents de stratégie pays réserveront une place de choix à la gouvernance. Le Groupe de la Banque travaille aussi avec des partenaires afin d'adopter une réponse commune à la problématique des flux de financement illicites. La préoccupation clé reste la transparence et la responsabilité sociale, particulièrement dans les états en situation de fragilité. Le Groupe de la Banque montre l'exemple en publiant de façon active toutes ses informations tel que le prévoit sa politique de publication de l'information.
- 4.43. Selon l'Évaluation des politiques et des institutions des pays (EPIP) du Groupe de la Banque, durant la décennie écoulée, la plupart des pays FAD n'ont enregistré que de modestes améliorations. La note moyenne EPIP des pays FAD est passée de 3,41 en 2014 à 3,39 en 2015 sur une échelle de 1 à 6. Si l'environnement politique et réglementaire des affaires s'est amélioré, d'importants défis restent à relever dans d'autres domaines. À titre d'exemple, seuls 8 pays FAD figurent parmi les 100 premiers pays du classement Doing Business 2016. La mobilisation des recettes intérieures d'un pays demeure un défi, qui a pour effet une dépendance excessive aux financements extérieurs, dont les financements non concessionnels susceptibles de compromettre la viabilité de la dette s'ils ne sont pas gérés efficacement. Le FAD a investi dans l'amélioration des systèmes d'administration fiscale, en particulier dans les pays en situation de fragilité, améliorant ainsi le ratio impôt/PIB, qui est passé de 13,5 % du PIB en moyenne en 2007 à 15,8 % en 2015. La Banque, par le biais du Centre africain de ressources naturelles, a fourni des

¹³ ADB/BD/WP/2016/155 - ADF/BD/WP/2016/108

conseils visant à améliorer la gestion des recettes provenant des ressources naturelles dans les pays à faible revenu. Toutefois, pour permettre aux pays FAD d'avoir la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour investir dans les ODD, il faut des progrès beaucoup plus importants. Il faut notamment mener des réformes concrètes afin d'accroître la mobilisation des ressources intérieures, lutter contre les flux financiers illicites et améliorer la gestion des finances publiques.

- 4.44. Le Fonds devrait allouer environ 721 millions d'UC aux activités liées à la gouvernance au titre du FAD-14. Le FAD-14 accordera la priorité aux interventions prévues dans des domaines d'importance stratégique, en apportant notamment un appui aux « infrastructures immatérielles » nécessaires à la réalisation du Top 5. Le Fonds intensifiera son appui à l'amélioration de la gestion des finances publiques nationales et régionales, en accordant une plus grande attention au renforcement des institutions de contrôle afin d'améliorer la transparence et la responsabilité dans l'utilisation des ressources publiques, ainsi que de promouvoir la participation des citoyens à la prise de décisions. Une attention particulière sera accordée à l'intensification des efforts de mobilisation des recettes intérieures, notamment par le renforcement des actions de lutte contre les flux financiers illicites et l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles. Compte tenu de l'ampleur des investissements du Fonds et de l'importance que revêt la mise en place d'un environnement politique et opérationnel propice à l'infrastructure et à la prestation des services sociaux, les activités du Fonds dans le domaine de la gouvernance continueront d'accorder une attention particulière aux secteurs hautement prioritaires, notamment les infrastructures. Le FAD-14 mettra également un accent particulier sur la promotion d'un environnement favorable aux entreprises. La mise en place d'un cadre stratégique et réglementaire approprié pour les partenariats public-privé et pour le développement des PME, la résolution des questions d'accès au crédit, la rationalisation des processus opérationnels et l'amélioration de l'exécution des contrats constitueront un volet essentiel des activités du Fonds dans le domaine de la gouvernance. Ces activités seront mises en œuvre grâce à une combinaison d'opérations d'appui programmatique (PBO) destinées à soutenir les réformes et les actions stratégiques et aux projets d'appui institutionnel visant à renforcer les capacités et les institutions en vue de la mise en œuvre efficace des réformes. Enfin, la gouvernance et la gestion des finances publiques seront intégrées dans d'autres opérations d'investissement sectoriel ou d'appui budgétaire sectoriel, en fonction des situations.

Changement climatique

- 4.45. L'Afrique représente 13 % de la population mondiale et contribue le moins aux émissions de gaz à effet de serre (GES). Le continent est néanmoins la principale victime des changements climatiques. Il est prévu que le coût de l'adaptation en proportion du PIB sera le plus élevé pour les pays d'Afrique subsaharienne et les petits États insulaires en développement (PEID). Les économies des pays FAD sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques car elles sont peu diversifiées, manquent d'investissements, ont de faibles seuils de résilience et sont fortement tributaires des régimes climatiques saisonniers. En outre, les variations des conditions climatiques dans les pays en situation de fragilité pourraient agir comme un « multiplicateur de risque », aggravant l'insécurité alimentaire et mettant excessivement à contribution les mesures de riposte aux catastrophes. Il convient de noter que les femmes africaines sont encore plus exposées aux effets négatifs des changements climatiques étant donné qu'elles dépendent fortement des moyens de subsistance liés à l'environnement – ce qui en fait aussi une ressource sous-exploitée de l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets.
- 4.46. Les pays FAD auront des besoins de ressources considérables pour s'adapter aux effets des changements climatiques. Pour répondre à ces besoins et au titre de la contribution des BMD à la mise en œuvre du programme de la COP21, le Groupe de la Banque s'est engagé à tripler son financement pour la lutte contre le changement climatique, à 5 milliards de dollars EU à l'horizon 2020. Les interventions du FAD-14 joueront un rôle central dans ce programme, en mobilisant des financements supplémentaires auprès des sources publiques et privées. Plus précisément, le FAD-14 augmentera le financement de l'action climatique dans les pays éligibles, de près de 25 % actuellement à 35 % des engagements du FAD d'ici 2019 et financera au moins 10 opérations dans 10 pays FAD d'ici à la revue à mi-parcours et 28 opérations dans 28 pays FAD d'ici 2019. À la fin du cycle du FAD-14, la proportion de projets ayant fait l'objet d'examen visant à déterminer leur risque climatique aura augmenté de 80 % à 100 %. En outre, conformément à l'Accord de Paris de 2015, les initiatives de la Banque en matière de lutte contre les

changements climatiques veilleront à ce que les financements du FAD intègrent les dimensions genre, de la conception à l'exécution et au suivi-évaluation¹⁴.

- 4.47. Conformément au programme des cinq grandes priorités, au cours de la période du FAD-14, les opérations cibleront le développement à l'épreuve du climat et à faible émission de carbone qui stimule la croissance, comble le déficit énergétique et réduit la pauvreté. Dans le cadre de son Plan d'action sur les changements climatiques 2016-2020, la Banque s'engage à renforcer les capacités de tous les PMR, notamment les pays FAD afin de leur permettre d'accéder au financement de l'action climatique au plan mondial et d'effectuer leurs contributions déterminées au niveau national, en réduisant le risque lié aux investissements à faibles émissions de carbone et à l'épreuve du climat et en fournissant des ressources concessionnelles aux entités publiques et privées. La Banque réalisera cet objectif grâce à des fonds fiduciaires tels que le Fonds pour les énergies renouvelables pour l'Afrique, le Fonds pour l'accélération du développement agricole, l'Initiative pour l'alimentation en eau et l'assainissement en milieu rural et le Fonds pour les changements climatiques en Afrique.
- 4.48. Au titre du nouveau modèle de prestation de services opérationnels du Groupe de la Banque, le département des changements climatiques et de la croissance verte sera chargé d'intégrer les actions portant sur les changements climatiques et la croissance verte dans toutes les vice-présidences opérationnelles, de veiller à ce que toutes les activités liées au Top 5 aient la possibilité de bénéficier du financement de l'action climatique et de la croissance verte, et que tous les projets fassent l'objet d'examen pour déterminer leur résilience face aux changements climatiques. En outre, la division de l'adaptation aux changements climatiques et de la croissance verte cherchera à collaborer avec les pays FAD pour élaborer des politiques et des mesures permettant d'apporter leurs contributions au niveau national. La tarification du carbone, la taxation des sources de carbone importantes et les liens vers les projets de réduction d'émissions nationales devraient constituer des thèmes centraux, tout comme la question foncière et la déforestation.
- 4.49. Le département des changements climatiques et de la croissance verte aidera l'initiative « Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie » à réaliser des projets soutenant l'énergie propre et l'énergie renouvelable en pilotant le programme de cuisson propre de la Banque pour permettre à des millions d'Africains d'utiliser une énergie de cuisson plus propre. Par exemple, nous accueillons déjà un projet expérimental de machine à glace solaire pour fournir la technologie de refroidissement à faible coût renouvelable aux exploitants agricoles, aux pêcheurs et aux ménages (en faisant appel aux ressources des fonds d'investissement climatiques). Le FAD encouragera l'utilisation des technologies de cuisson propres. La Banque compte effectuer des études afin de mieux comprendre l'impact de la cuisson au bois et au charbon sur les émissions nationales de GES. À cet égard, le Fonds fournit des outils adaptés et collabore avec les gouvernements concernés pour la mise en place de politiques visant à promouvoir les énergies renouvelables plutôt que les énergies fossiles. Dans le cadre de ses responsabilités globales, le Groupe de la Banque envisage une tarification différenciée pour inciter au transfert des sources d'énergie vers le renouvelable. Cette option devrait être disponible pour les pays éligibles au FAD dans le cadre de la politique de crédit.
- 4.50. En plus de ces engagements financiers et institutionnels, le Groupe de la Banque a pris un certain nombre de nouvelles initiatives visant à renforcer l'accès au financement de l'action climatique et aider les PMR à honorer leurs engagements de Paris. Ces initiatives consistent notamment à :
- Participer au Partenariat en faveur de la croissance verte inclusive (IGGP), un nouveau mécanisme de collaboration entre l'Institut mondial de la croissance verte (GGGI), les banques multilatérales de développement et les organismes des Nations Unies, qui s'attaquera aux obstacles politique, favorisera l'inclusion environnementale et sociale au niveau des pays et renforcera le pipeline de projets bancables, en vue d'accélérer le financement de la croissance verte.
 - Élaborer et présenter des propositions pour un nouveau mécanisme au titre de l'Accord de Paris pour financer l'adaptation. Le mécanisme de prestations au titre des activités d'adaptation vise à inciter les investisseurs du secteur privé à investir dans des projets et des technologies qui procurent des avantages liés à l'adaptation aux ménages, aux communautés et aux économies.

¹⁴ L'Accord de Paris de 2015 comprend des références à des mesures axées sur l'équilibre entre les sexes et tenant compte de celui-ci et sur l'égalité des sexes, liées non seulement aux activités sur le terrain, mais aussi aux cadres institutionnels et aux organismes décisionnels.

Les fonds d'investissement pour le climat appuient les mesures de développement de cette initiative. Les présentations de la Banque à la CoP22 sont accessibles ici.

- Lancer un outil de comptabilisation et de reporting des émissions de GES émanant des activités de construction et d'exploitation de nouveaux actifs. Ces outils seront utilisés par les chefs de projet et les gouvernements bénéficiaires de financements. Cette mesure est indispensable pour sensibiliser les gouvernements à l'empreinte environnementale des actifs à forte émission de GES, comme les centrales électriques et les infrastructures de transport et pour faciliter la comparaison avec les technologies de remplacement.

Genre

4.51. Au cours du FAD-14, le FAD veillera à ce que l'égalité hommes-femmes et le renforcement de l'autonomie économique des femmes demeurent une priorité absolue dans tous les projets et toutes les opérations, en particulier ceux qui concernent l'atténuation des effets des changements climatiques et l'adaptation à ces effets, l'amélioration de la productivité agricole et l'essor des petites entreprises. Outre l'intégration des principes d'égalité hommes-femmes du genre dans les nouvelles opérations d'appui budgétaire et l'investissement en cours, la Banque s'emploiera à :

- utiliser la revue à mi-parcours de la Stratégie sur le genre pour 2014-2018 pour aligner ses piliers sur ceux du Top 5 de façon à renforcer l'accent sur la prise en compte du genre dans toutes les opérations et tous les documents de stratégie pays ;
- créer un département du genre, des femmes et de la société civile, qui influencera la conception de projets et le dialogue sur les politiques de façon à renforcer l'accent sur le genre dans les projets ;
- utiliser les ressources concessionnelles du FAD pour entreprendre des initiatives spéciales telles que la mise en œuvre du programme Discrimination positive en matière de financement en faveur des femmes en Afrique, un programme panafricain qui s'attaque aux difficultés d'accès au financement que rencontrent les femmes dans le milieu des affaires, surtout les femmes propriétaires d'entreprises, ainsi que les femmes qui dirigent de petites exploitations agricoles et des exploitations commerciales. Le FAD-14 appuiera également les réformes concernant l'environnement des affaires en vue d'abaisser le coût et les risques d'octroi de financements aux femmes qui ont été mal desservies par les produits financiers traditionnels non concessionnels ;
- introduire un système de marqueurs de l'égalité hommes-femmes qui classera les projets selon des exigences spécifiques (voir la section 5.1.6). Ce système viendra s'ajouter aux procédures opérationnelles existantes dont s'inspirent les responsables de projets en matière d'analyse sexospécifique, de conception de projet, de mise en œuvre et de suivi. Il réglera le problème de l'absence d'une approche systématique à la prise en compte du genre dans les projets et fera en sorte que le genre ne soit pas considéré comme un élément facultatif, traité superficiellement ou dépendant de la conviction des responsables de projet ;
- élaborer et mettre en œuvre un système de suivi et d'évaluation pour commencer à suivre, à assembler et à analyser les données sur le genre aux fins d'évaluation, lesquelles seront utilisées pour améliorer la programmation sexospécifique ; et
- créer un portail de données statistiques sur l'égalité hommes-femmes permettant de saisir les nouvelles données provenant d'enquêtes auprès des ménages et d'autres enquêtes démographiques appuyées par le FAD aux niveaux national et sous-régional. Avec l'indice d'égalité entre les sexes en Afrique¹⁵, le portail assemblera les données sexospécifiques spécifiques aux pays et aux projets, ce qui fournira une meilleure perception des inégalités entre les sexes dans toute l'Afrique.

¹⁵ Lancé conjointement en 2015 avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA).

Exploiter le potentiel du secteur privé africain à réaliser les buts stratégiques du Groupe de la Banque

- 4.52. Les participants ont noté le rôle indispensable du FAD en matière de mobilisation des investissements du secteur privé pour aider les pays africains à faible revenu et notamment les pays en situation de fragilité, à atteindre les buts stratégiques de développement. La Conférence d'Addis-Abeba de 2015 sur le financement du développement a souligné l'importance qu'il y a à attirer un surcroît de financements sur le marché local et, essentiellement, venant d'investisseurs du secteur privé. Les plénipotentiaires ont fait remarquer que les priorités du Top 5 de la Banque mettaient beaucoup d'accent sur l'intensification des partenariats avec le secteur privé.
- 4.53. Par exemple, l'objectif de générer une capacité additionnelle de 70 GW pour permettre l'accès universel à l'éclairage et à l'énergie dans les pays FAD à l'horizon 2025 nécessitera une production d'environ 40 GW de la part des fournisseurs indépendants d'électricité. Les investissements et le savoir-faire du secteur privé sont déterminants pour l'introduction d'innovations nécessaires pour accélérer l'accès aux financements et pour appuyer des solutions de paiement à la base de la pyramide, de sorte que les petits exploitants agricoles aient accès aux intrants agricoles et que les ménages soient en mesure de payer pour avoir un accès à l'énergie. De même, la stratégie d'industrialisation des pays FAD est perçue comme étant impulsée par le secteur privé tout en étant élaborée par le secteur public.
- 4.54. Les participants ont également convenu que le développement du secteur privé joue un rôle particulièrement déterminant de renforcement de l'État et de la résilience pour les pays en transition et en situation de fragilité. Seul le secteur privé peut générer la croissance de l'emploi et les opportunités économiques pour consolider les acquis de la stabilité, générer des recettes fiscales nécessaires pour la prestation de services de base aux populations et pour étayer la légitimité de l'État, tout en appuyant le transfert de compétences et l'innovation. Les plénipotentiaires ont convenu que la lutte contre les poches d'exclusion dans les pays FAD, qui passe par l'augmentation de la participation des femmes et des jeunes dans des activités du secteur privé, à travers la création d'emplois durables et productifs et à travers le renforcement des moyens dont ils disposent pour créer leurs propres entreprises, est l'un des moyens les plus efficaces dont dispose le Groupe de la Banque pour réaliser la stabilité sociale et réduire les pressions migratoires.
- 4.55. Les participants ont fait remarquer que de très grands défis continuent de se poser en ce qui concerne la croissance du secteur privé dans les pays FAD, et en particulier dans les pays en transition. Des politiques imprévisibles et des instabilités macroéconomiques augmentent le risque pays et les rendements attendus par les investisseurs ; la faiblesse de l'État de droit a pour effet de réduire la sécurité des investissements ; le manque de compétences administrative affecte le nombre de projets viables ; des infrastructures défaillantes augmentent le coût des affaires et réduisent la rentabilité ; et la faiblesse du secteur financier réduit l'accès au capital investissement. La volonté du secteur privé d'intensifier les investissements dans les pays FAD est limitée surtout dans l'agro-industrie et l'agro-alimentaire et dans les secteurs d'affaires émergents tels que les énergies renouvelables et l'atténuation des effets des changements climatiques et l'adaptation à ces effets, ainsi que la gestion des risques climatiques et ces dysfonctionnements sont particulièrement prononcés.
- 4.56. Les participants ont reconnu l'importance de la mobilisation des investissements privés pour le financement du développement dans les pays et les compartiments les plus risqués. Ils reconnaissent aussi le bien-fondé du déploiement de ressources concessionnelles dans les pays FAD pour répondre aux dysfonctionnements découlant de l'absence de tarification adéquate des biens publics et des externalités. Ces dysfonctionnements créent des disparités entre les rendements privés et sociaux limitant ainsi la dynamique d'investissement du secteur privé. Les plénipotentiaires ont reconnu les efforts entrepris par la Banque au cours des dix dernières années pour appuyer l'expansion du secteur privé dans les pays africains à faible revenu, principalement à travers le guichet des opérations souveraines du FAD, en fournissant l'assistance technique et des programmes pour accompagner les réformes visant l'amélioration de l'environnement des affaires et le climat des investissements. De surcroît, le Groupe de la Banque est partie prenante de plusieurs partenariats stratégiques ayant pour objectif de développer le secteur financier dans plusieurs pays FAD.
- 4.57. Les participants ont fait remarquer que le Groupe de la Banque a financé de plus en plus directement les opérations du secteur privé porteuses d'avantages précoces et visibles pour la mise en œuvre de réformes structurelles, stratégiques et institutionnelles. Le Groupe de la Banque a nettement élargi son portefeuille d'opérations non souveraines dans les pays FAD. Ces opérations représentent actuellement environ la

moitié de l'ensemble du portefeuille d'opérations non souveraines de l'institution, et elle a en outre accru la part de ses investissements dans les pays fragiles, qui a atteint 16 % de l'ensemble du portefeuille d'opérations non souveraines dans les pays FAD. Toutefois, la sortie réussie de la Côte d'Ivoire de la situation de fragilité, pays où la Banque a investi une part importante de son portefeuille d'opérations non souveraines à l'appui de la stabilisation et de la sortie de la crise économique et politique, aura pour effet que la Banque devra exploiter encore plus les instruments existants et innovants pour maintenir, voire augmenter, la part actuelle du portefeuille non souverain dans les pays en situation de fragilité ; cette part est tombée à 8 % sans la Côte d'Ivoire. Par ailleurs, les plénipotentiaires ont pris note du fait que le Groupe de la Banque continuera d'intensifier son appui au secteur privé dans les autres pays FAD, mais la part du portefeuille non souverain dans ces pays baissera fortement, si la tendance actuelle se maintient, avec l'accès imminent du Nigeria au statut de pays exclusivement BAD.

- 4.58. Les plénipotentiaires ont appuyé la participation du FAD aux risques dans ses efforts visant à mobiliser plus de ressources du secteur privé et auprès d'autres bailleurs de fonds qui investissent dans des secteurs stratégiques des pays FAD, en particulier les pays sortant de situations de fragilité. Ils ont ainsi approuvé le maintien de la garantie partielle de risque et de la garantie partielle de crédit du Fonds selon les directives en vigueur (notamment une déduction ordinaire de 25 % de l'ABP du pays et l'exigence d'une contre-garantie de la part du gouvernement du pays concerné) avec un engagement maximal de 500 millions d'UC.
- 4.59. Après avoir fait remarquer les taux d'utilisation élevés de la facilité de rehaussement du crédit du secteur privé (FSP) depuis son opérationnalisation, les plénipotentiaires ont convenu de fournir un montant supplémentaire de 200 millions d'UC pour accroître la capacité d'engagement totale de la FSP au cours du cycle du FAD-14. Cette allocation permettra à la Facilité de maintenir son rythme actuel d'utilisation des ressources, ce qui lui a permis d'engager, au cours des 18 premiers mois de son fonctionnement, environ deux tiers de sa capacité d'engagement, dont près de la moitié dans les pays en situation de fragilité. Les plénipotentiaires ont en outre accueilli favorablement les activités en cours visant à renforcer l'impact de la FSP au-delà de sa période pilote, notamment la mise à l'épreuve du modèle de rehaussement de crédit et le renforcement de son effet de levier. Les plénipotentiaires ont pris acte du fait que les leçons et les recommandations découlant de la phase pilote de la FSP seront soumises à l'examen du Conseil du FAD.
- 4.60. Les plénipotentiaires ont toutefois convenu que la gamme actuelle de produits financiers de la Banque demeure trop limitée pour produire tout l'impact voulu dans des situations de fragilité ou atteindre les segments les moins bien desservis du marché, comme les PME et les entreprises dirigées par des femmes. Le FAD reste bien placé pour fournir un appui aux réformes au plan de la gouvernance et du climat des affaires à travers des prêts souverains, mais il est nécessaire de recourir à des produits financiers plus innovants pour permettre à la Banque d'attirer plus d'investissements du secteur privé en prenant des niveaux de risque plus élevés, en intensifiant les investissements et en abaissant le coût du financement dans des secteurs qui ont un impact élevé sur le front du développement. Les instruments de participation aux risques dont dispose actuellement le FAD n'entraînent pas une réduction suffisante du coût du financement pour contrebalancer les externalités non tarifées ainsi que d'autres dysfonctionnements et facteurs limitatifs sur le marché.

Réserve prospective de projets au titre du FAD-14

- 4.61. Les participants ont examiné le pipeline de projets prévus au titre du FAD-14, qui comprend 178 opérations évaluées à environ 7,3 milliards d'UC. Cette réserve couvre la période 2017-2019, et les opérations répondent directement aux besoins des pays FAD qui sont alignés sur les priorités stratégiques et opérationnelles du Fonds. Ce pipeline de projets est constitué à la suite d'une sélection qui respecte les besoins de développement des pays et exploite les secteurs d'intervention où le Fonds jouit d'un avantage comparatif. Avec une réserve de 8,2 milliards d'UC, les ressources nettes disponibles pour engagement ne couvriront pas toutes les activités proposées, laissant un déficit de 4 millions d'UC environ, dont une partie sera financée à l'aide d'autres instruments de la Banque (par exemple les ressources au guichet du secteur public, le FSN, les fonds fiduciaires, etc.) et par cofinancement avec d'autres partenaires, notamment le secteur privé¹⁶. La réserve d'opérations se décompose comme suit :

¹⁶ Au 7 décembre 2017, le total des ressources disponibles pour engagement dans le cadre du FAD-14 est de 4,2 milliards d'UC.

- *Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie* : Le Fonds investira approximativement 930 millions d'UC dans le secteur énergétique des pays FAD au cours du FAD-14. Cela contribuera, à terme, à l'installation d'une capacité allant jusqu'à 5.000 MW et au raccordement à des installations nouvelles ou améliorées pour 10 millions de personnes et générera un impact sur la santé, l'éducation et l'emploi. L'accent sera mis sur les sources d'énergie renouvelables, avec au moins 35% du montant de l'investissement visant ces projets.
- *Nourrir l'Afrique* : Le Fonds investira jusqu'à 667 millions d'UC dans le secteur agricole des pays FAD. Le pipeline contient des opérations dans diverses chaînes de valeur prioritaires en Afrique. Cela contribuera au renforcement de la productivité agricole, à la hausse des revenus et à la réduction de la pauvreté en milieu rural pour environ 4 millions de personnes à travers l'appui à la gestion de l'eau sur 103.000 hectares supplémentaires.
- *Industrialiser l'Afrique* : Le Fonds appuiera des opérations de développement industriel dans les pays destinataires estimées à plus de 815 millions d'UC¹⁷. Il s'agit des opérations du secteur financier visant à accroître l'accès au capital et à accompagner le développement des entreprises ainsi que des programmes visant à faciliter des échanges transfrontaliers efficaces et efficaces et à améliorer l'accès aux marchés intérieurs et régionaux, en particulier pour les PME.
- *Intégrer l'Afrique* : Le Fonds investira dans des opérations d'intégration régionale évaluées à 579 millions d'UC (autres projets infrastructurels compris) au titre du FAD-14. Ces opérations appuieront l'intégration régionale à travers des projets infrastructurels traditionnels comme les routes et les chemins de fer, les projets de gestion des eaux transfrontalières, ainsi que des projets d'infrastructure immatériels. L'appui du Fonds à l'infrastructure immatérielle englobera le renforcement des capacités des CER, la promotion des systèmes d'information et de paiement, l'harmonisation des codes d'investissement et de génie civil, le contrôle de la qualité et les normes de certification, la modification du régime des visas pour faciliter la circulation des personnes et l'appui à la mise en œuvre des accords de facilitation du commerce de l'OMC. Ces interventions fourniront à plus de 23 millions de personnes un accès amélioré au transport ainsi qu'une formation en maintenance et en sécurité routières à plus de 8,5 millions de personnes.
- *Améliorer la qualité de vie des populations africaines* : Le Fonds déploiera au moins 477 millions d'UC dans des projets ambitieux visant à améliorer la qualité de vie des populations. Les projets engloberont des investissements dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, des programmes de perfectionnement des compétences et l'appui à l'emploi des jeunes à travers des stages et des programmes à l'intention des femmes entrepreneurs.

4.62. Le FAD-14 affectera également certaines de ses ressources aux thèmes transversaux identifiés tout en s'employant à attirer un surcroît de ressources auprès d'autres partenaires :

- *Gouvernance* : Le Fonds consacrera au moins 721 millions d'UC aux interventions ciblant les principes de bonne gouvernance dans les secteurs du Top 5, à l'aide de plusieurs instruments.
- *Changements climatiques* : La réserve de projets concernant les changements climatiques dans les pays FAD au titre du FAD-14 représente environ 35 % de l'ensemble des engagements du Fonds.
- *Genre* : La Banque a remanié ses profils de genre par pays pour fournir une meilleure information pour les documents de stratégie pays et l'analyse sectorielle en amont ainsi que les opérations de prêt. Ces profils permettront en outre à la Banque de documenter les questions macroéconomiques et la croissance économique inclusive sous un angle sexo-spécifique. La Banque entreprendra des initiatives spéciales, notamment le programme de discrimination positive en matière de financement pour les femmes d'Afrique (AFAWA), qui vise à ouvrir l'accès aux financements pour les femmes, spécifiquement les femmes entrepreneurs et les femmes dirigeantes de petites exploitations agricoles commerciales.

¹⁷ Comprend également les projets pris en compte dans les priorités *Intégrer l'Afrique*, *Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie*, et *Nourrir l'Afrique* du Top 5.

5. Efficacité au plan du développement et gestion axée sur les résultats

Le Groupe de la Banque en tant qu'organisation apprenante

- 5.1. Les participants ont convenu que, pour atteindre ses objectifs de développement, le Groupe de la Banque doit être une organisation apprenante, qui s'engage à améliorer sans cesse ses opérations, ses valeurs, ses systèmes et ses pratiques. Afin de relever ce défi, la Banque prend des mesures à différents niveaux. Cela inclura la signature de contrats de performance avec chaque membre du personnel dans lesquels des indicateurs clés de performance refléteront l'importance de l'apprentissage ; une supervision spécifique y sera associée. En retour, cela favorisera une amélioration concrète et appuiera la réalisation des objectifs institutionnels de la Banque, tant au niveau de l'innovation que de sa capacité à faire face au changement.
- 5.2. Au niveau de l'institution, la direction fait la promotion d'une organisation valorisant l'apprentissage et fournit l'espace et les outils nécessaires afin d'y parvenir. Par exemple, La Banque lancera l'Académie des chargés de missions en vue d'assurer que les chargés de missions disposent des compétences nécessaires pour une mise en œuvre efficace des opérations. Cela inclut le développement de cadres logiques qui articulent une théorie du changement au niveau des projets et une conception de nouveaux projets basée sur les leçons tirées du passé. Par exemple, les DSP tiennent systématiquement compte des leçons tirées de la mise en œuvre des DSP précédents.

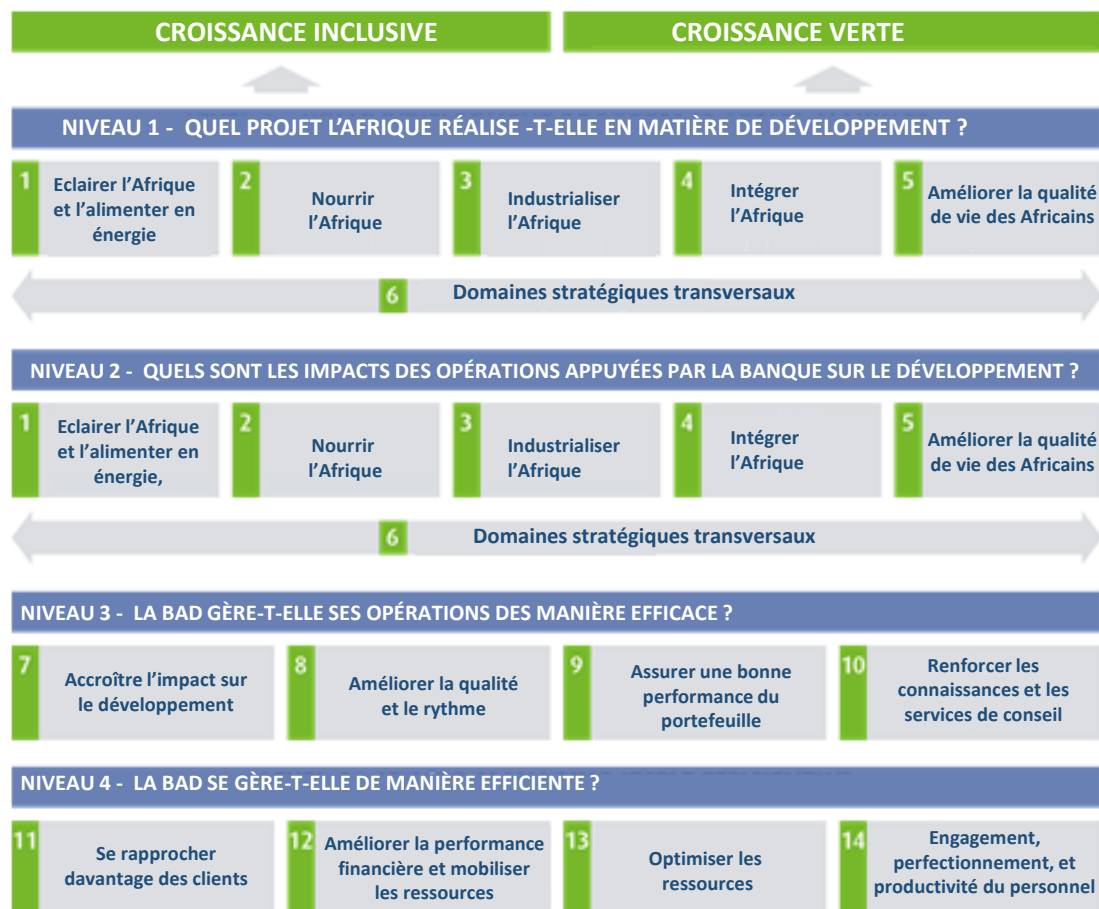
Gestion, évaluation et communication des résultats

- 5.3. La Direction a soumis aux plénipotentiaires du FAD la première version de la sixième édition du cadre de mesure des résultats du Groupe de la Banque. Ce cadre vise à accroître l'impact de la Banque sur le développement et à provoquer des changements durables dans la vie de populations africaines. Il le fait en établissant un cadre, les outils de gestion et les incitatifs visant à promouvoir la culture de la gestion axée sur la performance.
- 5.4. Comme moyen de réaliser ce but primordial, le cadre de mesure des résultats a été conçu de façon à ce que la Banque réalise pleinement cinq objectifs importants, à savoir :
 - accroître la priorité stratégique de la Banque sur cinq des secteurs prioritaires de la Stratégie décennale ;
 - aligner la performance sur les nouvelles priorités institutionnelles de la Banque ;
 - mesurer l'impact de l'action de la Banque sur le développement ;
 - exploiter l'impact sur le développement du secteur privé ;
 - accroître l'accent de la Banque sur l'égalité hommes-femmes.
- 5.5. Les plénipotentiaires ont approuvé cette approche et fourni des conseils additionnels sur la façon dont la Banque pourrait renforcer le cadre de mesure des résultats et améliorer son utilisation pour le FAD-14. Les participants ont convenu que le cadre de mesure des résultats (CMR) devrait être utilisé pour guider la communication de l'information sur la performance de la Banque et les résultats au plan du développement dans les pays FAD.

Intensifier l'orientation stratégique de la Banque sur les priorités du Top 5 de la Stratégie décennale

- 5.6. Pendant que la Banque intensifie ses activités dans cinq secteurs prioritaires dans le cadre de la Stratégie décennale, elle a remanié l'architecture interne du CMR pour l'aligner sur les priorités institutionnelles et sur le Modèle de développement opérationnel et de prestation de services (MDOPS) qui vient d'être adopté. Non seulement ces cinq secteurs prioritaires sont au cœur de la Stratégie décennale, mais ils sont également liés de façon intrinsèque aux ODD et aux engagements mondiaux concernant les changements climatiques. Le Graphique 2 montre les priorités essentielles à chacun des quatre niveaux du CMR.

Graphique 2 : Alignement du CMR sur les priorités stratégiques du Groupe de la Banque



- 5.7. L'approche suivie pour l'architecture de ce nouveau CMR a ceci de nouveau que le Niveau 1 et le Niveau 2 sont tous deux entièrement alignés sur les priorités du Top 5. Cela a pour effet d'établir des liens conceptuels étroits entre les défis sur le front du développement de l'Afrique (Niveau 1) et les mesures que prend la Banque pour relever ces défis (Niveau 2). Cela facilite en outre l'analyse de chaque domaine et la communication de l'information sur les avancées enregistrées.
- 5.8. Les plénipotentiaires ont accueilli favorablement le fait que le nouveau CMR identifie les indicateurs stratégiques et les cibles pour chacune des priorités du Top 5 et les tire des stratégies approuvées par le Conseil d'administration. Les plénipotentiaires ont fait remarquer, toutefois, que plus de 120 indicateurs seraient suivis dans les quatre niveaux du CMR et ont demandé à la Direction de réduire ce nombre de façon à renforcer l'orientation stratégique de la Banque. La Direction proposera un nombre plus réduit d'indicateurs dans la prochaine version du CMR.

Alignement de la performance sur les nouvelles priorités institutionnelles de la Banque.

- 5.9. Le nouveau CMR a été conçu de façon à porter sur les nouvelles priorités stratégiques de la Banque et à servir d'outil de gestion pour appuyer la réalisation et la mise en œuvre du MDOPS. Il suit les avancées enregistrées par rapport aux principaux facteurs de performance établis dans le Modèle.
- 5.10. Indicateurs du Niveau 3 du CMR : *Qualité du portefeuille de la Banque*. À la fin de 2015, le portefeuille de la Banque comprenait plus de 800 opérations en cours, évaluées à 32 milliards de dollars EU. Pour maximiser son impact sur le développement, la Banque constituera un portefeuille performant d'opérations qui, en plus d'être bien conçues, seront suivies de près de sorte que l'institution soit en mesure de détecter et de résoudre tout problème à temps. Le Niveau 3 du CMR suit la qualité du portefeuille d'opérations de la Banque en surveillant les avancées par rapport aux principaux indicateurs de performance décrits dans le MDOPS, qui sont le renforcement de l'impact des opérations sur le développement, la conception d'opérations de grande qualité et en temps opportun et l'amélioration de la performance du portefeuille.

- 5.11. Indicateurs *du Niveau 4 du CMR : Efficience organisationnelle*. La BAD est une organisation qui est grande et complexe, avec un effectif de 2 000 personnes environ à son siège et dans les bureaux extérieurs. Pour être de plus en plus efficace, elle doit s'assurer que ses employés ont le soutien voulu pour donner le meilleur d'eux-mêmes et qu'elle est en mesure d'attirer et de retenir les personnes compétentes à travers une gestion efficace des ressources humaines. Elle doit également rapprocher l'institution de ses clients. Le Niveau 4 du CMR suit l'efficience organisationnelle de la Banque en surveillant les avancées enregistrées par rapport à des indicateurs clés, à savoir rapprocher la Banque de ses clients, améliorer la gestion de la performance et réduire le travail en vase clos et promouvoir le travail en équipe ; accroître les revenus, et développer des partenariats ; et améliorer l'optimisation des ressources de la Banque.
- 5.12. Les plénipotentiaires ont accueilli favorablement le fait que les indicateurs du CMR seront étayés par des processus opérationnels et des systèmes d'information de gestion solides qui fournissent des données précises et en temps réel. Ils ont également accueilli favorablement l'alignement des incitations sur les priorités institutionnelles et la gestion proactive du portefeuille. Cela englobe la mise à jour des principaux indicateurs de performance de la Banque, en les allégeant davantage et en les rendant plus aptes à suivre la contribution de chaque département aux priorités du Top 5 et aux priorités institutionnelles. La Direction sera invitée à réfléchir régulièrement sur les défis qui entravent la performance dans les secteurs prioritaires, à tirer des leçons, à partager les pratiques modèles, à étudier et examiner différentes options et à trouver un accord sur des mesures de redressement. En d'autres termes, l'établissement de KPI appropriés et le suivi de la performance par rapport à ces indicateurs représentent le début du processus. Un dialogue permanent sur la performance sera fondamental, afin de tirer des leçons et convenir de la voie à suivre.

Mieux mesurer l'impact des interventions de la Banque sur le développement

- 5.13. La Banque est en cours d'introduction d'une nouvelle méthodologie appelée « approche en matière d'impact sur le développement » qui lui permettra de mesurer le nombre d'emplois directs et indirects appuyés par ses investissements et la mesure dans laquelle ces investissements contribuent à la croissance économique.
- 5.14. L'approche d'impact sur le développement s'appuie sur une méthodologie solide qui est utilisée par les organisations de financement du développement telles que la Société financière internationale, le *Commonwealth Development Corporation Group* du Royaume-Uni et le FMO, la banque de développement des Pays-Bas. Elle permettra à la Banque de suivre la façon dont les investissements du FAD et de la Banque circulent dans l'économie et de mesurer les impacts sur le développement qui en découlent. Cela fournira une analyse plus profonde et plus fondée de l'impact sur le développement de la Banque, en suivant le mouvement des investissements à l'appui de l'emploi et de la croissance. Les plénipotentiaires ont bien accueilli cette initiative qui apporte un éclairage différent sur le degré auquel les investissements du FAD ont un impact sur le développement de l'Afrique.

Démultiplier l'impact du secteur privé sur le développement

- 5.15. Le secteur privé est l'un des moteurs de la croissance économique et de la création d'emplois en Afrique. Au cours des dernières années, le Groupe de la Banque a investi une part croissante de ses ressources dans le secteur privé, qui est passée de 250 millions de dollars EU en 2005 à 2,2 milliards de dollars EU en 2015, soit une hausse multipliée par dix. Pour améliorer les opérations de mobilisation de ressources, le CMR saisira l'impact que l'appui de la Banque au secteur privé a sur le développement en remaniant son approche pour suivre l'impact sur le développement de ses opérations du secteur privé. À cette fin, quatre initiatives sont en cours, soit :
- *Clarifier la logique d'intervention des opérations du secteur privé.* Un cadre logique sera déployé pour saisir plus efficacement les résultats des projets du secteur privé. Il sera rationalisé de façon à être utilisé plus intuitivement par les équipes de projet, pour la recherche de réalisations et des résultats bien définis. Ce cadre servira de tableau de suivi tout au long du cycle de vie du projet.
 - *Alimenter la préparation de projets avec des données ex ante.* Les équipes de projet conserveront les indicateurs utilisés dans le rapport de l'évaluation de l'additionnalité et des résultats au plan du développe (ADOA) comme faisant partie de leurs propres indicateurs servant à suivre les progrès, et ils fourniront de l'information concernant la mesure dans laquelle le rapport ADOA

a enrichi la conception du projet. Cela incitera les équipes à exploiter les analyses ADOA et à en tirer parti.

- *Suivre les résultats pendant la mise en œuvre.* La Banque examinera de plus près les résultats enregistrés au cours de la mise en œuvre de projets. Les rapports annuels de supervision seront remaniés de façon à saisir plus clairement les résultats au plan du développement, à l'aide du tableau préparé à la phase de l'évaluation.
- *Fournir une information claire sur les résultats à la phase d'achèvement.* Les rapports d'achèvement des projets du secteur privé fourniront les résultats complets réalisés pendant toute la durée de vie du projet, à l'aide des indicateurs provenant du tableau de suivi. Ceci amènera plus de cohérence et facilitera la communication de l'information.

- 5.16. Cette nouvelle approche contribuera à l'apprentissage et à orienter les décisions en fonction des résultats réels réalisés. Un groupe de spécialistes du secteur privé de la Banque sera formé sur les principes et les outils de la gestion axée sur les résultats.

Renforcer l'accent sur l'égalité hommes-femmes

- 5.17. La promotion de l'égalité hommes-femmes est au cœur des priorités du Top 5 et de l'objectif de la croissance inclusive contenu dans la Stratégie décennale. Le CMR de la Banque renforce l'accent mis sur le suivi des progrès en matière de réduction des inégalités entre les femmes et les hommes, conformément à la stratégie de l'institution en matière de genre de 2014. Le CMR utilise des indicateurs désagrégés selon le genre le cas échéant et introduit des indicateurs sexospécifiques qui mesurent de façon plus précise l'évolution de l'égalité hommes-femmes. Le nouveau CMR renforce son accent sur le genre à tous les quatre niveaux :

- *Niveau 1 :* Le CMR comporte de nouveaux indicateurs sexospécifiques et plus solides afin de suivre les progrès relatifs aux priorités du Top 5. Par exemple, il comprend un indicateur mesurant les inégalités entre les hommes et les femmes sur les marchés du travail intérieurs ;
- *Niveau 2 :* Pour mesurer l'impact des opérations de la Banque sur les femmes et les filles de façon plus précise, les indicateurs de niveau 2 sont désagrégés par le sexe, en particulier ceux qui suivent le nombre de bénéficiaires des opérations ;
- *Niveau 3 :* Afin d'intégrer les dimensions du genre dans la conception des projets, ce qui revêt une importance fondamentale pour l'éradication des inégalités entre les hommes et les femmes, le CMR suit systématiquement les avancées au plan de la prise en compte des dimensions du genre dans les opérations du secteur public et lors de l'élaboration des documents de stratégie pays ;
- *Niveau 4 :* Afin d'assurer l'égalité hommes-femmes dans son propre effectif, (la Banque ayant une responsabilité de leader à ce sujet) le nouveau CMR a établi des cibles ambitieuses concernant la part des femmes au sein du groupe des professionnels et des cadres.

- 5.18. L'introduction d'un nouveau système de marqueurs de l'égalité hommes-femmes (GMS) aidera la Banque à intégrer davantage l'égalité des genres dans toutes ses opérations. Ce système transformera les pratiques existantes en procédures applicables systématiquement à tous les projets. Les projets seront classés en quatre catégories, avec des exigences distinctes par catégorie. Avec le système de marqueurs, l'accent sur la prise en compte du genre se déplacera de la conception du projet aux produits et aux résultats au plan du développement du projet. La Banque émettra des directives claires sur le moment et la façon d'intégrer le genre dans ces opérations, ainsi que des outils, des guides, des formations et des listes de contrôle.

Renforcement de la responsabilité de la Banque à l'égard des ressources du FAD

- 5.19. Pour réaliser les buts ambitieux du Top 5, la Banque doit être une organisation d'apprentissage déterminée à améliorer ses opérations et à accroître son impact sur le développement. Afin de saisir les contributions de la Banque au développement de l'Afrique dans leurs nombreuses dimensions, elle présente sa performance par rapport aux critères du CMR dans les Revues annuelles de l'efficacité au plan du développement (ADER). L'ADER rend compte des progrès réalisés par rapport à tous les indicateurs aux quatre niveaux du CMR. Il mesure les tendances de développement en Afrique et évalue la part de la

contribution de la Banque. Il examine également le niveau d'efficacité de la gestion des opérations et de l'organisation par la Banque.

- 5.20. La Banque utilise un tableau de bord, comprenant des données mises à jour à intervalles réguliers afin de suivre les principaux facteurs de performance et l'impact, mesurer les variations par rapport aux valeurs de référence et évaluer si la Banque est en bonne voie pour réaliser ses objectifs.
- 5.21. Les plénipotentiaires ont accueilli favorablement la poursuite des efforts faits par la Banque sur le plan de l'évaluation et de l'apprentissage en vue de décrire sa performance par rapport au CMR dans les livraisons de l'ADER. En réponse à des questions soulevées par les plénipotentiaires du FAD, la Direction a fait remarquer que l'ADER fera le point sur la performance et les résultats en matière de développement enregistrés par la Banque dans les pays FAD. Cet effort de communication de l'information entre dans le cadre d'une initiative plus large visant à assembler et à diffuser des leçons apprises qui serviront à enrichir la conception et la mise en œuvre des opérations.

Effacité et capacité de réalisation des résultats

Se rapprocher davantage des clients pour améliorer la mise en œuvre des interventions

- 5.22. Le Groupe de la Banque continuera d'exploiter son statut particulier de partenaire de confiance en Afrique et d'approfondir ses réalisations et ses résultats en matière de développement. Le nouveau Modèle de développement opérationnel et de prestation de services (MDOPS) et le plan d'action pour la décentralisation mis à jour approuvés par le Conseil d'administration respectivement en avril 2016 et en juin 2016 serviront à la mise en œuvre de l'orientation stratégique décrite dans le rapport des plénipotentiaires sur le FAD-14. Il est indéniable que la décentralisation a contribué à l'efficacité en matière de développement, à l'amélioration du dialogue et au renforcement des relations avec toutes les parties prenantes dans les régions et dans les pays membres régionaux. L'analyse du fonctionnement des deux centres régionaux de ressources pilotes a montré qu'ils constituent une plate-forme efficace de prestation de services aux clients de la Banque au niveau national et régional à un coût raisonnable. Toutefois, le Groupe de la Banque a identifié un certain nombre de défis, qui sont pris en charge dans le cadre du déploiement du MDOPS.
- 5.23. Les participants ont accueilli favorablement les plans de la Direction visant à renforcer les opérations nationales et régionales au cours du cycle du FAD-14. Les réformes en cours permettront de renforcer les capacités au niveau régional en transférant du siège vers les centres régionaux, les fonctions appropriées telles que les décaissements, les affaires juridiques et la passation des marchés. Ces centres seront dirigés par des directeurs généraux, qui devraient être nommés d'ici à décembre 2016. Les centres régionaux d'Afrique de l'Est, d'Afrique australe et d'Afrique du Nord utiliseront les installations existantes de la Banque à Nairobi, à Pretoria et à Tunis et seront opérationnels au cours du premier trimestre de 2017, et les centres régionaux d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest seront créés en 2017. La direction dans les centres régionaux sera renforcée par les matrices révisées de délégation de pouvoirs qui permettront une prestation de services efficace et efficiente aux clients de la Banque. Ces centres abriteront une masse critique de professionnels et d'employés de soutien et superviseront des bureaux nationaux et des bureaux de liaison, ainsi que les pays sans présence physique de la Banque. La coordination des centres régionaux et la supervision globale du programme de décentralisation de la Banque relèveront du vice-président - développement régional, intégration régionale et prestation de services (RDIBD).
- 5.24. La Direction estime que le passage aux centres régionaux permettra à la Banque de mieux partager les ressources entre les pays dans chaque région et, ainsi, d'avoir des bureaux nationaux plus petits. La majorité de ces bureaux seront aménagés dans les pays FAD, en particulier ceux qui se trouvent dans des situations de fragilité. Le personnel de niveau supérieur jouissant d'un niveau approprié de pouvoirs délégués, ainsi que les responsables de projets, seront affectés dans des centres régionaux pour aider à piloter efficacement les activités globales de la Banque et lui permettre ainsi de mieux tirer parti des ressources du FAD. Toutes les affectations de personnel, le personnel existant et nouveau, aux centres régionaux et aux bureaux nationaux, seront déterminées par les besoins d'ordre opérationnel. La mise en œuvre du programme de décentralisation de la Banque dans le cadre du MDOPS prendra en compte les besoins spéciaux des pays en situation de fragilité, en s'appuyant sur les acquis de la mise en œuvre de la Stratégie de lutte contre la fragilité et de renforcement de la résilience en Afrique pour 2014-2019. L'efficacité opérationnelle dans les situations de fragilité sera ainsi améliorée à la faveur d'un appui plus structuré. Les centres régionaux

favoriseront également le renforcement de l'intégration régionale en collaboration avec les communautés économiques régionales.

Reconfiguration du rôle du siège en matière de réalisation de meilleurs résultats

- 5.25. Avec l'adoption du MDOPS, les participants ont accueilli favorablement les plans de la Direction visant à transformer le rôle du siège. Le siège abandonnera les activités quotidiennes d'administration des projets et du portefeuille et de gestion du programme de prêts en faveur surtout des activités de supervision, de l'établissement de politiques communes, du contrôle et de l'assurance qualité et de la préservation de l'image de marque du Groupe de la Banque dans les différentes régions.
- 5.26. Les ajustements à la structure organisationnelle de la Banque, qui visent à rendre l'institution plus souple et plus efficace en matière de prestation de services à ses clients, englobent la création du complexe RDIBD, des complexes sectoriels et du complexe de la gouvernance économique et de la gestion du savoir (ECON). Les complexes sectoriels seront basés au siège et seront chargés de la stratégie, de la surveillance, des politiques, de l'harmonisation et de la protection de l'image de marque du Groupe. Les autres complexes basés au siège, notamment les Ressources humaines et les Services institutionnels, les Finances et ECON, développeront des relations de travail avec le complexe RDIBD au fur et à mesure de la décentralisation, pour assurer un appui complet aux opérations dans chaque centre régional. Par exemple, le regroupement des activités concernant la gouvernance économique et la gestion du savoir dans le complexe relevant de l'Economiste en Chef, associé aux propositions concernant une décentralisation plus poussée, renforcera la qualité des études économiques et sectorielles et garantira de meilleures relations entre les bonnes pratiques mondiales et régionales.
- 5.27. Le Groupe de la Banque a pris une mesure importante en se dotant d'un centre qui soit en mesure de fournir un appui efficace à la décentralisation des opérations de la Banque. La reconfiguration du centre devrait permettre la mise en place de systèmes efficaces pour le suivi des activités et des programmes dans les pays membres régionaux. De plus, le centre veillera à ce que les activités dans les cinq régions soient entièrement alignées avec les politiques, les pratiques et les procédures existantes, afin de réduire le risque d'isolation des centres régionaux et d'éliminer le risque de voir se créer, à long terme, des mini-banques. La direction suit de près la rapidité d'évolution et la capacité de mise en œuvre en plus d'autres indicateurs. Les outils utilisés comprennent des indicateurs clés de performances, aux niveaux institutionnel et individuel, un tableau de bord mensuel, un cadre de mesure des résultats suivis annuellement et un rapport de suivi trimestriel qui est transmis au conseil.

Renforcement de la culture de la performance

- 5.28. Le nouveau MDOPS ne peut réussir que s'il s'accompagne de changements dans la gestion de la ressource la plus importante de la Banque, à savoir son effectif. Pour renforcer les responsabilités de la Banque dans l'encrage d'une culture de la performance, la vice-présidence des services institutionnels a été transformée en une vice-présidence des ressources humaines et des services institutionnels. La Banque affinera les compétences de base et les compétences techniques qui guideront tous les processus liés aux activités concernant le personnel, soit la sélection, le recrutement, la prestation de services en poste de travail, l'évaluation de la performance, l'avancement professionnel et le renforcement de la capacité. Ces compétences seront complétées par des principaux indicateurs de performance axés sur l'impact sur le développement, les approbations, les décaissements et la gestion des coûts.
- 5.29. Le système de rémunération de la Banque sera révisé de sorte que l'institution continue d'attirer les personnes les plus talentueuses pour servir ses clients. L'aptitude à attirer les personnes talentueuses a été renforcée par l'approbation des échelles salariales révisées pour le personnel recruté au plan international et au plan local au siège. Cela rendra la Banque plus compétitive sur les marchés de recrutement et contribuera à renforcer le moral de l'effectif.
- 5.30. L'actualisation des processus et des systèmes de gestion des personnes et de la performance à la Banque englobe des initiatives visant à renforcer les responsabilités de mise en œuvre de la stratégie de la Banque et les objectifs prioritaires du Top 5. Au fond, la transformation institutionnelle est déterminée par un changement de culture axé sur un renforcement de l'autonomisation du personnel et la consolidation de la culture du résultat. Le personnel aura une plus grande responsabilité en ce qui concerne les vis à vis des clients ainsi que l'innovation et la créativité. De nouveaux contrats de performance ont été signés avec les

vice-présidents et bientôt avec les directeurs, les chefs de division et le personnel, avec des responsabilités claires et des indicateurs de performance identifiés.

- 5.31. Les participants ont bien accueilli les plans de la Direction visant à continuer d'administrer les indices d'engagement du personnel (IEP) et les enquêtes auprès du personnel menées régulièrement pour suivre les perceptions des employés et pour promouvoir une plus grande mobilisation. Des interventions appropriées seront menées pour faire en sorte que l'IEP contribue au renforcement de la qualité du service à la clientèle. Ces actions sont déterminantes pour un changement de paradigme dans le sens de l'amélioration de la culture de la performance, de nouvelles mesures étant simultanément adoptées pour faire en sorte que les arrangements institutionnels appuient cette transformation. Ainsi, ces initiatives s'harmoniseront avec les améliorations du système de rémunération, renforçant l'aptitude du groupe de la Banque à attirer de nouvelles personnes qualifiées tout en retenant l'effectif de grand calibre existant.
- 5.32. Les opportunités d'apprentissage sont un élément déterminant à la fois pour la rétention du personnel et l'amélioration de la performance par rapport aux objectifs. Un programme d'apprentissage spécifique sera élaboré en vue d'ajuster les compétences du personnel avec les exigences théoriques et techniques des cinq secteurs prioritaires du Modèle de développement opérationnel et de prestation de services.
- 5.33. Les plénipotentiaires ont noté que l'équipe de gestion de la transformation, l'organe principal présidé par le premier vice-président, fonctionne pleinement et pilote valablement processus de changement. De plus, des progrès marqués ont été réalisés par rapport au recrutement de l'équipe de direction supérieure, avec tous les postes de vice-présidents aujourd'hui pourvus. Avec la nomination du vice-président chargé des ressources humaines et des services institutionnels et celle du directeur des ressources humaines, le processus de recrutement et de nomination des talents nécessaires à une mise en œuvre réussie du MDOPS s'est accéléré.
- 5.34. Enfin, la Direction met au point une nouvelle stratégie de gestion du personnel qui sera lancée en juin 2017 dont l'objectif est d'optimiser la chaîne de valeur de la ressource humaine. En particulier, la nouvelle stratégie s'emploiera à améliorer l'expérience de travail en mettant l'accent sur le leadership, le talent, la gestion de la performance, le développement de l'apprentissage et la planification de carrière.

Renforcer les processus opérationnels pour promouvoir l'efficacité, l'efficacé et la réactivité

- 5.35. La restructuration permettra à la Banque d'atteindre son objectif avec le MDOPS qui favorisera une mise en œuvre efficace et efficiente de la stratégie et des priorités du Top 5 de la Banque décrites dans les orientations stratégiques du FAD-14. Le MDOPS permettra à la Banque d'être bien armée pour à la fois répondre aux besoins au plan de développement de ses pays membres et pour inverser la tendance à la baisse du revenu net en générant un surcroît de revenu. La Direction veillera à ce que les complexes fonctionnent comme une seule banque et adoptent une approche unifiée pour toutes les opérations, notamment pour les décaissements et la passation des marchés.
- 5.36. Les participants ont noté que la Direction envisage de réviser les matrices de délégation de pouvoirs (MDP) pour clarifier les rôles et renforcer l'efficacité globale de la Banque sur le terrain d'ici à fin 2016. Cette révision vise à améliorer la prestation de services en augmentant la réactivité et l'orientation client et en écourtant le cycle de projet sans affaiblir les normes fiduciaires rigoureuses établies. Plusieurs processus doivent être réexaminés en profondeur pour assurer leur efficacité et leur efficé, mais les trois principales priorités sont le cycle de projet, la passation des marchés dans le cadre des projets et le recrutement.
- 5.37. Le MDP fait l'objet d'une révision en profondeur, dans le contexte du MDOPS, pour instaurer une culture de la gestion axée sur les résultats et pour adopter une mesure précise de la performance visant à renforcer les responsabilités tout au long du cycle du projet. Une plus grande délégation de pouvoirs renforcera également la culture de la gestion axée sur les résultats grâce à une meilleure définition des critères de performance visant à améliorer la responsabilité. Avec ces réformes, les décisions seront prises plus rapidement et plus près des clients, la nécessité de consulter le siège étant fortement réduite. Le renforcement de la capacité à produire des résultats au niveau national et régional devrait également favoriser la réduction du décalage entre l'approbation du Conseil et le premier décaissement.
- 5.38. Par ailleurs, les participants ont pris acte du fait que la Direction prend des mesures décisives pour renforcer la mise en œuvre et la gestion des projets de la Banque. Une directive présidentielle concernant la

conception, la mise en œuvre et l'annulation d'opérations souveraines du Groupe de la Banque a été émise au quatrième trimestre de 2015 pour répondre aux difficultés perçues dans ces domaines et pour accélérer les décaissements. Cette directive impulse une dynamique favorable à l'amélioration de la qualité en amont et à l'accélération de la prestation de services, et montre déjà des résultats positifs avec une réduction des délais de signature et de premier décaissement. Grâce aux rapports flash sur le portefeuille, la Direction suit la situation du portefeuille, surveille le profil d'évolution de sa performance et reçoit des alertes sur les domaines qui nécessitent l'attention. De plus, à travers le tableau de bord mensuel, la Direction est informée des principaux indicateurs de performance pour les services institutionnels et les opérations qui accusent du retard par rapport aux cibles.

- 5.39. La Direction va redynamiser le mandat des nouvelles plateformes régionales afin d'identifier les retards et résoudre les questions liées aux projets à risque. La Direction cherche en permanence les moyens d'accélérer l'exécution tout en préservant des normes élevées de qualité en amont, la qualité de la mise en œuvre et la qualité à la sortie, l'efficacité institutionnelle, la transparence et la responsabilité, dans le but de réduire considérablement les délais de traitement de chacun des processus essentiels de la Banque. Le nouveau Comité sur la responsabilité de mise en œuvre et l'efficacité des processus (DAPEC), composé de directeurs, de chefs de division et des responsables de projets, supervisera la révision des processus opérationnels du Groupe de la Banque en vue d'améliorer la qualité du service à la clientèle.
- 5.40. La Direction prend en outre un train de mesures visant à simplifier l'élaboration, la revue et l'autorisation des stratégies pays et des opérations. Cela englobe l'élaboration du nouveau cadre des documents de stratégie pays (DSP), la rationalisation du processus d'élaboration de projets et le remaniement du système de planification des programmes (BPPS) de la Banque pour renforcer l'efficacité opérationnelle.
- 5.41. Le nouveau processus rationalisé d'élaboration de projets, qui améliorera la performance du portefeuille, a été présenté au Comité d'évaluation des opérations et de l'impact sur le développement (CODE) en septembre 2016. Les améliorations ciblées sont les suivantes : une approche et une appropriation renforcées par les pays à travers des partenariats ; l'assistance aux clients selon une échelle mobile de conseils, d'assistance technique et de supervision ; des évaluations fondées sur le principe de diligence raisonnable des propositions des clients et des outils connexes pour accélérer la mise en œuvre des programmes d'investissement ; et le renforcement du dialogue entre la Banque et ses clients pendant tout le processus d'élaboration et de mise en œuvre.
- 5.42. Le budget du Groupe de la Banque au cours de la période du FAD-14 sera formulé de façon à avoir un impact sur le développement, à améliorer la performance institutionnelle et à renforcer la capacité financière du Groupe de la Banque, conformément au MDOPS. Les principaux facteurs de coût au cours de cette période seront l'appui aux opérations en vue d'accroître la qualité du portefeuille de prêts de la Banque et d'accélérer la mise en œuvre de projets, la mise en œuvre du MDOPS et la gestion du changement, des programmes et des initiatives découlant des priorités du Top 5, et le coût de fonctionnement à partir de la Côte d'Ivoire, où le coût de la vie est plus élevée qu'à Tunis. Le budget d'investissement sera déterminé par les activités liées à la santé au travail et aux normes de sécurité, aux études sur l'efficacité énergétique et aux efforts visant à renforcer la capacité informatique et l'automatisation des processus opérationnels, en particulier dans le contexte d'une décentralisation renforcée. Le Groupe de la Banque surveillera de façon proactive une catégorie ciblée de dépenses pour s'assurer de l'optimisation de ressources et intensifier les économies et les mesures de renforcement de l'efficacité. La Direction mettra également en œuvre et suivra des indicateurs de performance liés à l'efficacité à tous les niveaux de la nouvelle structure de la Banque, pour veiller à une utilisation optimale des ressources et renforcer la responsabilité au plan de l'efficacité et des résultats. Le coût de la restructuration organisationnelle sera réparti sur trois ans, afin de réduire son poids sur les budgets annuels.
- 5.43. Le cadre de la politique de passation des marchés approuvé par le Conseil d'administration en octobre 2015 met en exergue une vision qui combine les garanties fiduciaires et l'impact sur le développement. Cette vision est actuellement mise en œuvre par le Département des acquisitions et des services fiduciaires (ORPF). Au fil des années, la gestion des acquisitions et des finances s'est déplacée lentement mais sûrement des activités mécaniques, fondées sur les règles et à vocation fiduciaire, vers des activités de renforcement institutionnel dans les pays emprunteurs.

- 5.44. Le déploiement par le Groupe de la Banque de cette nouvelle politique de passation des marchés garantira un accent renouvelé sur les pays et sur la responsabilité et aura pour effet de réduire les retards afin de permettre l'optimisation des ressources dans le cadre des projets. Ce cadre s'appuie sur les obligations fiduciaires surtout parce que des systèmes de passation des marchés solides et performants au niveau national, infranational ou au niveau des agences donnent la meilleure assurance fiduciaire d'une utilisation économique, efficace, efficace et équitable des ressources de la Banque.
- 5.45. Le cadre de la politique de passation des marchés fournit également une plate-forme pour l'examen de la qualité et de la profondeur de l'assurance fiduciaire fournie par les emprunteurs. La nouvelle politique vise non seulement à réduire la mauvaise utilisation des ressources de la Banque, qui reste d'une importance cruciale, mais également à maximiser l'utilisation du cycle de la passation des marchés comme un moyen de renforcer l'efficacité au plan du développement dans les PMR. Toutefois, cela nécessite une approche étudiée et calibrée en matière de gestion des risques associés à l'arbitrage nécessaire à faire entre le processus et les résultats.
- 5.46. Conformément à la nouvelle politique, l'évaluation des systèmes nationaux ainsi que des institutions de supervision est menée par rapport à des indicateurs de référence acceptés au plan mondial. Près de 20 évaluations de systèmes d'acquisition nationaux ont été menées à terme, souvent avec d'autres donateurs, et diverses études de marché sont en cours. Le cas échéant, l'assistance est fournie pour le renforcement des systèmes nationaux de passation des marchés. La Direction reconnaît que cette approche axée sur le renforcement par l'utilisation donnera lieu à un programme progressif de réformes du système de passation des marchés dynamique et piloté par les pays. Le Groupe de la Banque participe activement à la révision de la méthodologie de l'évaluation des systèmes de passation des marchés (MAPS).
- 5.47. Par ailleurs, une version améliorée du manuel de la passation des marchés dans le cadre des opérations est en cours de production. D'importantes activités de renforcement des capacités ont eu lieu, le matériel de formation lié à la nouvelle politique a été élaboré et plus de 40 modules de formation sont prêts. La Direction procède également à la révision des documents d'appels d'offres ordinaires du Groupe de la Banque et prépare diverses notes d'orientation sur les réformes récentes concernant la passation des marchés.
- 5.48. Les participants ont convenu que le renforcement de la transparence est un facteur déterminant du nouveau modèle de prestation de services du Groupe de la Banque. Les pratiques de la Banque sur la divulgation de l'information sont fondées sur sa politique de mai 2012 intitulée « *Diffusion et accès à l'information : Développer l'Afrique dans l'ouverture et la transparence* ». Cette politique énonce les types de documents et d'information qui sont du domaine public ou d'accès restreint, notamment ceux qui concernent la passation des marchés.
- 5.49. Un élément important adopté dans le cadre de la nouvelle politique est le renforcement de la divulgation concernant la propriété à titre bénéficiaire d'entreprises adjudicataires de marchés publics. Pour opérationnaliser cette mesure, la Direction a récemment préparé une note d'orientation fondée principalement sur le rapport du Groupe d'action financière (FATF) et d'autres initiatives pertinentes, notamment l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives. La Direction collabore également avec *Transparency International* sur des initiatives portant sur la propriété à titre bénéficiaire, la période de statu quo et plusieurs autres questions.
- 5.50. La nouvelle politique de passation des marchés encourage fortement le recours à la passation des marchés publics par voie électronique (e-GP), c'est-à-dire l'acquisition de biens, de travaux et de services à travers une plate-forme fondée sur des technologies de l'information. Il s'agit d'une tendance qui se manifeste partout dans le monde et qui a le potentiel d'impulser les réformes dans le domaine, augmenter la concurrence et favoriser l'intégrité dans les marchés publics.
- 5.51. En conclusion, le Groupe de la Banque appuie totalement les efforts faits par les PMR pour renforcer leurs systèmes des marchés publics selon les principes de transparence, de concurrence ouverte et juste, d'égalité d'accès et de non-discrimination.
- 5.52. La Direction a en outre établi les politiques, processus et procédures nécessaires pour la prévention de la fraude et la corruption dans toutes les opérations et activités financées par le Groupe de la Banque. Les processus indépendants d'enquête et de sanction garantissent de plus que les allégations de pratiques

répréhensibles ainsi que les allégations de faute professionnelle feront l'objet d'enquêtes approfondies et seront sanctionnées soit à travers les processus de sanction du Groupe de la Banque ou le processus disciplinaire interne de la Banque. Par ailleurs, les entités qui sont sous le coup de sanctions sont obligées de mettre en place des programmes de conformité ou de renforcer leurs programmes existants conformément aux normes du Groupe de la Banque avant être retirées de la liste d'exclusion et autorisées à participer aux appels d'offres concernant les projets de la Banque. Le processus de vérification préalable de l'intégrité du Groupe de la Banque renforce la transparence et l'ouverture dans les opérations de la Banque et permet la divulgation complète de l'information sur les contreparties, ce qui limite ainsi le risque de mauvaise utilisation des ressources de la Banque pour des activités criminelles et illicites telles que la fraude, la corruption, le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme, le trafic et d'autres infractions.

- 5.53. Les participants ont accueilli favorablement l'utilisation par la Direction des projets et programmes du Groupe de la Banque pour améliorer la transparence dans les pays où la Banque mène ses activités. La Banque est membre du panel consultatif d'examen stratégique de l'initiative pour la transparence dans le secteur de la construction (CoST), une initiative mondiale que la Direction appuiera dans des pays en Afrique. Le Groupe de la Banque est également un membre actif de l'initiative coordonnée de l'OCDE sur l'élaboration d'une méthodologie d'évaluation des systèmes de passation des marchés dans les pays, qui vise à mettre au point des indices de transparence appropriés. Conformément au nouveau modèle, le Groupe de la Banque collabore avec des pays à l'amélioration des systèmes de passation des marchés de l'emprunteur. Le Groupe de la Banque veille également à ce que toutes les initiatives de formation pour le renforcement des capacités organisées par l'institution englobent des modules appropriés sur la transparence.
- 5.54. La Direction a communiqué aux plénipotentiaires les plans visant à rationaliser les processus opérationnels des services institutionnels du Groupe de la Banque à travers l'automatisation de bout en bout des processus institutionnels d'acquisition et le déploiement du module de passation électronique des marchés *Supplier Relationship Management* de SAP. Par ailleurs, le Groupe de la BAD instaurera un espace de travail économique et soucieux de l'environnement en réduisant les déchets, à travers des installations peu énergivores, en sensibilisant les employés sur la protection de l'environnement et à travers d'autres activités visant à encourager l'adoption de pratiques environnementales exemplaires.
- 5.55. La Direction continuera d'apporter des améliorations technologiques appropriées afin de veiller à ce que le personnel travaille dans un environnement propice au renforcement de la performance. La dernière stratégie en matière de TI du groupe de la Banque a donné lieu à l'instauration d'un réseau TIC mis à l'échelle et résilient, qui est étayé par des centres de données de classe mondiale (installés à Abidjan, à Pretoria et à Tunis) et a permis l'accélération de la décentralisation des opérations. La Direction élabore une nouvelle stratégie des TIC, prévue pour fin mars 2017, qui s'appuiera sur la base établie pour s'aligner solidement sur les priorités opérationnelles actuelles du Groupe de la Banque, soit (i) le lancement et le passage à l'échelle supérieure des priorités du Top 5 ; (ii) l'inversion de la baisse des bénéfices d'exploitation ; et (iii) la restructuration du modèle opérationnel à l'appui de ces deux priorités. Pour appuyer efficacement les diverses priorités opérationnelles, la nouvelle stratégie TI mettra un accent particulier sur la mobilité et la numérisation pour impulser l'efficacité organisationnelle.
- 5.56. Les participants ont convenu qu'aucun de ces changements institutionnels ne devrait affaiblir les mesures de sauvegarde et les mesures connexes du Groupe de la Banque.

Coordination, harmonisation et partenariats

- 5.57. Les participants ont convenu que l'efficacité du FAD est fonction de ses relations institutionnelles avec les États partenaires et d'autres bailleurs de fonds et des règles et de la culture internes du Groupe de la Banque. Ils ont mis l'accent sur la nécessité pour le Groupe de la Banque de continuer à renforcer et à améliorer ses rapports et la collaboration avec les principaux partenaires de développement en vue de mieux s'aligner sur les priorités, les systèmes et les procédures des pays FAD destinataires de son appui.
- 5.58. La Direction coordonnera en toute transparence et réduira les coûts de transaction non nécessaires pour les pays partenaires. De même, les règles internes et la culture du Groupe de la Banque devraient encourager le personnel à travailler dans un esprit de collaboration et autant que possible avec souplesse. Plus particulièrement :

- *Au niveau stratégique* : Le Groupe de la Banque renforcera ses partenariats avec les principales organisations multilatérales, notamment avec le Fonds monétaire international (FMI), l'Association internationale de développement (AID) du Groupe de la Banque mondiale et avec les principaux donateurs bilatéraux ; il définira les secteurs de coopération, de complémentarité, d'activité conjointe, de partage du savoir et de l'information ;
- *Au niveau sectoriel* : Le Groupe de la Banque accroîtra les activités menées conjointement avec quelques partenaires de développement visant un nombre de secteurs limité et intensifiera ses efforts visant à réaliser des produits conjoints et une harmonisation complète, là où cela est possible ;
- *Au niveau régional* : Le Groupe de la Banque continuera d'examiner de façon systématique ses anciens protocoles d'accord pour vérifier s'ils sont toujours applicables et établira de nouveaux protocoles ou des partenariats stratégiques prévoyant des plans d'action mixtes spécifiques, des domaines de coopération particuliers et le partage de l'information et du savoir ;
- *Au niveau national* : Grâce à une présence plus forte sur le terrain, le Groupe de la Banque jouera un rôle plus actif et plus constructif dans le groupe des bailleurs de fonds sous la direction des pays FAD bénéficiaires, qui consistera à améliorer le partenariat entre bailleurs de fonds, la coordination et la complémentarité et à mieux définir les priorités, les mesures de suivi et la division du travail entre les donateurs dont les activités sont les plus adaptées aux stratégies de développement de chaque pays ; et
- *Au niveau des projets* : Le Groupe de la Banque renforcera son rôle de catalyseur d'autres sources de financement en visant à démultiplier les ressources limitées du FAD.

5.59. Tous les partenariats nouveaux et révisés suivront les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, notamment l'harmonisation des procédures et des instruments, la sélectivité des partenaires et la collaboration fondée sur l'avantage comparatif, ainsi que la gestion axée sur les résultats pour un impact maximum sur la réduction de la pauvreté. Les partenariats mettront l'accent sur le renforcement des mécanismes de coordination et d'harmonisation, qui sont déterminants pour le renforcement de l'efficacité de l'aide.

6. Éligibilité des pays, affectation des ressources, financement et instruments au titre du FAD-14

Éligibilité des pays

- 6.1. Les plénipotentiaires ont convenu que les ressources du FAD continueront d'être allouées aux pays éligibles. Les critères d'éligibilité, le regroupement des pays et les conditions de prêt différenciées ne changent pas par rapport au FAD-13. Sur la base de leur RNB par habitant, les pays exclusivement FAD non atypiques sont divisés en deux sous-groupes, à savoir les pays non atypiques ordinaires et les pays non atypiques avancés. Au titre du FAD-14, des conditions de financement différenciées continueront de s'appliquer aux prêts FAD octroyés aux pays exclusivement FAD ordinaires et avancés, ainsi qu'aux pays à financement mixte, aux pays atypiques et aux pays en voie de reclassement.
- 6.2. L'Annexe III décrit les règles qui régissent la classification des pays au sein du Groupe de la Banque et trace la trajectoire de reclassement prévue des pays FAD au titre du FAD-14. Le Tableau 1 ci-dessus rappelle quant à lui les conditions de financement différenciées du FAD établies pour le FAD-13.

Tableau 1 : Conditions de financement différenciées du FAD

	Pays exclusivement FAD		Pays atypiques, à financement mixte et en reclassement
Conditions de prêt	Ordinaire	Avancé	Financement mixte
Échéance (années)	40	40	30
Différé d'amortissement (années)	10	5	5

Première période (années)	10	—	—
Taux d'amortissement (%)	2,0	2,9	4,0
Deuxième période (années)	20	—	—
taux d'amortissement (%)	4,0	2,9	4,0
Commission de service (%)	0,75	0,75	0,75
Commission d'engagement (%)	0,50	0,50	0,50
Taux d'intérêt (%)	0	0	1
Concessionnalité (%)	61	51	35

Allocations basées sur la performance (ABP)

- 6.3. Les plénipotentiaires ont convenu de conserver le système ABP existant sans changement pour le FAD-14 et ont affirmé que la performance et les besoins des pays continueront de motiver les décisions relatives à l'allocation des ressources au titre du FAD-14 et que, comme c'était le cas pour les cycles précédents, l'ABP restera le socle du système. Au moins 90 % des ressources du FAD-14 seront affectés aux pays en fonction de leur performance, par le biais d'allocations ABP directes (60 %) et de réserves liées aux ABP (30 %), ce qui englobe le pilier I (appui complémentaire) de la Facilité d'appui à la transition (FAT) et les opérations régionales à coût partagé.
- 6.4. L'Annexe IV décrit en détail le cadre de l'ABP qui sera utilisé pour déterminer les allocations pays au titre du FAD-14, comme il est résumé ci-dessous :
- Les ressources disponibles seront affectées annuellement selon la formule de l'ABP. Celle-ci comporte deux éléments déterminants principaux, à savoir les besoins et la performance du pays. Les besoins reflètent le revenu national brut par habitant (RNB/h) ; la population (Pop) ; et le déficit d'infrastructures tel que mesuré par l'indice de développement des infrastructures en Afrique (AIDI). La performance reflète l'évaluation de la performance pays (EPP), qui est principalement fondée sur les notations des groupes (A, B, C, D, and E) de l'évaluation des politiques et institutions pays (EPIP) et de l'évaluation de la performance de portefeuille (EPP).
 - Un pays à financement mixte recevra 50 % du montant qu'il aurait été en droit de recevoir s'il était un pays exclusivement FAD.
 - Les allocations pays individuelles ne peuvent pas dépasser 10 % de l'ensemble des ressources disponibles.
 - Une allocation minimale de 5 millions d'UC par an (15 millions d'UC par cycle) sera appliqué à tous les pays, à l'exception des pays en voie de reclassement à la catégorie des pays à financement mixte ou des pays exclusivement BAD.

Application du cadre de soutenabilité de la dette et du financement sous forme de dons

- 6.5. Les plénipotentiaires ont convenu que la portion dons des allocations pays individuelles au titre du FAD-14 continuera d'être déterminée par des analyses annuelles de soutenabilité de la dette. En outre, le FAD continuera d'appliquer l'approche du volume modifiée en vertu de laquelle une décote de 20 % est appliquée aux allocations sous forme de dons dans le cadre de l'ABP. Cette décote comprendra toutefois en une portion liée aux incitatifs de 6,67 % et une portion liée aux commissions de 13,33 %¹⁸. Les allocations ABP des pays éligibles au Pilier I de la FAT ne seront assujetties qu'à la décote liée aux commissions.

Compensation au titre de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale

- 6.6. Comme il a été convenu auparavant, le manque à gagner résultant des paiements du service de la dette non effectués par les pays admissibles à l'allègement de la dette dans le cadre de Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) sera déduit des allocations des pays concernés à l'aide du mécanisme de

¹⁸ Pour le FAD-13, la portion liée aux incitatifs était de 5,0 % et la portion liée aux commissions de 15,0 %.

compensation au titre de l'IADM. Le système ABP servira à la réaffectation des ressources fournies par les bailleurs de fonds en compensation pour l'IADM à tous les pays exclusivement FAD.

Évaluation des politiques et institutions pays

- 6.7. Les plénipotentiaires ont approuvé les changements proposés par la Direction concernant la fréquence du processus d'évaluation EPIP, qui aura désormais lieu tous les deux et non chaque année, par souci d'efficacité opérationnelle¹⁹. Compte tenu du décalage entre l'adoption de réformes institutionnelles et leur mise en œuvre effective, ce changement aura pour effet d'améliorer l'évaluation des améliorations apportées par les pays éligibles au FAD dans ces domaines. Cela donnera également suffisamment de temps pour tirer des enseignements de chaque évaluation et d'en alimenter le dialogue sur les politiques. Mais, dans les cas où le contexte dans les pays concernés l'exige, le Groupe de la Banque pourra entreprendre des évaluations plus fréquentes dans des pays spécifiques en sus de l'évaluation biennale.
- 6.8. S'agissant du processus EPIP, les plénipotentiaires ont convenu que le calcul de l'ABP continuera de se faire sur une base annuelle et utiliserait les notations EPIP les plus récentes.

Allocations spéciales

Opérations régionales

- 6.9. Les plénipotentiaires appuient certes les opérations régionales, mais ils ont convenu de maintenir les ressources disponibles pour ces opérations à 21 % de l'ensemble des ressources disponibles au titre du FAD-14. Pour permettre au FAD de recourir au cofinancer et de mobiliser un surcroît de ressources pour le financement d'opérations régionales, les plénipotentiaires ont approuvé la proposition de la Direction visant à réduire le plafond de financement pour le calcul de la contribution de l'enveloppe des opérations régionales par rapport à la contribution de l'ABP à un ratio maximal de 1 pour 1, avec un ratio exceptionnel maximal de 1 pour 1,5 pour les pays admissibles aux ressources du Pilier I du FAT. Ainsi, ces pays seront tenus de contribuer au moins 40 % de la contribution du FAD au coût du projet à partir de leurs ABP et de leurs allocations au titre du Pilier I du FAT. En revanche, les pays non admissibles aux ressources du Pilier I du FAT devront contribuer à hauteur d'au moins 50 % de leurs ABP respectives.
- 6.10. Les pays dont l'allocation est peu élevée (ABP de 15 millions d'UC par cycle et/ou 15 millions d'UC par cycle au titre du Pilier I du FAT) continueront de contribuer au moins 40 % de la contribution du FAD au coût du projet jusqu'à 10 % de leur allocation pour chaque opération régionale.

Facilité d'appui à la transition

- 6.11. Les participants ont reconnu les succès réalisés grâce à la Facilité d'appui à la transition (FAT) du Fonds et à d'autres mécanismes d'allocation de ressources au plan de l'appui aux pays destinataires faisant face à des situations de fragilité, notamment grâce à une approche régionale.
- 6.12. Les participants ont reconnu le point de vue de la Banque selon lequel ce groupe de pays continuera d'avoir besoin de financements traditionnels et ils ont mis en exergue la nécessité d'instaurer des institutions efficaces et légitimes et de mener des réformes pour améliorer l'environnement des affaires et faciliter l'investissement privé.
- 6.13. Les plénipotentiaires ont approuvé la proposition de la Direction visant à accroître les réserves du Pilier I non affectées de 10 à 15 % au titre du FAD-14. Ils ont également convenu de conserver la même méthodologie de calcul adoptée pour les allocations pays au Pilier I au titre du FAD-13 (voir l'Annexe IV).
- 6.14. La Direction a informé les plénipotentiaires de l'état d'avancement des discussions concernant l'apurement des arriérés du Zimbabwe, que le Groupe de la Banque coordonne avec les institutions de Bretton Woods. Le FAD continuera d'appuyer l'apurement des arriérés dans les pays potentiellement admissibles (Somalie, Soudan et Zimbabwe). Pour permettre au Fonds d'apurer les arriérés de la Somalie à l'égard de la BAD, les plénipotentiaires ont approuvé la proposition visant à affecter 20 millions d'UC des ressources du FAD-

¹⁹ Cette proposition cadre avec les recommandations de la dernière réunion du groupe de travail de l'ABP tenue en juin 2016 à Lusaka, en Zambie, au cours de laquelle les représentants de diverses BMD/IFI ont convenu que le processus EPIP devrait avoir lieu tous les deux ans pour mieux refléter l'évolution de l'environnement stratégique et institutionnelle.

14 au Pilier II de la FAT. De plus, les participants ont convenu de reporter les ressources non utilisées du Pilier II du FAD-13 au FAD-14.

- 6.15. Dans le cas où le Soudan réaliserait des progrès en ce qui concerne l'apurement de ses arriérés dans le cadre d'un programme coordonné au plan international au cours de cette période, la Direction étudiera toutes les options pour mobiliser des ressources aux fins d'apurement des arriérés du pays à l'égard de la BAD.
- 6.16. Les plénipotentiaires ont convenu d'affecter 60 millions d'UC au Pilier III de la Facilité – aux fins de renforcement des capacités institutionnelles – au titre du FAD-14. Ils ont approuvé la proposition de la Direction visant à utiliser ce guichet pour appuyer le développement du secteur privé dans les pays admissibles en situation de fragilité, notamment le renforcement des capacités des agences nationales de promotion des investissements afin d'attirer l'investissement privé, créant ainsi des synergies importantes pour les divers instruments de financement du Groupe de la Banque.
- 6.17. Les participants ont convenu d'affecter 711,15 millions d'UC à la FAT au titre du FAD-14, soit 631,15 millions d'UC au Pilier I (guichet d'appui complémentaire), 20 millions d'UC au Pilier II (guichet d'apurement des arriérés) et 60 millions d'UC au Pilier III (guichet d'appui ciblé). L'utilisation de l'ensemble des ressources de la FAT, notamment la réaffectation possible de ressources entre les trois piliers, sera examinée au cours de la revue à mi-parcours du FAD-14. L'utilisation des ressources du Pilier I sera motivée par les priorités établies de commun accord avec le pays et suivant les documents de programmation pays applicables (fiches pays, DSP intérimaires ou DSP définitifs). Les ressources du Pilier I peuvent être utilisées à l'appui de tous les programmes et projets, notamment les opérations régionales et la participation des gouvernements dans les opérations du secteur privé, à l'aide de n'importe lequel des instruments de financement du Groupe de la Banque disponibles aux pays FAD.

Facilité en faveur du secteur privé

- 6.18. Les plénipotentiaires ont donné leur appui au PSF et convenu que cette facilité devrait être mise à contribution pour mieux atteindre les segments mal desservis à travers des opérations non souveraines au cours du prochain cycle et pour ainsi accroître son impact au-delà de celui de la période au titre du FAD-13. Ils ont approuvé la proposition de la Direction visant à affecter des ressources supplémentaires de 200 millions d'UC au FAT à même les ressources du FAD-14.

Réallocation des ressources non utilisées

- 6.19. Lorsque des ressources ABP non utilisées sont allouées à des pays non performants sans perspectives d'utilisation de ces ressources au cours du cycle, elles peuvent être reversées dans l'enveloppe de l'ABP aux fins de réallocation à tous les autres pays par le biais du processus de l'ABP pendant la troisième année du FAD-14. En revanche, le cas échéant, la Direction peut présenter au Conseil une proposition visant à réallouer ces ressources au Pilier II du FAT. La décision concernant l'emploi des ressources du FAT non utilisées sera prise par les plénipotentiaires au cours de la revue à mi-parcours du FAD-14.
- 6.20. S'agissant des ressources inutilisées du FAD-13, les plénipotentiaires ont convenu que les montants non utilisés des Piliers I, II et III de la FAT en fin de cycle seront reportés au FAD-14 dans les mêmes piliers, et que toute ressource non utilisée au titre de l'ABP et des opérations régionales sera également reportée au FAD-14 et versée dans le pool des ressources ABP à affecter au FAD-14.

Allocation des ressources par utilisation finale

- 6.21. Toutes les ressources disponibles du FAD-14, notamment les ressources générées à l'interne, les transferts du revenu net de la BAD approuvés par le Conseil des gouverneurs et tout montant additionnel, seront affectées comme suit après déduction des aléas techniques:
- Approximativement 57 % des ressources du FAD-14 seront allouées directement par le système de l'ABP.
 - 21 % de l'ensemble des ressources du FAD-14 seront affectées aux pays à travers l'enveloppe des opérations régionales.
 - Un montant de 711,15 millions d'UC sera alloué aux pays à travers les trois piliers de la FAT.
 - Une contribution de 200 millions d'UC du FAD-14 sera versée à la FSP.

- 6.22. Dans l'ensemble, environ 57 % des ressources seront allouées directement à travers le système de l'ABP et 33 % seront liés à ce système. Comme cela a été le cas pour le cycle précédent, les opérations régionales seront liées au système ABP à travers le mécanisme de partage des coûts et choisies selon les modalités de priorisation axées sur la performance. De même, les ressources du Pilier I de la FAT seront liées au système ABP. La plus grande portion des ressources sera allouée aux pays exclusivement FAD (pays atypiques compris). Les ressources en faveur des pays à financement mixte et des pays en voie de reclassement seront déterminées par les plafonds spécifiques à ces pays.

Instruments de financement

- 6.23. Les plénipotentiaires ont convenu que les ressources du FAD-14 seront allouées à l'aide de divers instruments de financement adaptés aux besoins et aux capacités des pays FAD conformément à la stratégie et aux priorités opérationnelles du Groupe de la Banque. Ces instruments visent à créer des synergies appropriées entre les instruments du FAD et ceux de la BAD.
- Prêts projets, prêts programmes et dons : Ces instruments comprennent des prêts projets, des prêts programmes et des dons, notamment des projets multinationaux, des investissements sectoriels, des lignes de crédit et des prises de participation avec garantie souveraine dans des partenariats public-privé. Les investissements dans le cadre de projets sous forme de prêts et de dons continueront d'être le principal vecteur de l'appui du Fonds au titre du FAD-14.
 - Opérations à l'appui des réformes (OAR) : Comme dans le cas des cycles du FAD précédents, les OAR demeureront un instrument important pour l'affectation des ressources du FAD aux opérations liées à la gouvernance qui aident les pays à mettre en œuvre des programmes de réformes et à renforcer les capacités et les institutions et à augmenter les dépenses pour la réduction de la pauvreté. Les ressources affectées à travers les OAR seront plafonnées à 25 % de l'ensemble des ressources ABP.
 - Garanties partielles de risque : Les GPR continueront de servir à mobiliser les financements du secteur privé et d'autres ressources de cofinancement en faveur des pays FAD, notamment les pays en situation de fragilité. Ils visent également à inciter les gouvernements à entreprendre des réformes stratégiques et financières nécessaires pour réduire les risques politiques. Pour chaque garantie émise, 25 % de la valeur nominale du montant garanti seront déduits de l'ABP du pays bénéficiaire.
 - Garanties partielles de crédit : Lancées au cours du FAD-13, elles continueront d'aider le Fonds à appuyer les efforts déployés par les pays admissibles justifiant d'un niveau de risque de surendettement faible ou modéré pour obtenir des ressources commerciales à des conditions favorables. Cet instrument pourra être utilisé par des entreprises étatiques, des entités infranationales et des trésors publics pour la mobilisation de ressources commerciales sur les marchés intérieur et extérieur, ce qui améliore l'accès aux financements à des conditions plus abordables.
 - Facilité en faveur du secteur privé : Le FAD-14 continuera d'appuyer le financement du secteur privé au profit de ses clients à travers la FSP. Il s'agit d'un instrument de mutualisation des risques, notamment le risque de défaillance associé aux opérations sans garantie souveraine de la BAD, qui sert à étoffer le portefeuille d'opérations non souveraines de la BAD dans les pays FAD admissibles au-delà des capacités financières de l'institution.
 - financières de l'institution.

7. Cadre de financement du FAD-14

Compensation pour l'allègement de la dette et le financement sous forme de dons

- 7.1. Compensation au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM). Les plénipotentiaires ont convenu de compenser intégralement le FAD pour le manque à gagner lié au non-remboursement du principal des dettes annulées au titre de cette initiative sur une base dollar pour dollar et selon la méthode de la répartition. Ils ont également convenu de préserver le niveau de la capacité d'engagement anticipé (CAE) dans les reconstitutions à venir en prenant des engagements sur un horizon glissant de 13 ans pour tenir compte des décaissements prévus dans les reconstitutions futures du FAD. Le ratio de couverture de

L'IADM est la moyenne pondérée des engagements conditionnels et inconditionnels reçus des donateurs au titre de leur part des coûts liés à l'IADM au cours de la période de décaissement pertinente. Les engagements inconditionnels sont pris en compte à 100 % et les engagements conditionnels à 90 %. La décote de 10 % sur les engagements conditionnels reflète l'incertitude quant au moment où les paiements seront effectués. Les plénipotentiaires ont fait remarquer que les engagements inconditionnels et le paiement en temps voulu sont des facteurs essentiels pour la préservation de l'intégrité de la CAE et que le sur-engagement provoqué par les paiements en retard a un impact négatif sur la liquidité du Fonds et sur la CAE des reconstitutions futures.

- 7.2. Le modèle CEA du FAD-14 repose sur l'hypothèse que 88 % des paiements au titre de l'IADM attendus chaque année seront reçus à temps, et que 10% seront reçus avec un retard one an. Le reste, soit 2 %, ne devrait pas être versé.
- 7.3. Compensation au titre de dons. Les plénipotentiaires ont convenu de conserver le cadre de compensation au titre de dons qui est appliqué depuis le FAD-IX. De fait, le Fonds fait appel à l'approche du volume modifiée pour prendre en compte les coûts liés à la hausse des financements sous forme de don, et pour protéger son intégrité financière. Plus précisément, le manque à gagner dû à l'octroi de dons est compensé par une commission initiale appliquée aux dons, tandis que les pertes liées aux remboursements de principal non perçus supérieurs à 7,5 % du montant de la reconstitution sont compensées au fur et à mesure des reconstitutions selon la méthode de répartition.
- 7.4. Conformément à l'approche de volume modifié, l'allocation sous forme de don pour un pays donné est réduite de 20% (décote du volume modifié). Une partie du volume de ressources ayant fait l'objet d'une décote est utilisée pour compenser le Fonds pour le défaut de recettes dû à un prélèvement de dons, le solde étant alloué aux pays éligibles uniquement au FAD en utilisant le système d'allocation des ressources selon la performance. Le part de don prélevée équivaut à 13,33% pour le FAD-14.
- 7.5. Ce prélèvement de don a été calculée sur base du postulat que le volume total de dons pour les trois années du cycle du FAD-14 serait égal au volume établi pour le FAD-13, soit 36,44%. Le montant des dons alloué sous le FAD-14 sera déterminé en fonction de l'analyse de la soutenabilité de la dette réalisée annuellement.
- 7.6. Le montant total de la compensation pour les dons attendu au cours de la reconstitution des ressources du FAD-14 s'établit à 49,55 millions d'UC.
- 7.7. A la demande des plénipotentiaires et à l'instar de la compensation reçue au titre de l'IADM, la direction a accepté de considérer le montant cumulé reçu de la part des bailleurs de fonds dans le calcul des droits de vote au FAD. Les pouvoirs de vote seront calculés dès que le FAD-14 aura été approuvé par le Conseil des Gouverneurs.
- 7.8. L'introduction dans le cadre de financement du FAD-14 d'instruments de financement innovants d'un montant de 180,1 millions d'UC et de 510,7 millions d'UC de prêts concessionnels des donateurs et de prêts relais respectivement aurait pour effet d'augmenter le montant des dons approuvés de 276 millions d'UC, avec une compensation correspondante attendue des bailleurs de fonds selon la méthode de répartition au cours de la période 2023 et 2063.

Autorisation d'engagement anticipé

- 7.9. Introduite au cours du FAD-10, l'autorisation d'engagement anticipé (AEA) fournit une estimation de la capacité d'engagement anticipé (CEA) du FAD à même les ressources générées à l'interne tout en préservant l'intégrité financière du FAD. Le calcul de la CEA au titre du FAD-14 repose sur un ensemble d'hypothèses, comme suit : (i) un niveau de dons de 37,1 % avec une commission initiale de 13,33 % en compensation du manque à gagner tenant aux dons ; (ii) un taux de compensation au titre de l'IADM de 98% % ; (iii) des transferts du revenu net de la BAD de 35 millions d'UC par an ; et (iv) des ressources découlant d'annulations de prêts d'un montant de 30 millions d'UC par an. L'Annexe V comprend un tableau qui décrit plus en détail les hypothèses de base relatives à la CEA au titre du FAD-14.
- 7.10. Les plénipotentiaires ont approuvé les hypothèses qui sous-tendent la CEA ainsi que la proposition de la Direction concernant une CEA de 238,2 millions d'UC.

- 7.11. Une CEA augmentée à 505,6 million d'UC sera disponible pour engagement dès réception des instruments de souscription pour les prêts concessionnels (PCD et PR) de la part des donateurs concernés.

Répartition des charges

- 7.12. Dans le cadre d'une reconstitution, l'écart technique sert à (i) intégrer les souscriptions de nouveaux états participants ou donateurs, (ii) autoriser des souscriptions supplémentaires ou des nouvelles souscriptions en cours de cycle sans générer d'impact sur les autres participants, et (iii) accorder à un état participant la possibilité d'augmenter sa part de charge durant un cycle particulier du FAD sans dépasser le niveau convenu de la reconstitution.
- 7.13. Compte tenu des circonstances particulières du FAD-14 et de manière à optimiser les contributions de certains états participants, les plénipotentiaires ont convenu d'un écart technique de 19,58% dans le cadre de répartition des charges du Fonds. Cela est reflété dans le tableau annexé à la résolution du Conseil des Gouverneurs (Annex IX).

Niveau de la reconstitution et d'autres ressources

- 7.14. Les plénipotentiaires ont convenu d'un niveau de ressources de 5.035.032.339 d'UC pour la période de reconstitution des ressources du FAD-14 (2017–2019). Cette reconstitution comprend :
- les souscriptions des bailleurs de fonds d'un montant de 3.362.944.505 d'UC, dont un élément don de 135.220.146 UC lié aux contributions sous forme de PCD et de PR ;
 - les contributions des bailleurs de fonds se chiffrant à 116.047.974 d'UC sous forme de PCD et de PR (élément don non compris) ;
 - des contributions complémentaires de 1.253.426 UC ;
 - une CEA de 743.808.915 d'UC ; et
 - un écart technique de 19,42 %.
- 7.15. L'ensemble des ressources, écart technique non compris, s'établit à 4.224.054.820 d'UC.
- 7.16. Les ressources de la reconstitution du FAD-14 mises à part, les montants suivants devraient devenir disponibles aux clients du FAD au cours de la période 2017-2019 :
- le solde non utilisé des ressources du Pilier I de la FAT qui devraient rester dans le Pilier I et une portion du solde non utilisé des ressources du Pilier II de la FEF qui devraient rester dans le Pilier II, dont un montant de 20 millions d'UC sera réservé pour l'apurement des arriérés de la Somalie ; et
 - des ressources complémentaires provenant d'annulations lors de reconstitutions précédentes.

Entrée en vigueur, programmes et procédures des souscriptions et calendriers des encaissements

- 7.17. Les plénipotentiaires ont approuvé les conditions d'entrée en vigueur, les procédures de souscription et les calendriers d'encaissement anticipé et standard pour le FAD-14, y compris les taux de change et les dates de paiement (Annexe V).

Évolution institutionnelle

- 7.18. Le Groupe de la Banque est actuellement en pourparlers avec la République d'Irlande et la République d'Islande au sujet de leur participation au Fonds et de leur adhésion à la Banque. La Direction continuera d'avoir des échanges avec d'autres pays qui ont manifesté le souhait d'adhérer au Groupe de la Banque et avec d'autres pays, afin d'élargir la participation au Fonds.

8. Revue à mi-parcours du FAD-14

- 8.1. La Direction a proposé que les opérations financées par le FAD soient revues au cours de la deuxième année du cycle du FAD-14. Cet examen aura lieu au cours de la deuxième année de l'entrée en vigueur du FAD-14 mais avant le déblocage de la dernière tranche des ressources du FAD-14.

- 8.2. La Direction propose que le groupe de travail informel continue d'étudier d'autres formes de contribution au FAD et toute autre question stratégique intéressant le Fonds. Le groupe de travail du FAD-15 considèrera, entre autres, thèmes :
- Les problématiques structurelles relatives au FAD, notamment le modèle de financement et la configuration des instruments financiers innovants ;
 - L'allocation des ressources du FAD (incluant le pilier 1 de la FAT et la vulnérabilité) ;
 - Le processus de reconstitution (notamment les leçons apprises du processus de négociation du FAD-14) et la gouvernance du FAD.
- 8.3. La revue à mi-parcours évaluera les progrès réalisés en ce qui concerne la mise en œuvre des engagements mentionnés dans le présent rapport et d'autres questions liées au FAD, en particulier les points suivants :
- Un rapport d'étape pour le FAD-14 sur les priorités stratégiques et opérationnelles, incluant divers thèmes transversaux ;
 - Le point sur les réformes institutionnelles au sein du Groupe de la Banque ;
 - Le point sur la mise en œuvre des engagements qui figurent sur la matrice de mise en œuvre du FAD-14 ;
 - Mise à jour sur le financement des énergies renouvelables dans le cadre du FAD ;
 - Le point sur l'utilisation des ressources pour les divers piliers de la FAT et d'autres ressources sanctuarisées (OR, FSP) ainsi que sur les GPR et les GPC;
 - Le point sur le cadre de financement du FAD-14, notamment les hypothèses à la base de la CEA, et les contributions additionnelles potentielles pour le reste du cycle du FAD-14 ;
 - Un rapport d'étape du groupe de travail du FAD, notamment sur les options proposées pour une utilisation des ressources du FAD en vue de mieux appuyer le développement du secteur privé ;
 - Compte rendu sur l'étude de consultance portant sur l'inclusion de la fragilité dans le système d'allocation des ressources selon la performance.
- 8.4. En consultation avec la Direction, les plénipotentiaires choisiront une personne qui coordonnera les négociations relatives au FAD-15 avant la revue à mi-parcours du FAD-14 ou au cours de cette revue.

9. Conclusion

- 9.1. Les plénipotentiaires ont approuvé le contenu du présent rapport à Luxembourg, le 29 novembre 2016.

Annex I: Matrice des engagements de la Direction et des mesures contrôlables au titre du FAD-14

I. ORIENTATIONS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELLES		
OBJECTIFS	ENGAGEMENTS / MESURES CONTRÔLABLES	RÉSULTATS / ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS
1. ÉCLAIRER ET ALIMENTER L'AFRIQUE EN ENERGIE		
1.1 <i>Consacrer plus de financements aux opérations dans le secteur de l'énergie</i>	Le Groupe de la BAD va lancer son Nouveau pacte pour l'énergie dans les pays FAD, à travers des partenariats, en jouant un rôle de catalyseur.	- Mobilisation de 4 milliards d'USD au moyen de cofinancements et en incitant les investisseurs privés et publics à soutenir le secteur de l'énergie dans les pays FAD, à concurrence notamment d'1 milliard d'USD d'ici à la revue à mi-parcours (RMP).
	Le Groupe de la BAD va soutenir les efforts déployés par les PMR concernés pour augmenter leur production d'énergie renouvelable à travers des appuis aux réformes et aux investissements, et aussi l'hébergement de l'Initiative africaine pour les énergies renouvelables.	- Investissements visant à contribuer au développement d'environ 5.000 MW de capacité énergétique nouvelle et complémentaire (y compris via des grands projets hydro).
1.2 <i>Garantir la capacité d'électricité par le secteur privé</i>	Le Groupe de la BAD va soutenir la mise en œuvre du programme d'acquisition des producteurs indépendants d'énergie (PIE) dans les pays FAD.	- 2 pays FAD bénéficient d'un appui d'ici la RMP et 5 pays d'ici à 2019.
2. NOURRIR L'AFRIQUE		
2.1 <i>Accroître le potentiel des zones agro-écologiques sous-exploitées et inciter le secteur privé à s'engager dans l'agro-industrie</i>	Le FAD va privilégier l'augmentation de la production et l'établissement de liens ainsi que la capacité de transformation tout au long des grands corridors régionaux.	- 2 régions bénéficient d'un appui spécial du FAD d'ici la RMP et d'ici à 2019. - 10 instruments sont créés pour réduire les risques et les coûts liés à l'investissement dans les domaines de l'agro-industrie qui sont sous-financés, et pour accroître l'inclusion financière d'ici la RMP et d'ici à 2019.
	Le FAD fournira des mécanismes de financement et d'investissement innovants, y compris ses produits de garanties partielles de crédit et de risque (GPC et GPR) ainsi que des instruments de financement mixtes, de financement climatique et des moyens de mobiliser des fonds concessionnels pour atténuer les risques et réduire les coûts de financement.	- Plus de 140 agro-entreprises / agro-industries et 70.200 exploitants agricoles soutenus par le FAD d'ici à 2019.
2.2 <i>Renforcer l'appui à l'agriculture adaptée au changement climatique (CSA)</i>	Le FAD cofinancera des interventions visant à étendre l'utilisation de pratiques agricoles optimales adaptées au changement (parallèlement au <i>Fonds pour la résilience climatique dans l'agriculture</i> , que le Groupe de la BAD doit abriter).	- Création par la Banque, d'ici la RMP, du Fonds pour la résilience climatique dans l'agriculture; - 351.000 exploitants agricoles adoptent des pratiques agricoles intelligentes face au changement climatique d'ici à fin 2019.

3. INDUSTRIALISER L'AFRIQUE		
3.1 Actualiser les politiques et les stratégies des PMR afin d'améliorer le soutien apporté à l'industrie.	Le Groupe de la Banque va aider les PMR à élaborer et mettre en œuvre des politiques/stratégies industrielles visant à modifier sa façon de promouvoir et d'appuyer l'industrialisation tirée par le secteur privé.	- Formulation de 10 politiques/stratégies industrielles nationales dans des pays FAD avec l'appui de la BAD d'ici à 2019. Deux (2) de ces 10 pays seront des États fragiles.
3.2 Stimuler l'injection de capitaux privés dans les projets d'infrastructure et d'industrie.	Le FAD va attirer d'autres financements, notamment du secteur privé, dans des programmes qui vont stimuler l'infrastructure et encourager les autres investisseurs.	- Investissements conjoints et facilitation dans 15 programmes/projets d'infrastructure réalisés dans des pays FAD d'ici à 2019.
3.3 Soutenir l'approfondissement du secteur financier en investissant dans les micro, petites et moyennes entreprises et en leur apportant un appui.	Le FAD proposera des mécanismes innovants de financement et d'investissement pour mobiliser des fonds concessionnels à l'appui des MPME sur la chaîne de valeur industrielle.	- Mobilisation d'ici à 2019, grâce à des mécanismes innovants, de 50 autres millions d'UC (financements additionnels sous forme de crédit à moyen et long terme ou de prises de participation) en faveur des MPME dans des pays FAD.
	Le Groupe de la BAD va intensifier son programme en faveur des PME africaines à travers des lignes de crédit et une assistance technique aux institutions financières orientées vers les PME (IF) dans les pays FAD, y compris dans les États fragiles.	- 15 lignes de crédit et 15 opérations d'Assistance Technique en faveur d'IF axées sur les PME d'ici à 2019.
4. INTÉGRER L'AFRIQUE		
4.1 Accélérer le développement d'une infrastructure régionale pour renforcer la connectivité et réduire les coûts de production & du commerce en favorisant le dialogue sur les défis régionaux.	Le Fonds va intensifier les investissements dans les projets du PIDA (énergie, transport, TIC, eau), et intégrer les interventions « immatérielles » afin d'amplifier les résultats en matière de développement.	- Projets d'infrastructure régionaux : hausse de 35 % du nombre de projets PIDA bancables dont le montage financier est bouclé d'ici à 2019 (10 % la 1re année, 15 % la 2e année et 10 % la 3e année).
	Le Fonds va renforcer son appui aux pays FAD en vue de les encourager à réformer et/ou harmoniser leurs politiques transfrontalières qui contribuent à pallier les difficultés rencontrées par les opérateurs économiques, conformément aux traités régionaux & à l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges.	- <u>Énergie</u> : 5 connections de réseaux énergétiques transfrontaliers d'ici à 2019 pour faciliter les échanges d'électricité (2 d'ici la RMP). - <u>Transport</u> : réfection ou construction de 3.050 km de routes régionales d'ici à 2019. - Utilisation de l'outil de facilitation du transport & du commerce pour intégrer les questions immatérielles à tous les projets de transport transfrontaliers qui seront prêts d'ici à 2018.
		- 6 interventions dans les corridors d'échanges d'ici à 2019 (3 d'ici la RMP) pour faciliter la mise en œuvre des mesures de l'Accord sur la facilitation des échanges visant à réduire les coûts des échanges transfrontaliers (postes frontières communs et guichets uniques, gestion coordonnée des frontières, suivi des cargaisons et/ou simplification des droits de douane, régime de commerce simplifié pour les petits commerçants transfrontaliers). - 4 pools énergétiques régionaux (2 d'ici la RMP) soutenus par des activités de renforcement des capacités visant à étendre les échanges d'électricité transfrontaliers.
	Le Groupe de la Banque va user de plus en plus de son pouvoir de sensibilisation aux défis régionaux urgents pour plaider en faveur de réformes stratégiques à l'aide de produits et d'outils du savoir étayés par des données.	- 3 importantes rencontres régionales avec des représentants de plusieurs secteurs organisées d'ici la RMP (et 3 autres d'ici à 2019) sur des questions soulevées dans 2 publications phares : l'Indice d'ouverture sur les visas en Afrique et l'Indice de l'intégration régionale en Afrique.

4.2 <i>Accélérer le développement des marchés régionaux et des chaînes de valeur.</i>	Le Fonds aidera les CER à harmoniser leurs normes, de qualité et autres, afin d'élargir l'accès des pays FAD aux marchés.	<ul style="list-style-type: none"> - 3 interventions à l'appui des CER pour élaborer des normes régionales harmonisées de qualité et d'accès, afin d'élargir l'accès aux marchés et de promouvoir les chaînes de valeur régionales d'ici à 2019 (1 CER d'ici la RMP). - 6 interventions (3 d'ici la RMP) pour aider les pays à améliorer la qualité de leur infrastructure nationale.
	Le Fonds doit aider les PMR à concevoir des initiatives de développement spatial le long des corridors de transport pour ouvrir les chaînes de valeur régionales.	<ul style="list-style-type: none"> - Des projets de chaînes de valeur identifiés sur 3 initiatives de développement spatial le long des corridors de transport d'ici la RMP.
5. AMELIORER LA QUALITE DE VIE DES POPULATIONS AFRICAINES		
5.1 <i>Soutenir la création d'emplois dans le cadre de la mise en œuvre des Top 5 en privilégiant surtout les jeunes et les femmes.</i>	Le Groupe de la BAD va mettre en œuvre son Initiative pour l'emploi des jeunes en vue de créer des emplois de qualité et contribuer à la création d'opportunités qui vont tempérer les flux migratoires vers l'extérieur.	<ul style="list-style-type: none"> - 3,6 millions de jeunes pourront bénéficier d'opportunités d'emplois d'ici à 2019 (soit 830.000 emplois directs et 2,7 millions d'emplois indirects et induits) ; - 2,2 millions de personnes formées pour des emplois spécifiques ; 0,5 million de personnes ont un meilleur accès à l'éducation d'ici à 2019.
	Le Groupe de la BAD va créer un laboratoire d'innovation et d'information pour trouver des solutions axées sur le marché en vue de permettre la conception d'opérations et de politiques génératrices d'emplois; imaginer de nouvelles idées pour accélérer l'emploi et l'entrepreneuriat ; et fournir une formation et d'autres types d'appuis aux entrepreneurs.	<ul style="list-style-type: none"> - Création du laboratoire d'ici à fin 2017. - Au moins 10 projets de la Banque/pays FAD bénéficient d'un appui du laboratoire à l'écosystème d'ici à 2019. - Au moins 10 incubateurs d'entreprises renforcés (avec les compétences nécessaires, le financement, le mentorat, etc.) suite au lancement des activités du laboratoire d'ici la RMP.
5.2 <i>Améliorer le bien-être et les moyens de subsistance grâce à une gestion durable de l'eau et de l'assainissement.</i>	Le FAD va mobiliser et investir des ressources additionnelles en faveur d'infrastructures et de services intégrés d'alimentation en eau résistants au changement climatique.	<ul style="list-style-type: none"> - Interventions dans le secteur de l'eau et l'assainissement dans les pays FAD en faveur de 1,7 millions de personnes d'ici la RMP et de 4,4 millions de personnes d'ici à 2019.
6. DOMAINES STRATÉGIQUES TRANSVERSAUX		
Changement climatique		
6.1 <i>Investir dans le financement de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation du changement climatique et suivi.</i>	Le FAD doit augmenter substantiellement ses financements climatiques dans les pays éligibles.	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de 35 % des ressources du FAD affectées au financement climatique d'ici à 2019.
6.2 <i>Appuyer les pays pour réaliser leur Contribution prévue déterminée au niveau national (INDC).</i>	Le FAD fournira une assistance technique et des conseils stratégiques aux pays FAD.	<ul style="list-style-type: none"> - 10 opérations dans 10 pays FAD d'ici la RMP, suivies de 28 opérations dans 28 pays FAD d'ici à 2019.
Genre		
6.4 <i>Renforcer l'intégration du genre dans les opérations et s'engager à assurer l'autonomisation économique des femmes dans tous les domaines stratégiques des Top 5 pour plus d'égalité hommes-femmes.</i>	Le FAD va renforcer l'intégration du genre dans toutes les nouvelles opérations grâce à l'amélioration des outils et des stratégies de mesure.	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation systématique du Système d'indicateur du genre d'ici à fin 2017.

6.5 <i>S'engager à assurer l'autonomisation économique des femmes dans tous les domaines stratégiques des Top 5.</i>	À travers le Programme de Discrimination positive en matière de financement pour les femmes d'Afrique (AFAWA), la Banque va s'attaquer aux défis que les femmes entrepreneures doivent surmonter pour accéder aux financements.	<ul style="list-style-type: none"> - 4 opérations d'investissement avec la mobilisation de bailleurs de fonds conjoints dans des pays FAD d'ici la RMP et 8 investissements d'ici à 2019. - 4 opérations de développement des compétences/formation, appui aux réformes, accès à l'information/au mentorat, ou produits/diffusion du savoir à l'appui des femmes d'affaires et des femmes entrepreneures d'ici la RMP et 8 opérations d'ici à 2019.
6.6 <i>Créer un Portail de données statistiques sur le genre pour consolider l'établissement de rapports sur les données et l'évaluation des résultats.</i>	Le FAD va créer un Portail de données statistiques sur le genre qui permettra aux membres du personnel d'obtenir des données sur les indicateurs en matière de genre, d'accéder à des graphiques prêts à être présentés et de suivre l'impact de leurs opérations sur les résultats en matière de genre. En outre, la Banque poursuivra ses travaux sur l'indice du genre, en collaboration avec la CEA, en vue de concevoir un indice conjoint actualisé de l'égalité du genre en Afrique.	<ul style="list-style-type: none"> - Inclusion des indicateurs de genre révisés dans le Cadre d'évaluation des résultats et lancement du Portail de données statistiques sur le genre, parallèlement à l'Indice conjoint actualisé de l'égalité du genre en Afrique qui sera disponible d'ici à 2019.
Fragilité		
6.7 <i>Approfondir la compréhension de la fragilité et de la résilience en Afrique.</i>	Le Groupe de la Banque doit rendre systématique le déploiement du nouvel outil d'évaluation de la résilience et de la fragilité des pays (CRFA).	<ul style="list-style-type: none"> - Le CRFA est utilisé dans tous les pays FAD d'ici la RMP et d'ici à 2019. - Deux rapports annuels du CRFA pour les pays FAD d'ici la RMP et d'ici à 2019. - Le CRFA sera utilisé pour la conception des nouvelles opérations dans les pays en situation de fragilité.
6.8 <i>Travailler en partenariat pour améliorer les prestations dans des environnements non sécurisés.</i>	Procéder à des évaluations et des opérations conjointes avec les partenaires au développement dans les pays FAD éligibles.	<ul style="list-style-type: none"> - 3 évaluations et opérations conjointes avec les principaux partenaires multilatéraux et bilatéraux d'ici à 2019.
6.9 <i>Soutenir le développement du secteur privé dans les pays affectés par des situations de fragilité.</i>	Augmenter les ressources en faveur du secteur privé dans les pays confrontés à des situations de fragilité.	<ul style="list-style-type: none"> - Accorder au moins 50 % des nouvelles approbations de la FSP aux pays ayant une notation souveraine supérieure (pire que) ou égale à « B » sur l'échelle de notation interne du risque de la Banque (4-).
Gouvernance		
6.11 <i>Intensifier le dialogue sur les politiques et le partage des connaissances sur la gouvernance et les questions macroéconomiques (ECON).</i>	Le Groupe de la Banque va intensifier son dialogue sur les politiques et son engagement dans le plaidoyer sur la gouvernance, les questions macroéconomiques et le leadership en matière de savoir.	<ul style="list-style-type: none"> - Les questions de gouvernance font partie intégrante de 25 Documents de stratégie pays d'ici à 2019. - Appui à 10 pays pour entreprendre des réformes de gouvernance et macroéconomiques d'ici la RMP, de même qu'à 25 pays d'ici à 2019. - Au moins 8 travaux du savoir (déclarations de politique générale, études économiques et sectorielles/thématiques) pour éclairer les réformes stratégiques nationales entreprises.

6.12 <i>Accroître la mobilisation de ressources nationales et lutter contre la corruption et les flux financiers illicites (FFI) (ECON).</i>	Le FAD va accélérer ses interventions visant à développer les capacités internes des PMR à améliorer leurs résultats à cet égard, en mettant un accent particulier sur les mesures destinées à augmenter les recettes budgétaires et à réduire les pertes de revenu occasionnées par la corruption et les flux financiers illicites. La gestion optimale des revenus générés par les ressources naturelles fera l'objet d'une attention toute particulière.	- Au moins 8 PMR enregistrent une hausse de 10 % du ratio des recettes au PIB d'ici à 2019.
6.13 <i>Appuyer les mesures visant l'amélioration du climat des affaires (ECON, OFSD, OPSD).</i>	Le Groupe de la Banque va soutenir les réformes stratégiques et réglementaires visant à créer un climat compétitif et propice aux affaires.	- 8 PMR bénéficient d'un appui d'ici la RMP et 15 PMR, d'ici à 2019.

II. EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT ET GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS		
OBJECTIFS	ENGAGEMENTS / MESURES CONTRÔLABLES	RÉSULTATS / ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS
7.1 7.1 Renforcer l'évaluation des résultats, la responsabilité et l'acquisition de connaissances opérationnelles.	Le Groupe de la BAD produira des rapports sur les résultats obtenus dans les pays FAD en diffusant des données désagrégées et des publications.	- Revue annuelle sur l'efficacité du développement publiée en 2017, 2018 et 2019.
7.2 Évaluer le nombre d'emplois créés grâce aux opérations de la Banque et à l'amélioration de la base de connaissances servant à éclairer les opérations à l'appui de l'emploi (ORQR).	Le Groupe de la BAD va adopter une approche axée sur l'impact sur le développement, afin de mieux évaluer la portée de sa contribution à la création d'emplois directs, indirects et induits.	- Le Groupe de la BAD va suivre chaque année le nombre d'emplois créés dans les pays FAD sous l'effet de tous ses investissements dans des interventions.
	Le Groupe de la BAD va élaborer et tenir à la disposition des pays FAD un Indice de la facilitation de l'emploi des jeunes.	- Indice disponible d'ici à 2017.
7.3 Gérer pour obtenir des résultats en matière de développement.	Le Groupe de la BAD va élaborer, piloter et déployer un système intégré de planification et de suivi des résultats pour les opérations non souveraines dans les pays FAD, et concevoir une méthode de notation basée sur les preuves, tout au long du cycle opérationnel.	- Intégration des nouveaux outils axés sur les résultats dans le cycle de projet des opérations non souveraines d'ici à 2019.
	La Direction du Groupe de la Banque va optimiser l'efficacité des résultats en matière de développement des opérations du Groupe de la Banque grâce à l'amélioration de la gestion de la performance dans toute l'institution.	- Une série de nouveaux indicateurs institutionnels clés de performance mise en œuvre d'ici à 2017.

III. ALLOCATION DE RESSOURCES ET GESTION FINANCIÈRE		
OBJECTIFS	ENGAGEMENTS / MESURES CONTRÔLABLES	RÉSULTATS / ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS
8.1 <i>Mettre en œuvre le cadre d'allocation de ressources du FAD-14.</i>	Les responsables du Fonds vont mettre en œuvre le cadre d'allocation des ressources du FAD-14 comme convenu avec les Plénipotentiaires.	- Approbation par le Conseil du FAD des ajustements convenus du cadre d'allocation des ressources du FAD-14 d'ici au 2 ^e trimestre 2017.

IV. CAPACITÉ & EFFICACITÉ INSTITUTIONNELLE POUR RÉALISER LES OBJECTIFS DES TOP 5		
OBJECTIFS	ENGAGEMENTS / MESURES CONTRÔLABLES	RÉSULTATS / ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS
9.1 <i>Restructurer l'organisation pour réaliser les Top 5.</i>	La BAD va élaborer et lancer son nouveau modèle de développement et de prestation de services.	- Les changements organisationnels sont acceptés par le Conseil et mis en œuvre au Siège et dans les Pôles régionaux d'ici le mois de juin 2017.
	La BAD va pourvoir tous ses postes d'encadrement supérieur (PL 2 et au-delà) et réduire ainsi le taux des postes vacants.	- Tous les postes d'encadrement supérieur sont pourvus d'ici le mois de juin 2017 et le taux des postes PL vacants est ramené en-dessous de 10 % au moment de la RMP.
	La BAD va signer des contrats de performance avec tous ses cadres supérieurs.	- 100 % des contrats de performance signés d'ici le mois de mars 2017.
	La BAD va élaborer et mettre en œuvre une nouvelle Stratégie de gestion des personnes et un Cadre stratégique pour la gestion des ressources humaines en vue de réaligner et de renforcer les procédures institutionnelles des RH en matière de gestion des talents et de la performance, d'apprentissage & de récompense du développement et de l'aménagement des carrières et de leadership.	- Présentation de la nouvelle Stratégie de gestion des personnes au Conseil d'ici le mois de juin 2017.
9.2 <i>Améliorer l'efficacité et l'efficience de la Banque en matière de développement.</i>	La BAD va adopter un cadre d'optimisation des ressources pour améliorer son efficacité et son efficience, et pour orienter ses réformes.	- Adoption du cadre d'ici au 2 ^e trimestre 2017.
9.3 <i>Renforcer et maintenir sa présence dans des environnements non sécurisés.</i>	Le Groupe de la BAD va renforcer la présence physique de son personnel dans les environnements fragiles.	- Augmentation de la capacité d'accueil du personnel présent physiquement dans les Directions régionales et les bureaux nationaux, pour assurer un appui coordonné aux pays en transition. - Rapport aux Plénipotentiaires d'ici la RMP du FAD-14 et d'ici à fin 2019.

Annex II: Situation et modalités de prêt prévisionnelles pour les pays bénéficiaires du FAD

L'éligibilité aux ressources du FAD continuera d'être déterminée à la fois par le RNB brut par habitant et la solvabilité du pays. Les analyses annuelles de la soutenabilité de la dette vont déterminer le risque de surendettement de chaque pays bénéficiaire et définir les modalités de financement appropriées. Comme indiqué dans la Politique de crédit du Groupe de la BAD, qui est identique à celle de la Banque mondiale, la solvabilité et le revenu serviront à classer les pays dans les catégories suivantes :

- **Catégorie A.** Les pays qui ne sont pas jugés solvables pour les ressources non concessionnelles et dont le revenu est inférieur au seuil opérationnel auront accès uniquement aux ressources du FAD. Les pays qui ne sont pas jugés solvables pour les ressources non concessionnelles mais dont le revenu est supérieur au seuil opérationnel (pays atypiques) pourront bénéficier uniquement des ressources du FAD selon des modalités de financement modifiées, qui sont identiques à celles des pays à financement mixte.
- **Catégorie B.** Les pays jugés solvables pour les ressources non concessionnelles et dont le revenu est inférieur au seuil opérationnel auront accès à une combinaison de ressources de la BAD et du FAD selon des modalités de financement modifiées (financement mixte).
- **Catégorie C.** Les pays jugés solvables pour les ressources non concessionnelles et dont le revenu est supérieur au seuil opérationnel auront accès uniquement aux ressources de la BAD.

La règle d'éligibilité des pays de la Catégorie A comptera trois exceptions: i) l'accès au guichet du secteur privé de la Banque ; ii) l'accès aux ressources non concessionnelles pour les projets enclavés, à condition que ces projets répondent aux critères définis dans la Politique du Groupe de la Banque relative aux projets enclavés ; et iii) l'accès aux ressources non concessionnelles en application de la politique de 2014 sur la diversification des produits de la Banque afin de permettre aux pays exclusivement FAD éligibles d'accéder au guichet souverain de la BAD.

Durant le cycle du FAD-14, les Plénipotentiaires ont convenu de continuer d'utiliser la classification et les conditions de financement différenciées par pays introduites dans le cadre du FAD-13 :

- **Classification des pays.** Les pays non atypiques exclusivement FAD seront classés dans deux sous-groupes (les pays exclusivement FAD « ordinaires » et « avancés ») en fonction de leur RNB par habitant, où les pays ayant un RNB par habitant (la méthode Atlas) supérieur à la moyenne de l'ensemble des pays exclusivement FAD non atypiques sont inclus dans le groupe des pays « avancés », et tous les pays ayant un RNB par habitant inférieur à la moyenne sont classés dans le groupe des pays « ordinaires ».
- **Conditions de financement différenciées et durcies.** Des conditions de prêt différenciées seront appliquées aux pays exclusivement FAD ordinaires et avancés ainsi qu'aux pays à financement mixte, aux pays atypiques et aux pays en transition. Les nouvelles conditions de prêt ne seront appliquées qu'aux nouveaux prêts FAD et elles ne s'appliqueront qu'à la portion des ressources allouée sous forme de prêts aux pays jugés à risque modéré ou faible de surendettement, selon les critères du cadre de soutenabilité de la dette du Fonds monétaire international/de la Banque mondiale (CSD) (pays « verts » ou « jaunes »). Exceptionnellement, les conditions de prêt « ordinaires » du FAD seront appliquées à l'ensemble des États éligibles aux prêts du Pilier I de la FEF.

La classification, le regroupement, l'éligibilité aux prêts et les conditions de financement des pays seront réexaminés chaque année au début du processus d'allocation ABP.

Pays	Classification & Conditions de prêt				Pilier I [†] FAT	ASD
	2016	2017 [±]	2018 [±]	2019 [±]		
Bénin	■ Avancé	■ Avancé	■ Avancé	■ Avancé		■ Vert
Burkina Faso	■ Ordinaire	■ Avancé	■ Avancé	■ Avancé		■ Jaune
Burundi	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■	■ Rouge
Cameroun	● Mixte	● Mixte	● Mixte	● Mixte		■ Rouge
Rép. centrafricaine	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■	■ Rouge
Tchad	■ Avancé	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■	■ Rouge
Comores	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■	■ Jaune
Côte d'Ivoire	□ Mixte	□ Mixte	□ Mixte	□ Mixte		■ Jaune
Rép. dém. du Congo	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■	■ Jaune
Djibouti	□ Mixte	□ Mixte	□ Mixte	□ Mixte	■	■ Rouge
Érythrée	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire		■ Jaune
Éthiopie	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire		■ Jaune
Gambie	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire		■ Jaune
Ghana	□ Mixte	□ Mixte	● Mixte	● Mixte		■ Rouge
Guinée	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire		■ Jaune
Guinée-Bissau	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■	■ Jaune
Kenya	● Mixte	● Mixte	● Mixte	● Mixte		■ Vert
Lesotho	□ Mixte	□ Mixte	□ Mixte	□ Mixte		■ Jaune
Liberia	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■	■ Jaune
Madagascar	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■	■ Jaune
Malawi	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire		■ Jaune
Mali	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■	■ Jaune
Mauritanie	■ Avancé	■ Avancé	■ Avancé	■ Avancé		■ Rouge
Mozambique	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire		■ Jaune
Niger	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire		■ Jaune
Nigeria	▲ Mixte	▲ Mixte	▲ Mixte	▲ Mixte		■ Vert
Rwanda	■ Ordinaire	■ Avancé	■ Avancé	■ Avancé		■ Vert
São Tomé et Príncipe	□ Mixte	□ Mixte	□ Mixte	□ Mixte		■ Rouge
Sénégal	■ Avancé	● Mixte	● Mixte	● Mixte		■ Vert
Sierra Leone	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■	■ Jaune
Somalie	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■	■ Rouge
Soudan du Sud	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■	■ Jaune
Soudan	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	□ Mixte	■	■ Rouge
Tanzanie	■ Ordinaire	■ Avancé	■ Avancé	■ Avancé		■ Vert
Togo	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■	■ Jaune
Ouganda	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire		■ Vert
Zambie	● Mixte	● Mixte	● Mixte	▲ Mixte		■ Jaune
Zimbabwe	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■ Ordinaire	■	■ Rouge

± La classification des pays et les conditions de prêt qui leur sont appliqués sont basées sur les prévisions actuelles et peuvent être révisées tous les ans durant le cycle du FAD-14, au début de chaque exercice d'ABP.

† L'éligibilité au Pilier I de la FAT est basée sur un examen préalable. Une évaluation détaillée de l'éligibilité pays par pays sera présentée au Conseil d'administration avant le début du cycle du FAD-14.

Classification des pays

- Éligible pour la FAT
- Exclusivement FAD (catégorie A)
- Atypique (catégorie A)
- Financement mixte (catégorie B)
- ▲ En transition vers BAD (catégorie C)
- ▲ Exclusivement BAD (catégorie C)

Conditions de financement différenciées et durcies

	Échéance (Années)	Délai de grâce (Années)	Taux d'intérêt (%)
Avancé	40	5	–
Ordinaire	40	10	–
Mixte	30	5	1

Annex III: Cadre d'allocation basé sur la performance au titre du FAD-14

Processus de calcul de l'ABP

L'allocation annuelle des ressources ABP aux pays éligibles au FAD suit un processus à trois étapes. Premièrement, une allocation de base est allouée à chaque pays à l'aide de la formule ABP. Deuxièmement, les modalités de financement propres à chaque pays sont déterminées au moyen du cadre conjoint Banque mondiale/FMI de soutenabilité de la dette (CSD). Troisièmement, l'allègement de dette consenti aux pays éligibles -au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)- est déduit de leurs allocations et les fonds de remplacement fournis par les donateurs sont réaffectés à tous les pays à financement exclusivement FAD (y compris aux pays atypiques) sur la base de la formule ABP.

Première étape : Allocations de base (application de la formule ABP)

La formule ABP s'appuie sur deux déterminants : les besoins et la performance des pays. Les besoins sont constitués par le revenu national brut par habitant (RNB) ; la population (Pop) ; et le déficit d'infrastructure tel qu'évalué par l'Indice de développement des infrastructures en Afrique (AIDI). La performance est obtenue par l'évaluation de la performance du portefeuille du pays (EPP), qui s'appuie essentiellement sur les scores des groupes (A, B, C, D et E) de l'Évaluation des politiques et des institutions des pays (EPIP) et l'Évaluation de la performance du portefeuille (EPP). La formule ABP est la suivante :

$$A = EPP^{4,125} \times RNB/p^{-0,125} \times Pop^1 \times AIDI^{-0,25} \quad (1)$$

$$EPP = \begin{cases} 0,20 \times EPIP_{ABC} + 0,58 \times EPIP_D + 0,06 \times EPIP_E + 0,16 \times NPPP \\ 0,36 \times EPIP_{ABC} + 0,58 \times EPIP_D + 0,06 \times EPIP_E \text{ si pas de portefeuille} \end{cases} \quad (2)$$

Où, pour un pays donné :

- A est la clé de répartition pour calculer l'allocation ABP
- EPP est l'évaluation de la performance du pays
- $EPIP_{ABC}$ est la moyenne des scores des groupes A, B et C de l'EPIP pour ce pays
- $EPIP_D$ est le score du groupe D de l'EPIP (gouvernance)
- $EPIP_E$ est le score du groupe E de l'EPIP
- $NPPP$ est la notation de l'évaluation de la performance du portefeuille des opérations en cours
- RNB/p est la moyenne mobile de son revenu national brut par tête (en US\$)
- Pop est la population du pays (en millions d'habitants)
- $AIDI$ est la notation de l'indice de développement des infrastructures en Afrique

Encadré III-1 : Ajustements de l'ABP au titre du FAD-13

Dans le cadre du FAD-13, le système d'ABP a été ajusté pour mieux l'aligner sur les priorités opérationnelles du FAD et sur la mission du Groupe de la Banque. L'indice de développement des infrastructures en Afrique (AIDI), qui mesure le niveau de l'infrastructure de chaque pays, a été inclus dans la composante besoins de la formule avec un exposant négatif de -0,25. Ainsi, les pays ayant un gros déficit d'infrastructure vont pouvoir bénéficier de plus de ressources. S'agissant de la performance, un nouveau groupe de questions focalisées sur l'infrastructure et l'intégration régionale (Groupe E) a été intégré à l'EPIP avec un poids de 6 %.

Afin de préserver l'équilibre entre la performance et les besoins, l'exposant de la composante performance a été relevé, pour passer de 4 à 4,125. Les poids effectifs de l'EPIP du Groupe D (gouvernance) et de la NPPP demeurent inchangés, à savoir 58 % et 16 % respectivement. En l'absence d'un portefeuille d'opérations du Groupe de la Banque dans un pays, le poids de la NPPP est intégré dans celui du score EPIP_{ABC}.

Deuxième étape : Utilisation du cadre de soutenabilité de la dette (CSD) et l'approche du volume modifié (AVM)

Le CSD est utilisé pour déterminer le risque de surendettement de chaque pays. Pour chaque pays, une analyse de la soutenabilité de la dette (ASD) est effectuée sur la base de deux critères : la solidité institutionnelle et la qualité des politiques visant à résister au surendettement ; et les indicateurs du fardeau de la dette par pays (à savoir la valeur actualisée nette du ratio dette/produit intérieur brut, la valeur actualisée nette du ratio dette/exportations et le ratio service de la dette/exportations). Les pays sont classés en trois catégories de « feux de signalisation », le rouge indiquant un risque de surendettement élevé, le jaune un risque modéré, et le vert, un risque faible. Les pays de la catégorie « feu rouge » peuvent bénéficier de 100 % de dons, ceux de la catégorie « feu vert » de 100 % de prêts et ceux de la catégorie « feu jaune » d'une combinaison de 50 % de dons et 50 % de prêts. Les pays atypiques, les pays à financement mixte et les pays en transition ne sont pas éligibles à des dons, quel que soit leur statut ASD.

Comme ce fût le cas pour le FAD-12 et pour le FAD-13, la formule du volume modifié a été appliquée pour le calcul des allocations ABP au titre du FAD-14. Cette formule vise essentiellement à couvrir en amont le manque à gagner du FAD et les frais administratifs afférents aux allocations sous forme de dons, et à renforcer la structure incitative du système d'ABP. La formule du volume modifié consiste à appliquer une réduction de 20 % à tous les dons. Cette réduction se décompose en deux : une portion de 13,33 % liée aux commissions pour couvrir le manque à gagner du FAD et les frais administratifs afférents aux allocations sous forme de dons ; et une portion de 6,67 % liée à l'incitation pour renforcer la structure incitative du système d'ABP. La portion de la réduction liée à l'incitation est réaffectée à tous les pays exclusivement FAD et aux pays atypiques, à l'aide de la formule d'allocation ABP. Les États fragiles ne sont pas concernés par cette réallocation.

Troisième étape : Abattement au titre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) et appoint de l'allocation minimum

Les pays remplissant les conditions requises pour bénéficier d'une annulation de dette au titre de l'IADM voient l'allègement de la dette qu'ils reçoivent (à savoir leur manque à gagner en paiements du service de la dette) déduit de leur allocation par le mécanisme de déduction. Les ressources dégagées ainsi par les donateurs en faveur du FAD en compensation de l'annulation de la dette au titre de l'IADM sont réaffectées à tous les pays exclusivement FAD (y compris les pays atypiques), au moyen du système d'ABP en utilisant les allocations de base résultant de la première étape du processus.

Après cette étape du processus, tout pays dont l'allocation est inférieure au montant minimum de 5 millions d'UC par an se verra affecté un montant supplémentaire permettant de ramener son allocation au niveau minimum. Cette disposition ne s'applique pas aux pays en transition vers un statut mixte ou vers un statut exclusivement BAD.

Annex IV: Méthodologie pour déterminer les ressources du Pilier I de la FAT

Quand un pays remplit les conditions pour bénéficier des ressources de la FAT et après l'approbation du Conseil d'administration, il perçoit la totalité de son allocation au titre du Pilier I en début de cycle du FAD. Les allocations sont calculées sur la base de la moyenne des deux allocations de base les plus élevées des trois allocations reçues au titre de l'ABP durant le cycle précédent du FAD. Un appoint égal à l'allocation multipliée par 2 (par 1,5 pour les bénéficiaires au titre du troisième cycle, hors apurement antérieur aux arriérés et pays nouvellement participants) est appliqué à cette moyenne.

Ensuite, pour les pays bénéficiaires d'une assistance au titre du troisième cycle, plusieurs paramètres et taux d'abattement connexes ont été appliqués afin de supprimer progressivement l'appui apporté au titre du Pilier I, notamment :

- (i) Score moyen de l'EPIP BAD/Banque mondiale pour évaluer la performance par rapport à la note de référence de fragilité établie à 3,3 (à savoir 10 % de réduction sur l'allocation brute au titre du Pilier I si un pays a un score EPIP supérieur à 3,3) ;
- (ii) Revenu national brut par tête sur la base de la parité de pouvoir d'achat (20 % d'abattement si le montant est supérieur à 500 US\$ et 30 % d'abattement pour un montant supérieur à 1 000 US\$) ;
- (iii) Durée du réengagement, y compris l'engagement préalable à la FAT au titre de la Facilité en faveur des pays post-conflit (30 % d'abattement si l'engagement remonte au-delà de 6 ans).

Une allocation supplémentaire minimale de 15 millions d'UC et un montant maximal de 60 millions d'UC sont fixés par pays. Ces plafonds peuvent être relevés si les donateurs apportent effectivement des contributions volontaires additionnelles.

Annex V: Principaux éléments du Cadre de financement du FAD-14

Les Plénipotentiaires ont approuvé les hypothèses de la Capacité d'engagement anticipé, les instruments de financement innovants, les modalités techniques des procédures de souscription ainsi que les modalités et conditions du Cadre de financement du FAD-14 comme suit :

I. Capacité d'engagement anticipé

Tableau VII-1 : Hypothèses de base qui sous-tendent la Capacité d'engagement anticipé au titre du FAD-12

Hypothèses	Description	FAD-13	FAD-14
Cadre de liquidité du programme d'AEA	<p>Lors de la conceptualisation du programme d'AEA en 2005 au cours du FAD-10, la liquidité éligible du Fonds incluait les portefeuilles de placement détenus jusqu'à échéance (HTM).</p> <p>Pour le FAD-13, les portefeuilles HTM étaient inclus dans le calcul de la liquidité.</p> <p>Pour le FAD-14, les portefeuilles HTM et HTM-ACE ont été exclus. Seuls les titres arrivant à échéances sont inclus dans le calcul de la liquidité du Fonds au cours du temps.</p>	Liquidité AEA fusionnée avec la liquidité des bailleurs	
		Portefeuille de transactions +61% HTM+100% HTM-AEA inclus dans la liquidité de la CAE	Portefeuille de transactions + seulement les HTM en phase d' <u>amortissement</u> & HTM-ACE Inclus dans la liquidité de la CAE
Niveau prudentiel minimum de liquidité annuelle pour la CAE	Pour se conformer à la politique de liquidité du Fonds, le niveau de liquidité est maintenu à un pourcentage des décaissements prévus pour les trois années suivantes.	75%	75%
Niveau prudentiel minimum pour la liquidité annuelle utilisée dans la détermination de l'engagement		62,50%	62,50%
Calendrier d'encaissement standard	Le calendrier standard d'encaissement sur 10 ans pour le FAD-14 est révisé pour tenir compte du profil mis à jour de décaissement des prêts – notamment pour les activités à décaissement rapide (Facilité d'appui aux Etats en transition et Facilité de rehaussement du crédit du secteur privé). Par conséquent, la maturité moyenne pondérée (en années) du programme d'encaissement standard a été réduite.	4,6	4,3
Accroître les contributions des bailleurs dans les reconstitutions futures	Pour établir la CEA pour le scénario de base, l'hypothèse conservatrice utilisée pour les souscriptions des bailleurs pour les prochaines reconstitutions est un maintien du niveau des souscriptions en termes réels. Le montant nominal des contributions des donateurs devrait connaître une augmentation équivalente aux taux cumulés d'inflation (pour les droits de tirage spéciaux – DTS) de la période de reconstitution précédente.	6,84%	0,00%

Encaissement accéléré par reconstitution	Encaissement accéléré attendu qui devrait être perçu dans une reconstitution en pourcentage du programme d'encaissement standard.	20%	20%
Part des dons dans la reconstitution	Le niveau de dons dans la reconstitution est déterminé par l'analyse de la soutenabilité de la dette des pays éligibles au FAD. La part des dons dans le FAD-13 est basée sur le niveau de dons observés pendant le FAD-12, ajustés par rapport aux changements probables.	33,45%	37,10%
Montant d'approbation l'année de signature	Pourcentage de projets signés/engagés dans l'année qui a suivi leur approbation.	15%	60%
Profil de décaissement	La maturité moyenne pondérée (en années) de décaissement des prêts a été révisée à la baisse du fait des initiatives de décaissement rapide.	5,2	4,8
Annulations de prêts retournant dans le pool de liquidités	Le modèle suppose un certain niveau d'annulations en termes nominaux, en millions d'UC. Au cours du FAD-12, la politique d'annulation des prêts a été modifiée de tel sorte que seuls 30% des annulations de prêts sont réinjectées dans le pool de liquidités tandis que les 70% restants restent affectés au pays. De même, pour le FAD-13, nous avons supposé que seuls 30 millions d'UC (30% des annulations brutes de l'ordre de 100 millions d'UC) retourneraient au pool de liquidités utilisé pour estimer la CAE. Ceci demeure inchangé pour le FAD-14.	30%	30%
Facteur de sensibilité aux décaissements	Pour tenir compte de la compensation des dons et des annulations de prêts en valeur nominale, en millions d'UC.	93,60%	95,14%
Pourcentage de la compensation reçue au titre l'initiative multilatérale d'annulation de la dette (IADM)	Outre les contributions régulières, les bailleurs devraient fournir des contributions supplémentaires au cours des prochaines reconstitutions en vue de couvrir 100% des coûts de l'IADM pour les pays éligibles selon une logique de paiement au moment du départ. Sur la base du taux de récupération historique au titre de l'IADM, le modèle suppose un pourcentage de contributions qui seront reçues au titre des compensations de l'IADM pour le FAD-14 et les futures reconstitutions.	98,3% (y compris un retard de 7,2%)	98% (y compris un retard de 10%)

Frais d'avance sur les dons	Outre les contributions régulières, les bailleurs se sont accordés pour financer 100% des pertes en termes de remboursement du capital causées par les dons au travers de contributions additionnelles pour les futures reconstitutions, selon le principe de paiement au moment du départ. Les frais perdus sur les revenus sont compensées au travers de déductions sur le volume des dons. La compensation en avance du FAD-14 sera ajustée lorsque le taux d'escompte de la reconstitution aura été fixé.	15%	13%
Pourcentage d'augmentation des dépenses administratives	Ces dépenses sont basées sur les programmes budgétaires approuvés et devraient connaître une augmentation annuelle de l'ordre du pourcentage indiqué.	3%	3%
Transferts annuels de la BAD	Transferts annuels du revenu net de la BAD, en millions d'UC	47	35
Facteur de sensibilité au remboursement	Pour tenir compte des remboursements retardés de la part des pays ayant des arriérés auprès du Fonds, les flux de remboursement sont maintenus à un pourcentage constant des remboursements attendus des prêts.	95%	95%
Taux de retour sur investissement	Taux annuel de retour sur investissement du portefeuille	2,65%	1,31%
CAE estimée (hors instruments financiers innovants)	Niveau de CAE résultant du modèle en millions d'UC	976	238

II. Instruments de financement innovants

Les participants ont convenu d'inclure les deux instruments de financement innovants suivants dans le Cadre de financement du FAD-14 : le prêt concessionnel des donateurs et le prêt-relais.

Tout en s'engageant à préserver la viabilité financière à long terme du FAD, les participants ont convenu que ces deux instruments seraient sous-tendus par les principes de base suivants :

Protection de la composante don du FAD et additionnalité (pas d'effet de substitution). Les participants ont souligné l'importance du plafond appliqué à la portion globale du financement octroyée sous forme de prêts concessionnels, et convenu que les donateurs qui accordent des prêts concessionnels au titre du FAD-14, fournissent au moins 80 % du montant de leur contribution de base au titre du FAD-13 en UC et ciblent au moins le montant de leur contribution de base au titre du FAD-13 sous forme de don.

Juste reconnaissance des donateurs qui octroient des prêts concessionnels. Les participants ont reconnu que les donateurs qui accordent des prêts concessionnels devraient bénéficier d'une juste reconnaissance de leur part des charges et avoir des droits de vote basés sur l'élément de libéralité du prêt.

Pas d'affectation spéciale du produit des prêts concessionnels. Les participants ont fait observer que le produit des prêts ne serait pas affecté à des fins particulières, mais qu'il serait versé au pool de ressources globales du FAD, en vue d'être transféré directement aux bénéficiaires du FAD, soit sous forme de dons ou de crédits FAD.

a) Prêt concessionnel des donateurs (PCD)

Les PCD sont des prêts accordés au FAD par un partenaire au développement à des taux d'intérêt nettement inférieurs à ceux du marché, pour compléter les ressources disponibles sous forme de dons dans le cadre d'un cycle de reconstitution spécifique.

Les participants ont approuvé les conditions générales des PCD au titre du FAD-14 comme suit :

- **Échéance** : au minimum 35 ans – de préférence 40 ans, pour l'aligner le plus étroitement possible sur les conditions de prêt du FAD.
- **Délai de grâce** : le délai de grâce sera de 5 ans au minimum. Un délai de grâce plus long serait aussi acceptable.
- **Taux d'actualisation** : il a été convenu d'appliquer un taux d'actualisation de 2,65% (en DTS) pour le calcul de l'élément don des PCD.
- **Calendrier de remboursement** : Le remboursement commencerait après le délai de grâce – un calendrier de remboursement basé sur un amortissement linéaire serait appliqué, il serait étroitement aligné sur les modalités de remboursement des crédits FAD sous-jacents.
- **Taux d'intérêt appliqué aux emprunts** : L'idéal serait un taux de 0 % en devises – avec un taux maximum de 0,5% après swap en euro et en dollar tels qu'indiqués au tableau ci-dessous. Les PCD incluraient un taux net équivalent en UC de 1 % au maximum. Ce taux d'intérêt nominal pourrait également être obtenu en accordant des dons additionnels pour permettre la compensation des intérêts. Les participants ont convenu des taux d'emprunt maximum définis dans le tableau ci-après :

Tableau V-2: Taux maximum d'emprunt pour les PCD

Maturité ciblée	Devise	Taux actuel du marché	Taux <u>maximum</u> d'emprunt des <u>PCD</u>
40 ans – dont une période de grâce de 5 ans	EUR*	N/A	+0,50%
	USD*	N/A	+0,50%
	JPY **	-0,35%	-0,50%
	GBP**	+0,82%	+0,75%
	CAD**	+1,56%	+1,00%

*Non applicable pour l'euro et le dollars US dans la mesure où le fonds ne devra pas swapper les PCD libellés dans ces devises.

**Sur base d'un objectif de taux maximum après swap de 0,5% en euro.

- **Devises** : Le FAD accepterait des PCD dans toute monnaie incluse.
- **Paieement anticipé** : le FAD pourrait payer d'avance tout ou partie de l'encours des PCD sans pénalité.
- **Annulation** : Le FAD peut annuler, sans pénalité, – tout ou partie – des prêts qui lui ont été accordés.
- **Tirage** : Le FAD peut tirer sur les CDL, dans le cadre du cycle du FAD-14, à raison de 3 tranches au maximum, mais de préférence en une seule tranche, pour se donner plus de flexibilité dans la gestion de sa liquidité.

Il est entendu que les PCD sont autofinancés et sur base des remboursements des crédits de la part des pays FAD mixtes et en transition approuvés durant le cycle du FAD-14. Les pays qui contribuent au FAD sous la forme de dons uniquement ne supporteront pas les frais ni les risques associés aux PCD.

b) Prêt-relais (PR)

Les participants ont approuvé l'introduction du PR, qui a pour vocation d'améliorer le niveau général de liquidité du FAD et d'augmenter la capacité d'engagement anticipé, en engageant pendant les deux prochains cycles de reconstitution, les futures ressources générées en interne, au moment où la capacité d'engagement anticipé du Fonds devrait être faible. Le FAD va engager les ressources en début de cycle pour appuyer davantage d'opérations plus tôt dans les pays bénéficiaires, et il rembourserait le prêt à compter du cycle du FAD-16, lorsque les remboursements au Fonds sont censés dépasser le volume de sorties de fonds. A l'instar des CDL, les participants ont convenu que les bailleurs de fonds sous forme de PR bénéficient d'une reconnaissance de leur part des charges sur la base de l'élément don du prêt.

Néanmoins, les participants ont souscrit au fait que le produit des PR n'irait pas directement alimenter la capacité d'engagement du FAD-14 puisqu'il est constitué d'injections directes de ressources concessionnelles des donateurs dans le mécanisme global de capacité d'engagement anticipé du FAD, en vue de permettre d'engager plus tôt les futures ressources générées en interne.

Les participants ont approuvé les conditions générales appliquées aux PR au titre du FAD-14 comme suit :

- **Échéance** : au minimum une échéance de 20 ans - 40 ans serait le maximum.
- **Délai de grâce** : le délai de grâce serait au minimum de 10 ans.
- **Taux d'actualisation** : il a été convenu d'appliquer un taux d'actualisation de 2,65% (en DTS) pour le calcul de l'élément don des PR.
- **Calendrier de remboursement** : le remboursement commencerait après le délai de grâce – un calendrier de remboursement basé sur un amortissement linéaire serait appliqué.
- **Taux d'intérêt de l'emprunt en vigueur** : 0 % - le taux maximum étant fixé tel qu'indiqué au tableau ci-après :

Tableau V-3: Taux maximum d'emprunt pour les PR

Maturité ciblée	Devise	Retours sur investissements actuels	Taux d'emprunt <u>maximum</u> pour les BL
20 ans, dont une période de grâce de 10 ans	EUR	0,35%	0,20%
	USD	1,50%	1,00%
	JPY	0,15%	0,01%
	GBP	1,15%	0,75%
	CAD	1,25%	1,00%
	CNY	2,50%	1,00%

- **Devises** : Le FAD accepterait les PR dans toute monnaie.
- **Paiement anticipé** : Le FAD peut payer d'avance tout ou partie de l'encours des PR sans pénalité.
- **Annulation** : Le FAD peut annuler, sans pénalité, – tout ou partie – des prêts qui lui ont été accordés.
- **Tirage** : Le FAD va recevoir les PR, dans le cadre du cycle du FAD-14, de préférence en une tranche unique et au maximum en 3 tranches.

Les participants ont convenu que les CDL et les PR prendraient effet dès la signature d'un accord de prêt par les parties. Le cas échéant, les CDL et les PR prendront effet au paiement intégral inconditionnel du montant du don de compensation des intérêts. Un modèle d'accord de don figure à l'Annexe VI par souci de clarté pour les donateurs.

Procédures de souscription

Taux de change. Les souscriptions au FAD-14 peuvent être libellées en i) droits de tirage spéciaux (DTS), ii) dans l'une des devises composant le panier de DTS (US dollar, euro, yen, livre sterling ou renminbi), ou iii) dans la monnaie nationale de l'un des donateurs, à condition que cette monnaie soit librement convertible et que le taux d'inflation moyen des trois années précédentes n'ait pas excédé 10 % dans ce pays. Les Plénipotentiaires ont également convenu d'utiliser la moyenne DTS/taux de change de la période de 6 mois à compter du 3 avril 2016 comme référence pour déterminer les taux de change applicables à la reconstitution, qui seront mesurés au DTS synthétique, obtenu suite à la révision récente du DTS.

Païement. Les dates de paiement des souscriptions au FAD-14 sont fixées au 15 janvier de chaque année du cycle de reconstitution. Cela va atténuer la perturbation des opérations en assurant une capacité d'engagement adéquate durant les premiers mois de l'année, en particulier au cours des années où des engagements anticipés peuvent se produire. Le FAD reconnaît que certains donateurs, en raison de leurs procédures et processus législatifs internes, pourraient bien ne pas respecter ces dates butoir de paiement.

Encaissement. Les Plénipotentiaires ont convenu que le calendrier normal d'encaissement du FAD-14 serait modulé en fonction d'une analyse des tendances des décaissements des prêts et des dons du Fonds. Le calendrier d'encaissement, qui reste tout à fait conforme à la politique de liquidité du Fonds, est établi sur la base des principales hypothèses suivantes :

- Les souscriptions des donateurs seront engagées en trois tranches égales durant la période de reconstitution.
- Les décaissements au titre des projets de développement ordinaires et des opérations à l'appui de réformes suivront le profil historique des décaissements observé entre 2002 et 2015.
- Les enveloppes de ressources réservées à des initiatives spéciales comme la Facilité d'appui à la transition (FAT) ou la Facilité de rehaussement du crédit devraient représenter approximativement 20 % des contributions des donateurs et être intégralement remboursées sur une période de 3 ans. Ces enveloppes de ressources spéciales sont considérées comme des initiatives à décaissement accéléré.
- Aux fins d'établir le calendrier d'encaissement, conformément aux directives de la politique de liquidité du Fonds, le niveau de liquidité cible au cours d'une année donnée sera établi à 62,5 % de la moyenne mobile sur trois ans des décaissements nets. Ce niveau de liquidité cible constitue une réserve qui permet au Fonds de faire face à la fois aux décaissements plus rapides que prévu et aux écarts au niveau des encaissements des donateurs.

Sur la base des principales hypothèses précédentes, le Fonds a adopté le calendrier d'encaissement du FAD-14 tel que présenté au Tableau 1 et comparé au calendrier d'encaissement approuvé pour le FAD-13.

Tableau présentant le calendrier d'encaissement standard :

Calendrier d'encaissement standard du FAD			
<i>(% des Souscriptions des donateurs)</i>			
Calendrier sur 10 ans avec 20% de décaissement rapide sur 3 ans			
Année	Dons et prêts	Initiatives à décaissement rapide	Profil moyen
1	5,14	33,3	10,78
2	8,10	33,3	13,15
3	11,38	33,3	15,77
4	12,87		10,29
5	13,10		10,48
6	12,32		9,86
7	11,13		8,91
8	10,65		8,52
9	11,06		8,85
10	4,24		3,39
Total	100,0	100,0	100,0
Durée	5,0	1,5	4,3

Le rythme d'encaissement légèrement plus rapide traduit l'accroissement de la part des initiatives à décaissement accéléré lors des dernières reconstitutions du FAD.

Les donateurs qui en ont la possibilité, peuvent convenir, volontairement, d'encaisser leurs souscriptions selon un calendrier plus court, sur 4 ans, ou selon tout autre calendrier plus court que le calendrier normal d'encaissement de 10 ans, sous réserve que ces modalités ne soient pas moins favorables pour le Fonds. Les donateurs qui choisissent les calendriers d'encaissement plus courts doivent en informer le Fonds à l'avance, de préférence au cours de la session d'engagement, afin de laisser suffisamment de temps pour recalculer la capacité d'engagement anticipé.

Cadre d'encaissement accéléré. Depuis le FAD-9, les donateurs peuvent choisir d'accélérer le rythme d'encaissement de leurs souscriptions en optant pour un calendrier d'encaissement personnalisé. Les revenus générés par l'investissement de ces fonds reçus d'avance sont portés au crédit des donateurs sur la base d'un taux d'actualisation convenu d'avance. Ces crédits d'encaissement accéléré peuvent servir à couvrir ou à augmenter le niveau de la part des charges des donateurs, réduire l'écart technique de la

reconstitution, honorer d'autres engagements vis-à-vis du Fonds (telles que les compensations sous forme de dons ou les contributions à l'IADM) ou à effectuer des paiements en retard au titre de reconstitutions passées.

Un nouveau cadre d'encaissement accéléré a été mis en œuvre durant le FAD-13. Il a permis au Fonds de couvrir et de réduire sensiblement son exposition au risque de taux d'intérêt résultant de la mise en œuvre du programme d'encaissement accéléré. Ce nouveau cadre a effectivement protégé le Fonds des pertes liées au risque de taux d'intérêt découlant du programme, tout en lui permettant de bénéficier pleinement des remises ou des crédits d'encaissement accéléré accordés par le Fonds. Pour le FAD-14, il a été convenu de modifier le dispositif de traitement de l'encaissement accéléré pour éviter d'exposer le FAD au risque lié à l'environnement de taux d'intérêt négatifs qui prévaut dans certaines des principales devises.

Le Tableau présente l'encaissement accéléré révisé pour le FAD-14

Détails concernant le Cadre d'encaissement accéléré	
Devises éligibles:	<ul style="list-style-type: none"> • USD, EUR, GBP, JPY et CAD
Taux d'actualisation de référence:	<ul style="list-style-type: none"> • Currency specific Overnight Index Swap (OIS) rates
Montant minimum d'éligibilité	<ul style="list-style-type: none"> • Equivalent à 25 millions d'UC (dans la devise de souscription). Les souscriptions les plus faibles seront considérées sur la base du principe du meilleur effort.
Délai prévu pour la fixation du taux d'actualisation :	<ul style="list-style-type: none"> • Le taux est fixé lorsqu'un donateur s'est engagé irrévocablement sur un calendrier d'encaissement accéléré spécifique et prédéterminé
Irrévocabilité:	<ul style="list-style-type: none"> • Le choix d'un calendrier de paiement accéléré sera irrévocable à la date où le Fonds et le donateur se sont mis d'accord sur ce calendrier d'encaissement accéléré. • Tous les frais générés par des retards de paiement seront assumés par le donateur, y compris les frais inhérents à la prise de couverture par le FAD

Procédure:	<ul style="list-style-type: none"> • La Direction et le donateur conviennent d'une date qui fixera le taux d'actualisation applicable pour le FAD-14 (date de fixation). • Le premier encaissement accéléré devrait être reçu dans les 30 jours calendaires à partir de la date de fixation. • Le Fonds exécutera l'opération de couverture sur le marché à la date de fixation et communiquera au donateur le taux d'actualisation finalement obtenu pour la couverture.
-------------------	--

Modalités et conditions d'entrée en vigueur et Souscriptions

Après avoir examiné les questions qui ont donné lieu à des dispositions dans la Résolution relative au FAD-14, les Plénipotentiaires ont défini les modalités et conditions suivantes applicables aux souscriptions au titre de la quatorzième reconstitution :

- La reconstitution prend effet lorsque le Fonds reçoit les instruments de souscription représentant un montant global équivalent au moins à 30 % du total des souscriptions (date d'entrée en vigueur), sous réserve que cette date est fixée au 31 mars 2017 au plus tard, ou à toute autre date ultérieure que le Conseil des gouverneurs pourrait choisir.
- Pour permettre au FAD d'honorer ses engagements opérationnels avant l'entrée en vigueur de la quatorzième reconstitution, le Fonds, outre la possibilité d'engager des ressources au titre de la capacité d'engagement accéléré après l'approbation de la résolution relative au FAD-14, est autorisé, quand le niveau des souscriptions reçues représente 20 % du total des engagements, à utiliser, aux fins d'engagement opérationnel, un montant équivalent à la première tranche de l'engagement de chaque instrument de souscription reçu avant la date d'entrée en vigueur, sauf si l'État participant souscripteur donne des indications contraires au moment du dépôt de son instrument de souscription. Ce programme de souscription anticipé sera mis en œuvre sans préjudice du programme de la Facilité anticipée au titre duquel tout État participant peut autoriser l'utilisation d'une partie de sa souscription aux fins d'engagement avant l'entrée en vigueur de la quatorzième reconstitution ;
- Les souscriptions peuvent, dans des cas exceptionnels, être assorties de réserves et les États participants désireux de le faire, doivent en notifier le FAD. Ces souscriptions assorties de réserves seront assujetties aux conditions stipulées dans la résolution ;
- Les promesses de souscription mentionnées à l'Annexe jointe à la résolution relative à la quatorzième reconstitution ont été calculées en unités de compte (UC) et converties en unités d'obligation des participants individuels sur la base de la moyenne des taux de change quotidiens, exprimés en unités monétaires comme le DTS tel qu'indiqué par le Fonds monétaire international (FMI) pour la période de six mois allant du 3 avril 2016 au 3 octobre 2016. Les souscriptions doivent être libellées en i) DTS du FMI ; ii) dans une monnaie utilisée pour l'évaluation du DTS ; ou iii) dans la monnaie de l'État participant individuel, sauf si l'économie d'un État participant a enregistré un taux d'inflation supérieur à 10 % par an entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2016. Telle que déterminée par le FAD, la souscription de l'État participant sera libellée en DTS ou, si l'État participant le souhaite, dans une monnaie utilisée pour l'évaluation du DTS ;

- Les souscriptions donnent des droits de vote conformément aux dispositions contenues dans la résolution relative à la quatorzième reconstitution à condition qu'elles aient été payées. Néanmoins, si la quatorzième reconstitution n'a pas pris effet le 1^{er} janvier 2017, les souscriptions anticipées donneront des droits de vote proportionnels au paiement acquitté ;
- Les modalités de paiement ont été fixées de sorte à fournir au FAD les ressources dont il a besoin pour fonctionner de façon satisfaisante, et pour refléter le caractère multilatéral de la quatorzième reconstitution. Chaque souscription sera libérée en trois versements égaux, le premier paiement intervenant le 15 janvier 2017 ou avant, ou encore 30 jours après la date d'entrée en vigueur, la date la plus proche étant retenue, la deuxième et la troisième tranches étant échues, respectivement, le 15 janvier 2018 ou avant, et le 15 janvier 2019 ; tout État participant peut, par une déclaration écrite, informer le FAD de son intention d'effectuer ses paiements à des dates anticipées ou en un nombre réduit de tranches ou dans des proportions différentes qui ne sont pas moins favorables au FAD que celles indiquées dans le présent paragraphe ou au paragraphe suivant ;
- À titre exceptionnel, si un État participant ne peut pas, en raison de ses procédures législatives, honorer le paiement de la première tranche à la date prévue, le paiement de cette tranche doit intervenir dans un délai de 30 jours suivant le dépôt de son instrument de souscription. Les autres paiements afférents aux souscriptions assorties de réserves devront être effectués dans un délai de 30 jours au fur et à mesure que les tranches concernées ne sont plus assorties de réserves, et conformément aux deux dates de paiement annuel stipulées pour les souscriptions non assorties de réserves. Tout État participant qui a déposé un instrument de souscription assorti de réserves doit informer le FAD de l'état de sa souscription (à savoir, si l'approbation législative a été obtenue ou non) dans un délai de 30 jours suivant les dates de paiement annuel stipulées pour les souscriptions non assorties de réserves ;
- Au moment du dépôt de son instrument de souscription, chaque État participant doit présenter au FAD son calendrier prévisionnel de paiement des différentes tranches ;
- Les billets d'encaissement seront conformes au système d'encaissement propre à la reconstitution (calendrier fixe) adopté par le Conseil d'administration en mars 2000. Le calendrier d'encaissement s'étendra sur une période de 10 ans, allant de 2017 à 2026. Un calendrier d'encaissement normal sera préparé pour chaque État participant dans sa monnaie d'obligation, à l'aide du profil présenté au Tableau xx. Si un État participant souhaite opter pour un calendrier d'encaissement différent du calendrier normal, le FAD devra convenir avec l'État participant du calendrier d'encaissement révisé pour ses souscriptions non assorties de réserves qui génère au moins une valeur équivalente en termes de valeur actuelle pour le FAD ;
- La taille de chaque tranche d'engagement sera égale au tiers du montant total des souscriptions ;
- Les règles régissant l'engagement de chacune des trois tranches ont été formulées de sorte que la première tranche soit engagée dès la date d'entrée en vigueur (ou avant cette date, s'il s'agit d'une souscription anticipée) ; la deuxième tranche à compter du 1^{er} janvier 2018, ou à la date d'entrée en vigueur, la date la plus éloignée étant retenue ; et la troisième tranche à compter du 1^{er} janvier 2019 ou à la date d'entrée en vigueur, la date la plus éloignée étant retenue.

Model Form (Standard)-subject to change

Concessional Donor Loan Agreement

between

[•]

and

THE AFRICAN DEVELOPMENT FUND

Dated [•]



CONCESSIONAL DONOR LOAN AGREEMENT

AGREEMENT, dated [•], between [•], [*name of donor*] (the “Lender”), as the lender; and the AFRICAN DEVELOPMENT FUND (“AfDF”), as the borrower.

WHEREAS AfDF’s Board of Governors have approved contracting financing from AfDF’s State participants in the context of the Fourteenth Replenishment of AfDF’s resources (“ADF-14”) and on such terms and conditions as may be approved from time to time;

WHEREAS the Lender has decided to further contribute to the AfDF by way of providing a loan in accordance with the provisions of this Agreement;

WHEREAS The AfDF has decided to accept such loan in accordance with the provisions of this Agreement;

NOW, THEREFORE, the parties hereto hereby agree as follows:

ARTICLE 1. DEFINITIONS, INTERPRETATION AND CONSTRUCTION

1.1 In this Agreement, unless otherwise defined, or unless the context otherwise requires, terms used herein shall have the following meanings:

“Agreement” means this agreement and its schedules.

“Agreement establishing the AfDF” means AfDF’s Agreement effective on November 29, 1972 as has been amended and will be amended from time to time.

“Business Day” means any day (other than a Saturday or Sunday) when banks are generally open for business both in Abidjan, Côte d’Ivoire and [*Lender’s business capital*].

“Default Interest Rate” means the interest rate specified in Section 3.2(a) plus [•]%

“Disbursement Amount” means one third of the Loan or such other amount as may be agreed between the Lender and AfDF.

“Disbursement Date” means -----, 2017, -----, 2018 and -----, 2019 (or such other dates as may be agreed between the Lender and the AfDF) on which the proceeds of the Loan are disbursed and paid to the AfDF.

“Canadian Dollars”, “CAD” each means the lawful currency of Canada.

“Dollar”, “\$” and “USD” each means the lawful currency of the United States of America.

“Drawdown Period” means three (03) years from the date of signature of this Agreement.

“Euro”, “€” and “EUR” each means the lawful currency of member states of the European Union that adopt the single currency in accordance with the Treaty Establishing the European Community, as amended by the Treaty on European Union.

“Grant Element of the Loan” means that portion of the Loan, as reasonably determined by the AfDF that is treated as a grant contribution for purposes of burden-sharing and any adjustment of voting rights to the Lender in its capacity as a State participant in the AfDF that may be deemed necessary by the AfDF.

[“Interest Payment Amount” means for each Interest Payment Date, the amount of interest payable on the Loan on such date.]

[“Interest Payment Date” means [each date on which interest on the Loan is payable, as specified in Section [3.1].]

[“Interest Period” means the initial period from and including the date of the [first] Disbursement Date to but excluding the first Interest Payment Date occurring thereafter, and after the initial period, each period from and including an Interest Payment Date to but excluding the next following Interest Payment Date.²⁰]

“Loan” means the loan to be provided by the Lender under this Agreement as specified in Article 2.

“Outstanding Loan Balance” means the amount of the Loan disbursed to the AfDF and outstanding from time to time.

“Payment Date” means any Interest Payment Date or Principal Repayment Date, as applicable and as reflected as such in the Repayment Schedule.

“Prepayment” means any repayment of the Outstanding Loan Balance in full or in part in advance of its maturity.

“Principal Repayment Amount” means for each Principal Repayment Date, the amount of principal of the Loan payable on such date.

“Principal Repayment Date” means each date on which all or any portion of the principal amount of the Loan is payable, as specified in [Section [3.2] and accordingly reflected in the Repayment Schedule].

“Repayment Schedule” means the schedule for repayment of the Loan attached hereto as Schedule [•].

²⁰ This assumes that principal repayments and interest payments occur with the same periodicity.

“Fourteenth Replenishment” means the replenishment of the resources of the AfDF for new lending commitments for the period from January 1, 2017 to December 31, 2019 through a general increase in AfDF resources authorized by the AfDF Board of Governors.

“Specified Indebtedness” means any obligation in respect of money borrowed by the AfDF from a State participant (including any government agency or central bank of its State participants or such other entities as may be designated by its State participants) that remains outstanding concurrently with any portion of the Loan.

“Renminbi”, “RMB” and “CNY” each means the lawful currency of the People’s Republic of China.

“Sterling”, “£”, and “GBP” each means the lawful currency of the United Kingdom.

“Yen”, “¥” and “JPY” each means the lawful currency of Japan

1.2 In this Agreement, unless the context otherwise requires:

- (a) headings are inserted for convenience of reference only and do not affect the interpretation of this Agreement;
- (b) words importing the singular include the plural and vice versa; and
- (c) a reference to a document includes an amendment or supplement to, or replacement or novation of, that document, but does not include any amendment, supplement, replacement or novation made in breach of this Agreement.

ARTICLE 2. THE LOAN

2.1 The Lender irrevocably and unconditionally agrees to lend to the AfDF, on the terms and conditions set forth or referred to in this Agreement, the amount of [Canadian dollars (CAD [•])], Chinese Renminbi (CNY [•])], [United States dollars (\$[•])] [Euro (€[•])] [Sterling (£[•])] [Yen (¥[•])] as a Loan.

[2.2 The AfDF may request Disbursement[s] of the Loan [in full on or in three equal instalments within the Drawdown Period [_____]] by delivering to the Lender a Disbursement Request substantially in the form set out in Appendix I hereto. Upon receipt of the Disbursement Request, the Lender shall, within ----- Business Days, deposit the amount of the Loan requested into the account designated by the AfDF in the Disbursement Request.]

or

[2.2 The Lender shall disburse the Loan [in full within the Drawdown Period] and deposit the Disbursement Amount on or before each Disbursement Date into the account specified by the AfDF in Appendix [•].]

2.3 When making [each] such deposit, the Lender shall instruct its bank to include in its payment details in the information (remittance advice) field of its SWIFT payment message, relevant details indicating: the amount paid, that the payment is made by the Lender as a loan for ADF-14 and the date of the deposit.

2.4 The proceeds of the Loan shall not be earmarked for any particular purpose and shall be used as part of the AfDF's general resources.

2.5 The AfDF may, by notice and without penalty to the Lender, fully or partially cancel any amount of the Loan that is not withdrawn.

ARTICLE 3. INTEREST AND PRINCIPAL PAYMENTS

3.1 Subject to the provisions of Section 3.[4], the AfDF shall repay the Outstanding Loan Balance in [thirty-five (35) equal] or [seventy (70)] semi-annual installments commencing on the first Principal Repayment Date being the date [five (5)] years after the Disbursement Date in accordance with the Repayment Schedule in Appendix II.

3.2 (a) Subject to the provisions of Section 3. [4], interest shall accrue on the Outstanding Loan Balance at a fixed rate of [•] per annum during each Interest Period. Interest shall accrue from the Disbursement Date, and shall be payable semi-annually in arrears on each Interest Payment Date. [The Interest Payment Dates are _____ [and _____] in each year.] The Interest Payment Amount shall be computed on the basis of the actual number of days elapsed and a year of three hundred and sixty (360) days.]

(b) If any portion of the Outstanding Loan Balance remains unpaid when due and such non-payment continues for a period of thirty days, then the AfDF shall pay a Default Interest Rate on such overdue amount in lieu of the interest rate specified in Section 3.2(a) above. Interest at the Default Interest Rate shall accrue from the thirty-first (31st) day after the due date in respect of such overdue amount until such overdue amount is fully paid.

3. [3] The Lender shall not have the right to demand any payment under this Agreement in advance of maturity.

3.[4] After giving not less than 3 months prior irrevocable written notice to the Lender, the AfDF may prepay the Outstanding Loan Balance, in whole or in part, without penalty, on the last day of any Interest Period.

ARTICLE 4. PAYMENT ARRANGEMENTS

4.1 On each Payment Date the AfDF shall make payment of the Principal Repayment Amount [and Interest Payment Amount] to the Lender for value on such date.

4.2 Except as otherwise agreed by the parties, any payment under this Agreement shall be made in [CAD], [CNY], [USD], [JPY], [GBP], [EUR].

4.3 Any payment which is due to be made on a day that is not a Business Day shall be made on the next Business Day unless the next Business Day falls within the next calendar month, in which case it shall be effected on the last Business Day of the then current calendar month.

4.4 All payments by the AfDF under this Agreement shall be made at such places as the Lender shall reasonably request in writing no less than ten (10) Business Days prior to the relevant payment date.

[4.5 [All] payments required to be made by the Lender or the AfDF under this Agreement shall be calculated without reference to any set-off and shall be made free and clear of and without any deduction for or on account of any set-off.]

[ARTICLE 5. CONSENT OF LENDER TO DENOMINATION

[5]. The Lender hereby grants its approval to the denomination of the Loan in any currency acceptable to the AfDF pursuant to Article 11 of its Agreement. The Lender further acknowledges that, in accordance with the provisions of Article 13 of the AfDF Agreement, whenever the par value in the International Monetary Fund of the currency of the Lender is in terms of the Unit of Account of the AfDF, the Lender shall act in accordance with the provisions of the said Article 13, as well as that the proceeds of the Loan shall be freely used and exchanged without restriction.]

ARTICLE [6]. ADJUSTMENT OF VOTING RIGHTS IN FAVOR OF A LENDER

[6]. The AfDF shall adjust in favor of [the Lender][*insert name of member*], in its capacity as a State participant in the AfDF, voting rights corresponding to the Grant Element of the Loan on such terms as shall be approved by the Board of Governors of the AfDF in accordance with the AfDF Agreement.

ARTICLE [7]. SUCCESSION

[7]. This Agreement shall be binding upon and enure to the benefit of each party hereto and its or any subsequent successors or assignees; provided that either party to this Agreement may not assign, transfer, novate or dispose of any of its rights or obligations under this Agreement without the prior written consent of the other party to this Agreement (such consent not to be unreasonably withheld or delayed).

ARTICLE [8]. NOTICES

[8].1 Any notice, request, consent, approval or waiver (hereinafter referred to generally as “notice”) required or permitted to be given or made under this Agreement shall be in writing in the English or French language. Such notice shall be deemed to have been duly given or made when it has been delivered by hand or by mail or facsimile (or other electronic means agreed between the parties in writing) to the party to which such notice is directed, at the following address (or at such other address as the party shall have designated by written notice to the party giving or making such notice).

(a) For the Lender:

[•]

Attention: [•]

Telephone: [•]

Facsimile: [•]

Email: [•]

(b) For the AfDF:

c/o African Development Bank
Avenue Joseph Anoma
01 BP 1387, Abidjan 01
Côte d’Ivoire

Attention: Director, Resource Mobilization Department

Telephone: [•]

Facsimile: [•]

Email: [•]

ARTICLE [9]. AMENDMENTS AND WAIVERS; SEVERABILITY; COUNTERPARTS

[9].1 No provision of this Agreement may be modified or supplemented except in a written agreement executed by authorized representatives of the parties hereto.

[9].2 No failure or delay in exercising any right, power or remedy under this Agreement shall impair such right, power or remedy, or operate, or be construed, as a waiver or variation of it or preclude its exercise at any subsequent time, and no single or partial exercise of any right, power or remedy shall preclude any other or further exercises thereof or the exercise of any other right, power or remedy.

[9].3 Neither party shall be deemed to have waived any of its rights under this Agreement, unless expressly so stated in a notice by the party waiving such a right to the other party.

[9].4 Any provision of this Agreement which is prohibited, invalid or unenforceable in any jurisdiction shall, as to such jurisdiction, be ineffective to the extent of such prohibition, invalidity or unenforceability, without invalidating the remaining provisions hereof, and any such prohibition, invalidity or unenforceability in any jurisdiction shall not invalidate or render unenforceable such provision in any other jurisdiction.

[9].5 This Agreement may be executed in counterparts, each of which is an original and all of which together shall be deemed to constitute one and the same instrument.

ARTICLE [10]. EFFECTIVENESS AND TERMINATION

[10].1 This Agreement shall come into force and effect upon signature by the parties.

[10].2 This Agreement and all obligations of the parties under this Agreement shall forthwith terminate upon full payment of all amounts due and payable under this Agreement.

ARTICLE [12]. ENFORCEABILITY; ARBITRATION

[12].1 The rights and obligations of the AfDF and the Lender under this Agreement shall be valid and enforceable in accordance with their terms notwithstanding the law of any state or political subdivision of the Lender to the contrary. Neither the AfDF nor the Lender shall be entitled in any proceeding under this Article to assert any claim that any provision of this Agreement is invalid or unenforceable because of any provision of the Agreement establishing the AfDF.

[12].2 The foregoing provision notwithstanding, any dispute, controversy or claim arising out of or relating to this Agreement which has not been settled by amicable agreement of the parties, shall be submitted to arbitration in accordance with the UNCITRAL Arbitration Rules in effect on the date of this Agreement, and the following provisions:

- (a) the appointing authority shall be the Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration;
- (b) the place of arbitration shall be London, the United Kingdom; and
- (c) the language of the arbitral proceedings shall be English.

[12].3 Nothing in this Agreement shall operate as or be construed to constitute a waiver, renunciation or any other modification of any privilege or immunity of the AfDF under Chapter VIII of the Agreement establishing the AfDF or under any applicable law.

[12].4 The award of the Arbitral Tribunal shall be final and binding on the parties and enforceable in any court of competent jurisdiction. The parties shall carry out the award without delay.

ARTICLE [13]. MISCELLANEOUS

[13].1 The obligations of AfDF under this Agreement are not the obligations of any member of the AfDF, or its government.

[13].2 Neither party shall disclose the contents of this Agreement, nor any non-public information or documentation received from the other party hereunder, in any communication, written or verbal, to any third party without the prior written consent of the other party.

[13].3 The following shall constitute a default by the AfDF under this Agreement: (a) any Specified Indebtedness of AfDF is not paid when due or within any originally applicable grace period; or (b) any Specified Indebtedness of the AfDF is declared to be or otherwise becomes due and payable prior to its original maturity as a result of the occurrence of an event of default.

IN WITNESS whereof, the parties hereto, acting through their duly authorized representatives, have caused this Agreement to be signed in their respective names as of the date first above written.

[NAME OF LENDER]

By: _____
(Authorized Representative)

Name:

Title:

**THE AFRICAN DEVELOPMENT
FUND**

By: _____
(Authorized Representative)

Name:

Title:

Appendix I

Account Details for Deposit of the Disbursement Amount

Account Name:	[•]
Account Number:	[•]
Swift:	[•]
ABA:	[•]
Name of Depository Bank:	[•]
Address of Depository Bank:	[•]
Reference:	[•]

When making such deposit, the Lender shall instruct its corresponding bank to include in the payment details information (remittance advice) field of its SWIFT payment message, information indicating: the amount paid, that the payment is made by the Lender for [*insert reference*], and the date of the deposit.

Appendix II Repayment Schedule

Principal Payment Due	Principal Amount of the Loan repayable (expressed as a percentage)*
On each ____ and ____: commencing ____ to and including _____	[•]%
On _____	[•]%

* The percentages represent the percentage of the principal amount of the Loan to be repaid.

Model Form (Standard)-subject to change

Bridge Loan Agreement

between

[•]

and

THE AFRICAN DEVELOPMENT FUND

Dated [•]

BRIDGE LOAN AGREEMENT

AGREEMENT, dated [•], between [•], [*name of donor*] (the “Lender”), as the lender; and the AFRICAN DEVELOPMENT FUND (“AfDF”), as the borrower.

WHEREAS AfDF’s Board of Governors have approved contracting financing from AfDF’s State participants in the context of the Fourteenth Replenishment of AfDF’s resources (“ADF-14”) and on such terms and conditions as may be approved from time to time;

WHEREAS the Lender has decided to further contribute to the AfDF by way of providing a loan in accordance with the provisions of this Agreement;

WHEREAS The AfDF has decided to accept such loan in accordance with the provisions of this Agreement;

NOW, THEREFORE, the parties hereto hereby agree as follows:

ARTICLE 1. DEFINITIONS, INTERPRETATION AND CONSTRUCTION

1.1 In this Agreement, unless otherwise defined, or unless the context otherwise requires, terms used herein shall have the following meanings:

“Agreement” means this agreement and its schedules.

“Agreement establishing the AfDF” means AfDF’s Agreement effective on November 29, 1972 as has been amended and will be amended from time to time.

“Business Day” means any day (other than a Saturday or Sunday) when banks are generally open for business both in Abidjan, Côte d’Ivoire and [*Lender’s business capital*].

“Default Interest Rate” means the interest rate specified in Section 3.2(a) plus [•]%

“Disbursement Amount” means one third of the Loan or such other amount as may be agreed between the Lender and AfDF.

“Disbursement Date” means -----, 2017, -----, 2018 and -----, 2019 (or such other dates as may be agreed between the Lender and the AfDF) on which the proceeds of the Loan are disbursed and paid to the AfDF.

“Canadian Dollar” and “CAD” each means the lawful currency of Canada.

“Dollar”, “\$” and “USD” each means the lawful currency of the United States of America.

“Euro”, “€” and “EUR” each means the lawful currency of member states of the European Union that adopt the single currency in accordance with the Treaty Establishing the European Community, as amended by the Treaty on European Union.

“Grant Element of the Loan” means that portion of the Loan, as reasonably determined by the AfDF that is treated as a grant contribution for purposes of burden-sharing and any adjustment of voting

rights to the Lender in its capacity as a State participant in the AfDF that may be deemed necessary by the AfDF.

["Interest Payment Amount" means for each Interest Payment Date, the amount of interest payable on the Loan on such date.]

["Interest Payment Date" means [each date on which interest on the Loan is payable, as specified in Section [3.1].]

["Interest Period" means the initial period from and including the date of the [first] Disbursement Date to but excluding the first Interest Payment Date occurring thereafter, and after the initial period, each period from and including an Interest Payment Date to but excluding the next following Interest Payment Date.²¹]

"Loan" means the loan to be provided by the Lender under this Agreement as specified in Article 2.

"Outstanding Loan Balance" means the amount of the Loan disbursed to the AfDF and outstanding from time to time.

"Payment Date" means any Interest Payment Date or Principal Repayment Date, as applicable and as reflected as such in the Repayment Schedule.

"Prepayment" means any repayment of the Outstanding Loan Balance in full or in part in advance of its maturity.

"Principal Repayment Amount" means for each Principal Repayment Date, the amount of principal of the Loan payable on such date.

"Principal Repayment Date" means each date on which all or any portion of the principal amount of the Loan is payable, as specified in [Section [3.2] and accordingly reflected in the Repayment Schedule].

"Repayment Schedule" means the schedule for repayment of the Loan attached hereto as Schedule [•].

"Fourteenth Replenishment" means the replenishment of the resources of the AfDF for new lending commitments for the period from January 1, 2017 to December 31, 2019 through a general increase in AfDF resources authorized by the AfDF Board of Governors.

"Renminbi" "RMB" and "CNY" each means the lawful currency of the People's Republic of China.

"Specified Indebtedness" means any obligation in respect of money borrowed by the AfDF from a State participant (including any government agency or central bank of its State participants or such other entities as may be designated by its State participants) that remains outstanding concurrently with any portion of the Loan.

"Sterling", "£", and "GBP" each means the lawful currency of the United Kingdom.

"Yen", "¥" and "JPY" each means the lawful currency of Japan

1.2 In this Agreement, unless the context otherwise requires:

²¹ This assumes that principal repayments and interest payments occur with the same periodicity.

- (d) headings are inserted for convenience of reference only and do not affect the interpretation of this Agreement;
- (e) words importing the singular include the plural and vice versa; and
- (f) a reference to a document includes an amendment or supplement to, or replacement or novation of, that document, but does not include any amendment, supplement, replacement or novation made in breach of this Agreement.

ARTICLE 2. THE LOAN

2.1 The Lender irrevocably and unconditionally agrees to lend to the AfDF, on the terms and conditions set forth or referred to in this Agreement, the amount of [United States dollars (\$[•])] [Euro (€[•])] [Sterling (£[•])] [Yen (¥[•])] as a Loan.

[2.2 The AfDF may request Disbursement[s] of the Loan in full or in three equal instalments within the Drawdown Period by delivering to the Lender a Disbursement Request substantially in the form set out in Appendix I hereto. Upon receipt of the Disbursement Request, the Lender shall, within ----- Business Days, deposit the amount of the Loan requested into the account designated by the AfDF in the Disbursement Request.]

or

[2.2 The Lender shall disburse the Loan in full or in three equal instalments within the Drawdown Period and deposit the Disbursement Amount on or before each Disbursement Date into the account specified by the AfDF in Appendix [•].]

2.3 When making [each] such deposit, the Lender shall instruct its bank to include in its payment details in the information (remittance advice) field of its SWIFT payment message, relevant details indicating: the amount paid, that the payment is made by the Lender as a loan for ADF-14 and the date of the deposit.

2.4 The proceeds of the Loan shall solely be invested in high grade treasury assets at AfDF Management's discretion.

2.5 The AfDF may, by notice and without penalty to the Lender, fully or partially cancel any amount of the Loan that is not withdrawn.

ARTICLE 3. INTEREST AND PRINCIPAL PAYMENTS

3.1 Subject to the provisions of Section 3.[4], the AfDF shall repay the Outstanding Loan Balance in [twenty (20)] semi-annual instalments, commencing on the first Principal Repayment Date being the date [ten (10)] years after the Disbursement Date in accordance with the Repayment Schedule in Appendix II.

[3.2 (a) Subject to the provisions of Section 3. [4], interest shall accrue on the Outstanding Loan Balance at a rate of [*specify interest rate*] per annum during each Interest Period. Interest shall accrue from the Disbursement Date, and shall be payable semi-annually in arrears on each Interest Payment Date. [The Interest Payment Dates are _____ [and _____] in each year.] The Interest Payment Amount shall be computed on the basis of the actual number of days elapsed and a year of three hundred and sixty (360) days.]

(b) If any portion of the Outstanding Loan Balance remains unpaid when due and such non-payment continues for a period of thirty days, then the AfDF shall pay a Default Interest Rate on such overdue amount in lieu of the interest rate specified in Section 3.2(a) above. Interest at the Default Interest Rate shall accrue from the thirty-first (31st) day after the due date in respect of such overdue amount until such overdue amount is fully paid.

3. [3] The Lender shall not have the right to demand any payment under this Agreement in advance of maturity.

3.[4] After giving not less than 3 months prior irrevocable written notice to the Lender, the AfDF may prepay the Outstanding Loan Balance, in whole or in part, without penalty, on the last day of any Interest Period.

ARTICLE 4. PAYMENT ARRANGEMENTS

4.1 On each Payment Date the AfDF shall make payment of the Principal Repayment Amount [and Interest Payment Amount] to the Lender for value on such date.

4.2 Except as otherwise agreed by the parties, any payment under this Agreement shall be made in [USD] [JPY] [GBP] [EUR].

4.3 Any payment which is due to be made on a day that is not a Business Day shall be made on the next Business Day unless the next Business Day falls within the next calendar month, in which case it shall be effected on the last Business Day of the then current calendar month.

4.4 All payments by the AfDF under this Agreement shall be made at such places as the Lender shall reasonably request in writing no less than ten (10) Business Days prior to the relevant payment date.

[4.5 [All] payments required to be made by the Lender or the AfDF under this Agreement shall be calculated without reference to any set-off and shall be made free and clear of and without any deduction for or on account of any set-off.]

[ARTICLE 5. CONSENT OF LENDER TO DENOMINATION

[5]. The Lender hereby grants its approval to the denomination of the Loan in any currency acceptable to the AfDF pursuant to Article 11 of its Agreement. The Lender further acknowledges that, in accordance with the provisions of Article 13 of the AfDF Agreement, whenever the par value in the International Monetary Fund of the currency of the Lender is in terms of the Unit of Account of the AfDF, the Lender shall act in accordance with the provisions of the said Article 13, as well as that the proceeds of the Loan shall be freely used and exchanged without restriction.]

ARTICLE [6]. ADJUSTMENT OF VOTING RIGHTS IN FAVOR OF A LENDER

[6]. The AfDF shall adjust in favour of [the Lender][*insert name of member*], in its capacity as a State participant in the AfDF, voting rights corresponding to the Grant Element of the Loan on such terms as shall be approved by the Board of Governors of the AfDF in accordance with the AfDF Agreement.

ARTICLE [7]. SUCCESSION

[7]. This Agreement shall be binding upon and enure to the benefit of each party hereto and its or any subsequent successors or assignees; provided that either party to this Agreement may not assign, transfer, novate or dispose of any of its rights or obligations under this Agreement without the prior written consent of the other party to this Agreement (such consent not to be unreasonably withheld or delayed).

ARTICLE [8]. NOTICES

[8].1 Any notice, request, consent, approval or waiver (hereinafter referred to generally as “notice”) required or permitted to be given or made under this Agreement shall be in writing in the English or French language. Such notice shall be deemed to have been duly given or made when it has been delivered by hand or by mail or facsimile (or other electronic means agreed between the parties in writing) to the party to which such notice is directed, at the following address (or at such other address as the party shall have designated by written notice to the party giving or making such notice).

(a) For the Lender:

[•]

Attention: [•]

Telephone: [•]

Facsimile: [•]

Email: [•]

(b) For the AfDF:

c/o African Development Bank
Avenue Joseph Anoma
01 BP 1387, Abidjan 01
Côte d’Ivoire

Attention: Director, Resource Mobilization Department
Telephone: [•]
Facsimile: [•]
Email: [•]

ARTICLE [9]. AMENDMENTS AND WAIVERS; SEVERABILITY; COUNTERPARTS

[9].1 No provision of this Agreement may be modified or supplemented except in a written agreement executed by authorized representatives of the parties hereto.

[9].2 No failure or delay in exercising any right, power or remedy under this Agreement shall impair such right, power or remedy, or operate, or be construed, as a waiver or variation of it or preclude its exercise at any subsequent time, and no single or partial exercise of any right, power or remedy shall preclude any other or further exercises thereof or the exercise of any other right, power or remedy.

[9].3 Neither party shall be deemed to have waived any of its rights under this Agreement, unless expressly so stated in a notice by the party waiving such a right to the other party.

[9].4 Any provision of this Agreement which is prohibited, invalid or unenforceable in any jurisdiction shall, as to such jurisdiction, be ineffective to the extent of such prohibition, invalidity or unenforceability, without invalidating the remaining provisions hereof, and any such prohibition, invalidity or unenforceability in any jurisdiction shall not invalidate or render unenforceable such provision in any other jurisdiction.

[9].5 This Agreement may be executed in counterparts, each of which is an original and all of which together shall be deemed to constitute one and the same instrument.

ARTICLE [10]. EFFECTIVENESS AND TERMINATION

[10].1 This Agreement shall come into force and effect upon signature by the parties.

[10].2 This Agreement and all obligations of the parties under this Agreement shall forthwith terminate upon full payment of all amounts due and payable under this Agreement.

ARTICLE [12]. ENFORCEABILITY; ARBITRATION

[12].1 The rights and obligations of the AfDF and the Lender under this Agreement shall be valid and enforceable in accordance with their terms notwithstanding the law of any state or political subdivision of the Lender to the contrary. Neither the AfDF nor the Lender shall be entitled in any proceeding under this Article to assert any claim that any provision of this Agreement is invalid or unenforceable because of any provision of the Agreement establishing the AfDF.

[12].2 The foregoing provision notwithstanding, any dispute, controversy or claim arising out of or relating to this Agreement which has not been settled by amicable agreement of the parties, shall be submitted to arbitration in accordance with the UNCITRAL Arbitration Rules in effect on the date of this Agreement, and the following provisions:

(c) the appointing authority shall be the Secretary-General of the Permanent Court of Arbitration;

- (d) the place of arbitration shall be London, the United Kingdom; and
- (c) the language of the arbitral proceedings shall be English.

[12].3 Nothing in this Agreement shall operate as or be construed to constitute a waiver, renunciation or any other modification of any privilege or immunity of the AfDF under Chapter VIII of the Agreement establishing the AfDF or under any applicable law.

[12].4 The award of the Arbitral Tribunal shall be final and binding on the parties and enforceable in any court of competent jurisdiction. The parties shall carry out the award without delay.

ARTICLE [13]. MISCELLANEOUS

[13].1 The obligations of AfDF under this Agreement are not the obligations of any member of the AfDF, or its government.

[13].2 Neither party shall disclose the contents of this Agreement, nor any non-public information or documentation received from the other party hereunder, in any communication, written or verbal, to any third party without the prior written consent of the other party.

[13].3 The following shall constitute a default by the AfDF under this Agreement: (a) any Specified Indebtedness of AfDF is not paid when due or within any originally applicable grace period; or (b) any Specified Indebtedness of the AfDF is declared to be or otherwise becomes due and payable prior to its original maturity as a result of the occurrence of an event of default.

IN WITNESS whereof, the parties hereto, acting through their duly authorized representatives, have caused this Agreement to be signed in their respective names as of the date first above written.

[NAME OF LENDER]

By: _____

(Authorized Representative)

Name:

Title:

THE AFRICAN DEVELOPMENT FUND

By: _____

(Authorized Representative)

Name:

Title:

Appendix I

Account Details for Deposit of the Disbursement Amount

Account Name:	[•]
Account Number:	[•]
Swift:	[•]
ABA:	[•]
Name of Depository Bank:	[•]
Address of Depository Bank:	[•]
Reference:	[•]

When making such deposit, the Lender shall instruct its corresponding bank to include in the payment details information (remittance advice) field of its SWIFT payment message, information indicating: the amount paid, that the payment is made by the Lender for [*insert reference*], and the date of the deposit.

Appendix II Repayment Schedule

Principal Payment Due	Principal Amount of the Loan repayable (expressed as a percentage)*
On each ____ and ____: commencing ____ to and including _____	[•]%
On _____	[•]%

* The percentages represent the percentage of the principal amount of the Loan to be repaid.

Annex VIII: Liste des documents préparés pour les réunions de reconstitution des ressources du FAD-14

Documents examinés lors de la 1^{re} réunion : Abidjan, Côte d'Ivoire, 17-18 mars 2016

1. Perspectives économiques des pays éligibles au FAD
2. Orientation stratégique du FAD-14
3. Instruments de financement innovants du FAD-14
4. Lutter contre la fragilité dans le système d'allocation basé sur la performance au titre du FAD- 14
5. Cadre de financement du FAD-14
6. Note d'information sur la collaboration FAD/IDA

Documents examinés lors de la 2^e réunion : Abidjan, Côte d'Ivoire, 30 juin – 1^{er} juillet 2016

1. Orientation stratégique et priorités opérationnelles du FAD-14 (version révisée)
2. Réserve indicative du FAD-14
3. Projet de Cadre consultatif de gestion axée sur les résultats du Groupe de la BAD
4. Cadre d'allocation de ressources du FAD-14
5. Instruments de financement innovants du FAD-14 (version révisée)
6. Politique de liquidité du FAD
7. Options pour l'utilisation des ressources du FAD-14 pour une meilleure promotion du développement du secteur privé
8. Cadre et capacité de financement du FAD-14 (version actualisée)

Documents à examiner lors de la 3^e réunion : Luxembourg, 28-29 décembre 2016

1. Options pour lutter contre la fragilité durant le FAD-14, y compris la FAT
2. Options pour l'utilisation des ressources du FAD-14 pour mieux promouvoir le développement du secteur privé
3. Cadre et capacité de financement du FAD-14, y compris instruments de financement innovants
4. Rapport des Plénipotentiaires du FAD

AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Résolution F/BG/2017/[]

Adoptée par vote par correspondance le [] 2017

Quatorzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement

LE CONSEIL DES GOUVERNEURS,

VU :

- (i) Les articles pertinents de l'Accord (« Accord ») portant création du Fonds africain de développement (le « Fonds »), en particulier les articles 2 (Objectifs), 4 (Ressources), 7 (Souscriptions additionnelles des États participants), 8 (Autres ressources), 16 (Formes et modalités de financement), 19 (Assistance technique), 23 (Conseil des gouverneurs : Pouvoirs) et 26 (Conseil d'administration : Fonctions) ;
- (ii) le rapport du Conseil d'administration daté du [] (le « Rapport ») sur l'application de la résolution F/BG/2016/01 autorisant le démarrage des consultations relatives à **la quatorzième reconstitution** générale des ressources du Fonds (la « **Quatorzième reconstitution** »), et en particulier les recommandations du Conseil d'administration contenues dans ce Rapport ;

CONSIDÉRANT QUE :

- (i) dans son Rapport, le Conseil d'administration, eu égard aux besoins et aux exigences en matière de développement des pays membres régionaux à faible revenu de la Banque africaine de développement (la "Banque"), a recommandé que le Fonds procède à une reconstitution substantielle de ses ressources pour financer son programme sur la période de trois ans commençant à courir le **1^{er} janvier 2017** ;
- (ii) les États participants et autres donateurs dont la liste est reproduite en annexe 1 ont fait part de leur intention de souscrire à la Quatorzième reconstitution conformément aux arrangements, modalités et conditions énoncés dans la présente résolution, étant entendu qu'aucun engagement à cet égard ne peut être pris par lesdits États participants et donateurs tant qu'ils n'ont pas obtenu toutes leurs approbations internes ;
- (iii) Les États participants et autres donateurs dont la liste est reproduite en annexe 2 ont fait part de leur intention d'octroyer des prêts concessionnels des donateurs et des prêts-relais conformément aux arrangements, modalités et conditions énoncés dans le Rapport et la présente résolution, étant entendu qu'aucun engagement à cet égard ne peut être pris par

lesdits États participants et donateurs tant qu'ils n'ont pas obtenu toutes leurs approbations internes ;

CONVAINCU :

- (i) de la nécessité de fournir, avant l'entrée en vigueur de la Quatorzième reconstitution, à titre de souscriptions anticipées susceptibles d'être utilisées aux fins d'engagement opérationnel, une fraction du montant des souscriptions effectuées en vertu de la présente résolution ;
- (ii) de l'avantage qu'il y a à autoriser le Fonds à fournir des financements sous forme de dons en plus des prêts dans les circonstances visées dans le Rapport et conformément aux procédures à déterminer par le Conseil d'administration du Fonds ;
- (iii) de l'avantage qu'il y a à encourager les pays qui en ont les moyens économiques mais qui ne sont pas encore États participants, à participer à la présente reconstitution ; et
- (iv) de l'avantage qu'il y a à gérer tout reliquat des fonds provenant des reconstitutions précédentes pendant la période de la Quatorzième reconstitution ;

RAPPELANT les dispositions de la résolution F/BG/2006/12 du Conseil des gouverneurs concernant l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (« IADM ») et tenant compte des estimations actualisées du coût de l'annulation de la dette dans le cadre de l'IADM et des montants compensatoires payables par les donateurs au cours de la période de décaissement des ressources de la Quatorzième reconstitution ;

PAR LA PRÉSENTE RÉOLUTION ACCEPTE ET ENTÉRINE le rapport final sur les réunions consultatives de la Quatorzième reconstitution (le « Rapport du FAD-14 ») ;

ADOpte les conclusions et recommandations énoncées dans le Rapport et, en conséquence,

DÉCIDE DE CE QUI SUIt :

1. Augmentation des ressources du Fonds

- (a) **Autorisation.** Le Fonds est autorisé à procéder à la Quatorzième reconstitution de ses ressources pour une période de trois ans commençant le **1^{er} janvier 2017**.
- (b) **Souscription par les États participants et les donateurs.** Le Fonds est autorisé à accepter de chacun des États participants et donateurs énumérés à l'annexe 1 de la présente résolution une souscription du montant indiqué pour chacun desdits États participants et donateurs dans la colonne appropriée de l'Annexe 1.

- (c) **Souscriptions et contributions additionnelles.** Le Fonds peut accepter, sous réserve de l'accord de son Conseil d'administration, des souscriptions additionnelles et d'autres ressources en sus des montants visés à l'Annexe 1 de la présente résolution. Ces souscriptions et ressources additionnelles peuvent être prises en compte dans le calcul des ressources de la Quatorzième reconstitution, si tel est le souhait de l'État participant ou du donateur concerné.
- (d) **Prêts concessionnels des donateurs et Prêts-relais** : Le Fonds peut accepter des prêts concessionnels des donateurs ou des prêts-relais et l'élément-don de ces prêts sera pris en compte dans le calcul des souscriptions et contributions de l'Etat participant ou du donateur au titre de la présente reconstitution.
- (e) **Rapport avec les reconstitutions futures.** Aucun État participant ou donateur qui a effectué une souscription additionnelle en vertu de l'alinéa 1(c) ne sera obligé, à l'occasion d'une reconstitution future du Fonds, d'augmenter sa part proportionnelle applicable à cette dernière, pour la simple raison qu'il l'aura fait dans le cadre de la présente reconstitution.

L'alinéa 1(a) du présent projet de résolution autorise le Fonds à procéder à la Quatorzième reconstitution. Il est proposé dans le projet de résolution de fixer la période de reconstitution à 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2017. L'alinéa 1(c) du projet de résolution contient des dispositions relatives à l'acceptation par le Fonds de souscriptions et d'autres ressources en sus des montants des souscriptions indiqués par les États participants ou les donateurs (qui seront stipulés à l'annexe 1 de la résolution), sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration. Le paragraphe 1(d) permet au Fonds conclure des accords des prêts concessionnels avec des Etats participants et donateurs ou des prêts-relais avec des Etats participants et des donateurs, le cas échéant.

2. Instruments de souscription par les États participants et les donateurs

- (a) **Disposition générale.** Pour effectuer une souscription conformément aux présentes dispositions, chaque État participant ou donateur est tenu de déposer auprès du Fonds un instrument de souscription confirmant officiellement son intention de souscrire le montant indiqué à l'annexe 1, exprimé dans l'unité monétaire prescrite pour l'État participant ou le donateur, telle que déterminée conformément au paragraphe 3 de la présente résolution.
- (b) **Souscription sans réserve.** Sous réserve des dispositions énoncées à l'alinéa (c) du présent paragraphe, cet instrument constitue pour l'État participant ou le donateur un engagement sans réserve à verser cette souscription de la manière et selon les modalités stipulées ou prévues par la présente résolution. Aux fins d'application de la présente résolution, cette souscription sera dénommée « **souscription sans réserve** ».

- (c) **Souscription assortie de réserve.** À titre exceptionnel, si un État participant ou un donateur est dans l'impossibilité de contracter un engagement sans réserve, du fait de ses procédures législatives, le Fonds peut accepter de cet État ou ce donateur un instrument de souscription expressément assorti de la réserve que le paiement de toutes les tranches de sa souscription sera subordonné à la disponibilité de crédits budgétaires. Ledit instrument comprendra, par ailleurs, un engagement de l'État participant ou du donateur à faire tout ce qui est en son pouvoir : (a) pour obtenir lesdits crédits au taux spécifié aux alinéas 6 (b) et 8 (b) de la présente résolution, aux dates de paiement indiquées au paragraphe 6, et (b) à en donner notification au Fonds, dès que les crédits correspondant à chaque tranche auront été obtenus. Aux fins d'application de la présente résolution, une souscription de ce genre sera dénommée « **souscription assortie de réserve** », mais sera considérée comme sans réserve lorsque le crédit aura été obtenu et que le Fonds aura été notifié par l'État participant ou le Donateur concerné.

3. Dénomination des souscriptions

Les souscriptions des États participants et des donateurs sont exprimées en droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international, dans une monnaie utilisée pour déterminer la valeur du DTS ou dans la monnaie de l'État participant ou du donateur si une telle monnaie est librement convertible (la « monnaie de souscription »), et si, pendant la période allant du **1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2016**, l'économie de l'État participant ou du donateur n'a pas accusé un taux d'inflation annuel supérieur à [dix pour cent (10 %)] en moyenne, comme le Fonds le déterminera. Les États participants et les donateurs qui sont en mesure de le faire sont invités à souscrire à la Quatorzième reconstitution en DTS.

Le paragraphe 3 propose de libeller les souscriptions en : i) DTS, ii) dans une des monnaies utilisées pour déterminer la valeur du DTS - à l'heure actuelle, ces monnaies sont le dollar des États-Unis, la livre britannique, le yen, l'euro et le renminbi, ou iii) dans la monnaie de l'État participant ou du donateur, à condition que celle-ci soit librement convertible et que, sur une période à préciser par les plénipotentiaires, l'économie de l'État participant ou du donateur n'ait pas enregistré un taux d'inflation supérieur à 10 % par an en moyenne, à l'appréciation du Fonds.

4. Date d'entrée en vigueur

La Quatorzième reconstitution entrera en vigueur à la date du dépôt auprès du Fonds (ci-après dénommée la « date d'entrée en vigueur ») par les États participants ou les donateurs d'instruments de souscription représentant un montant global équivalant au moins à trente pour cent (**30 %**) de l'ensemble des intentions de souscription visées à l'annexe 1 de la **présente résolution**, sous réserve que cette date ne soit pas postérieure au **31 mars 2017**.

5. Contribution additionnelle en faveur de la Facilité de rehaussement de crédit en faveur du secteur privé

En reconnaissance du rôle que le secteur privé joue pour le développement des économies des pays à faible revenu membres de la Banque africaine de développement, un montant équivalent à [200 millions d'UC] de l'ensemble des ressources de la Quatorzième reconstitution sera réservé à titre de contribution additionnelle pour la Facilité de rehaussement de crédit en faveur du secteur privé.

6. Paiement des souscriptions

a. **Dates de paiement.** À moins que la présente résolution n'en dispose autrement, les paiements afférents à chaque souscription au titre de la présente résolution s'effectueront en trois versements annuels égaux en DTS, dans les monnaies servant à déterminer la valeur du DTS ou dans les monnaies librement convertibles acceptables pour le Fonds. Sous réserve des dispositions des paragraphes 4 et 8 de la présente résolution, et sauf décision contraire du Conseil d'administration, le premier de ces versements devra être effectué le **15 janvier 2017** au plus tard ou dans un délai maximum de 30 jours après la Date d'entrée en vigueur ; les deuxième et troisième souscriptions devant être effectuées respectivement le **15 janvier 2018** et le **15 janvier 2019** au plus tard. À titre exceptionnel, lorsqu'un État participant ou un donateur est dans l'impossibilité, du fait de ses procédures législatives, d'effectuer un paiement au titre de la première tranche à la date fixée conformément à la deuxième phrase du présent alinéa, cette tranche devra être versée 30 jours au plus tard après la date de dépôt de l'instrument de souscription y afférent.

b. **Dates de paiement des souscriptions assorties de réserve.** Les paiements relatifs à une souscription assortie de réserve s'effectueront dans un délai de 30 jours à compter de la date où ladite souscription deviendra une souscription sans réserve, et dans le respect des 2 dates de paiement annuel précisées à l'alinéa (a) ci-dessus.

Un État participant ou un donateur ayant déposé un instrument de souscription assorti de réserve devra informer le Fonds de la situation de sa souscription au plus tard 30 jours après les dates de versement annuel fixées à l'alinéa (a) ci-dessus.

c. **Calendrier de paiement.** Lors du dépôt de son instrument de souscription, chaque État participant ou donateur indiquera au Fonds son calendrier de versements proposé compte tenu des arrangements stipulés dans les dispositions précédentes du paragraphe 6.

d. **Arrangements facultatifs.** Tout État participant ou donateur peut, par déclaration écrite adressée au Fonds, indiquer qu'il a l'intention d'avancer la date des versements, de réduire leur nombre ou d'effectuer des paiements dans des

proportions différentes dont les conditions ne seraient pas moins avantageuses pour le Fonds que celles spécifiées aux alinéas (a) et (b) ci-dessus.

- e. **Modes de paiement.** Les paiements afférents à chaque souscription s'effectueront en espèces ou, au choix de l'État participant ou du donateur effectuant un paiement, par le dépôt de billets à ordre non négociables et non rémunérés ou d'obligations similaires dudit État participant ou donateur, payables à vue au Fonds à leur valeur nominale, en vertu des dispositions de l'alinéa (f).
- f. **Encaissement des billets à ordre.** Sauf décision contraire du Conseil d'administration, le Fonds encaisse les billets à ordre ou obligations similaires des États participants ou des donateurs conformément au calendrier d'encaissement standard de dix ans présenté à l'Annexe 3. Pour ce qui est d'un État participant ou d'un donateur qui n'est pas en mesure d'honorer une ou plusieurs demandes d'encaissement, le Fonds peut convenir avec ledit État ou donateur d'un calendrier d'encaissement révisé qui rapporte au Fonds une valeur au moins équivalente.
- g. **Encaissements accélérés.** Nonobstant les dispositions de l'alinéa (f) du paragraphe 6 de la présente résolution, un État participant ou un donateur peut demander, lors du dépôt de son instrument de souscription ou n'importe quand par la suite, à utiliser le revenu du placement de ses paiements ayant fait l'objet d'un encaissement accéléré, en vue i) d'accroître ses contributions et sa part de charge dans la reconstitution, ii) de payer un montant avec décote sur sa souscription tout en conservant sa part de charge, de façon à réduire l'écart technique de la Quatorzième reconstitution, iii) de payer au titre d'autres engagements à l'égard du Fonds (par exemple les dons ou la compensation au titre de l'IADM), ou iv) d'honorer les paiements exigibles liés à des reconstitutions passées ou à venir, sous réserve des modalités et conditions énoncées dans le Rapport.
- h. **Conditions de paiement.** Nonobstant les dispositions précédentes du paragraphe 6, aucun État participant ou donateur ne sera tenu d'effectuer de versement sauf lorsque sa souscription deviendra disponible pour les engagements opérationnels prévus au paragraphe 8 de la présente résolution.

Le paragraphe 6 du projet de résolution propose le paiement des souscriptions en trois versements annuels égaux, dans un instrument de paiement acceptable pour le Fonds. Il contient des propositions précises quant aux échéances de ces versements. Ces proportions sont subordonnées à l'approbation des plénipotentiaires. Il convient de souligner que les États participants ou les donateurs ont la possibilité d'avancer la date de versement, pourvu que cet arrangement facultatif ne soit pas moins avantageux pour le Fonds que la disposition applicable généralement selon l'accord réalisé par les plénipotentiaires.

7. Souscriptions anticipées

- (a) **Niveau des souscriptions anticipées.** Afin d'éviter toute interruption dans la capacité du Fonds à effectuer des engagements opérationnels en attendant l'entrée en vigueur de la Quatorzième reconstitution, et en cas de réception par le Fonds d'instruments de souscription des États participants ou des donateurs dont le montant global est au moins égal à **vingt pour cent (20 %) du montant total des intentions de souscription énumérées à l'Annexe 1 de la présente résolution**, le Fonds peut considérer comme souscription anticipée, avant la date d'entrée en vigueur, un montant équivalant à la première tranche d'engagement de chaque souscription ou contribution pour lequel l'instrument de souscription a été déposé par un État participant ou un donateur et, le cas échéant, un contrat de prêt concessionnel dûment signé correspondant à un prêt concessionnel des donateurs ou un prêt-relais a été reçu par le Fonds.
- (b) **Uniformité des modalités.** Les modalités et conditions applicables aux souscriptions dans le cadre de la présente résolution s'appliqueront également aux souscriptions anticipées jusqu'à la Date d'entrée en vigueur, à laquelle ces souscriptions seront réputées constituer des paiements des montants dus par chaque État participant ou donateur au titre de sa souscription.
- (c) **Droits de vote intérimaires.** Si la Quatorzième reconstitution n'est pas entrée en vigueur le **1^{er} janvier 2017**, les droits de vote que donnent les souscriptions anticipées seront, dans la mesure des paiements, attribués à chaque État participant effectuant une souscription anticipée comme si celle-ci avait été effectuée au titre de la présente résolution, et chaque État participant n'effectuant pas de souscription anticipée aura la possibilité d'exercer ses droits de préemption pour ce qui est de ladite souscription aux conditions que le Fonds spécifiera.
- (d) **Utilisation des souscriptions anticipées pour les engagements opérationnels.** Sans préjudice des dispositions des précédents alinéas, tout État participant ou donateur peut, s'il le désire, notifier au Fonds que sa souscription, ou une partie de celle-ci, doit être considérée comme une souscription anticipée pouvant être mise à la disposition du Fonds aux fins d'engagements, avant d'atteindre le niveau de souscription anticipée mentionné à l'alinéa (a) du présent paragraphe. Dès réalisation dudit niveau, les dispositions prévues aux alinéas (b) et (c) du présent paragraphe s'appliqueront à tout montant versé au Fonds conformément aux dispositions de la présente résolution.

En attendant l'entrée en vigueur de la Quatorzième reconstitution, le dépôt auprès du Fonds d'instruments de souscription représentant au moins 20 % du montant total des intentions de souscriptions devant être énumérées à l'Annexe 1 de la présente résolution déclenchera la prise d'effet des dispositions relatives aux souscriptions anticipées. Cette disposition vise à réduire au minimum le risque d'interruption des opérations du Fonds en attendant l'entrée en vigueur de la Quatorzième reconstitution. Elle devrait en outre faciliter un passage harmonieux entre la période du FAD-13 à celle du FAD-14.

8. Pouvoir d'engagement

- (a) **Souscriptions sans réserve.** Aux fins d'engagements et de financement par le Fonds dans le cadre de son programme opérationnel pour la période de la Quatorzième reconstitution, chaque souscription sans réserve sera divisée en trois tranches égales et mise à disposition aux fins d'engagements opérationnels comme suit:
- (i) Première tranche : à la date d'entrée en vigueur, à condition que les souscriptions anticipées puissent être utilisées à des fins d'engagement opérationnel, avant la date d'entrée en vigueur, conformément au paragraphe 7 de la présente résolution ;
 - (ii) Deuxième tranche : à partir du **1er janvier 2018**; et
 - (iii) Troisième tranche : à partir du **1^{er} janvier 2019**.
- (b) **Souscriptions assorties de réserve.** Les souscriptions assorties de réserve seront disponibles aux fins d'engagements opérationnels lorsque et dans la mesure où chaque souscription assortie de réserve sera devenue une souscription sans réserve, ce qui devrait intervenir en tranches d'au moins un tiers du montant de chaque souscription en **2017, 2018 et 2019**, respectivement.
- (c) **Dérogations.** Nonobstant les dispositions des précédents alinéas, tout État participant ou donateur peut autoriser l'utilisation des tranches de sa souscription aux fins d'engagements opérationnels suivant un calendrier plus favorable pour le Fonds que celui indiqué aux alinéas (a) et (b) ci-dessus.

9. Réunion consultative des États participants et des donateurs

Si, au cours de la Quatorzième reconstitution, les retards enregistrés dans le dépôt des instruments de souscription, la libération des tranches de souscription aux fins d'engagements opérationnels, conformément aux dispositions du paragraphe 8 ci-dessus, ou dans le paiement des souscriptions, entraînent ou risquent soit d'entraîner une suspension des opérations de prêt ou d'octroi de dons du Fonds, soit de l'empêcher d'atteindre sensiblement les objectifs de la Quatorzième reconstitution, le Fonds convoquera, à la demande du Conseil d'administration, une réunion des représentants des États participants ou des donateurs pour examiner la situation et convenir des mesures pratiques qui permettront de remplir les conditions nécessaires à la poursuite de ses opérations ou à la réalisation significative de ces objectifs.

10. Généralités

- (a) **Attribution des droits de vote.** Pour déterminer la part proportionnelle de chaque État participant dans l'ensemble des voix attribuées aux États participants en vertu de l'Article 29(3) de l'Accord et pour autant que le paiement ait été effectué, chaque hausse

de souscription d'un État participant s'ajoutera aux souscriptions déjà faites par lui conformément aux dispositions des articles 6 et 7 de l'Accord le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre de chaque année, à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente résolution. De plus, chaque Etat participant ayant octroyé un prêt concessionnel des donateurs ou un prêt-relais visé à l'annexe 2 se verra notifié par le Fonds l'élément-don déterminé par le Fonds en rapport avec le prêt considéré. L'élément-don de ces prêts sera reconnu d'une manière équivalente à celle dont le Fonds reconnaît la compensation au titre de l'IADM conformément à la résolution F/BG/2006/12 et aux dispositions du présent alinéa après le paiement au Fonds desdits prêts. De la même manière, une compensation cumulée pour les dons reçus des Etats participants doit être prise en compte dans le calcul des droits de vote des Etats participants.

- (b) **Acceptation par les États participants.** Chaque État participant souscrit aux dispositions de l'alinéa (a) du présent paragraphe, dans la mesure où son acceptation est requise en vertu de l'Article 29 (3) de l'Accord.
- (c) **Élection des administrateurs.** Aux fins de l'application de l'article 27(6)(b) de l'Accord, les élections au Conseil d'administration auront lieu en **2019** au cours de l'assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs du Fonds.
- (d) **Maintien de la valeur.** Les droits et obligations des États participants effectuant des souscriptions additionnelles conformément à la présente résolution ainsi que ceux de tout autre État participant, de la Banque et du Fonds, pour ce qui concerne les souscriptions additionnelles prévues par la présente résolution, seront (sauf disposition contraire énoncée dans la présente résolution) les mêmes que ceux qui régissent les souscriptions initiales des États participants fondateurs, effectuées conformément à l'Article 6 de l'Accord, sauf que pour les besoins de l'évaluation des souscriptions additionnelles autorisées par la présente résolution, il a été dérogé aux dispositions des paragraphes (1) et (2) de l'Article 13 de l'Accord qui, par conséquent, ne seront pas applicables.
- (e) **Gestion des souscriptions au titre des précédentes reconstitutions.** A la date d'entrée en vigueur de la Quatorzième reconstitution, tous fonds, recettes, avoirs ou autres ressources détenus par le Fonds au titre des précédentes reconstitutions seront gérés dans le cadre de la Quatorzième reconstitution conformément aux modalités et conditions de la reconstitution. Le Fonds est autorisé à utiliser ces fonds pour accorder des financements sous forme de prêts et de dons.
- (f) **Autorisation générale.** Le Conseil d'administration prendra toutes les mesures nécessaires ou opportunes en vue de la mise en œuvre effective de la présente résolution à la lumière des grandes orientations et des directives opérationnelles énoncées dans le Rapport.

Conformément aux dispositions des articles 6, 7 et 13(1) de l'Accord, les États participants sont tenus de maintenir la libre convertibilité et la valeur des monnaies utilisées pour leurs souscriptions initiales et la première reconstitution. De même, aux termes de l'article 13(2) dudit accord, si la parité de la monnaie d'un État participant augmente par rapport à l'unité de compte, le Fonds restitue à cet État un montant de cette monnaie égal à l'accroissement de valeur. Depuis la deuxième reconstitution, le Fonds, la Banque et les États participants ont convenu de déroger à cette clause de maintien de la valeur, sans préjudice des droits et obligations liés aux souscriptions initiales et à la première reconstitution.

11. Taux de change

Les souscriptions effectuées en vertu de la présente résolution, telles qu'elles apparaissent à l'annexe 1 en face du nom de chaque État participant et chaque donateur, ont été fixées en fonction des taux de change des monnaies respectives de ces États par rapport au DTS, établie par le Fonds monétaire international, en moyenne quotidienne pour une période de six mois allant du **3 avril 2016** au **3 octobre 2016** inclus.

Compte tenu de l'introduction du renminbi chinois (RMB) dans le panier DTS en octobre 2016, et dans le but de mieux refléter la performance du DTS révisé vis-à-vis des autres devises de souscription, les taux de change du FAD-14 ont été déterminés contre un DTS synthétique reconstruit par le Fonds pour une période moyenne de calcul de six mois observée du 3 avril au 3 octobre 2016 inclus. L'exercice de reconstruction a entièrement reflété la méthodologie utilisée par le Fonds monétaire international (FMI) pour déterminer l'évaluation quotidienne du DTS, ainsi que les nouveaux montants en devise déterminés et publiés par le FMI le 1er octobre 2016.

* **NOTE DU CONSEILLER JURIDIQUE GENERAL :** *Les textes en italiques dans les encadrés qui apparaissent tout au long de la présente résolution ne sont que des notes explicatives et n'ont aucun caractère contraignant pour les États participants et des donateurs.*

Souscriptions à la Quatorzième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement au 13 février 2017

STATE PARTICIPANTS / ETATS PARTICIPANTS	ADF-14 PLEDGES / INTENTIONS DE SOUSCRIPTIONS AU FAD-14						TOTAL SUBSCRIPTION FOR ADF-14 / SOUSCRIPTIONS TOTALES AU FAD-14		ADF-9 TO ADF-11 GRANT COMPENSATION / COMPENSATION DES DONNS DU FAD-9 AU FAD-11		SUBSCRIPTION TO ADF-14 AND GRANT COMPENSATION AMOUNT DUE / SOUSCRIPTIONS AU FAD-14 ET COMPENSATION DES DONNS		MDRI COMPENSATION / COMPENSATION IADM			TOTAL CONTRIBUTIONS DURING ADF-14 PERIOD / CONTRIBUTIONS TOTALES DURANT LA PERIODE DU FAD-14	
	BURDEN SHARE / QUOTE-PART	SUBSCRIPTION in UA / SOUSCRIPTIONS en UC	EXCHANGE RATE / TAUX DE CHANGE	UNIT OF OBLIGATION / DEVISE DE SOUSCRIPTI	SUBSCRIPTION in CURRENCY / SOUSCRIPTIONS en DEVISE	GRANT ELEMENT in UA / ELEMENT DON en UC	IN UA / EN UC	IN CCY / EN DEVISE	IN UA / EN UC	IN CCY / EN DEVISE	IN UA / EN UC	IN CCY / EN DEVISE	IN UA / EN UC	UNIT OF OBLIGATION / DEVISE DE SOUSCRIPTIONS	IN CCY / EN DEVISE	IN UA / EN UC	IN CCY / EN DEVISE
ANGOLA / ANGOLA	0,125%	5 204 163	1,24900	EUR	6 500 000	-	5 204 163	6 500 000	0	0	5 204 163	6 500 000				5 204 163	6 500 000
ARGENTINA / ARGENTINE	0,000%	0	1,40182	USD	0	-	0	0	0	0	0	0					
AUSTRIA / AUTRICHE ¹	2,200%	91 867 933	1,24900	EUR	114 743 049	-	91 867 933	114 743 049	1 006 366	1 256 951	92 874 299	116 000 000	7 393 984	EUR	9 235 086	100 268 283	125 235 086
BELGIUM / BELGIQUE ^{1,8}	1,381%	57 646 117	1,24900	EUR	72 000 000	-	57 646 117	72 000 000	1 059 553	1 323 381	58 705 670	73 323 381	9 652 510	EUR	12 055 985	68 358 179	85 379 366
BRAZIL / BRÉSIL	0,000%	0	1,40182	USD	0	-	0	0	68 137	95 516	68 137	95 516				68 137	95 516
CANADA / CANADA ^{1,2,8,9}	4,291%	179 161 967	1,81735	CAD	325 600 000	-	179 161 967	325 600 000	2 971 059	5 399 454	182 133 026	330 999 454				182 133 026	330 999 454
CHINA / CHINE ^{1,2}	2,067%	86 291 887	9,27086	RMB	800 000 000	-	86 291 887	800 000 000	1 102 777	10 223 689	87 394 663	810 223 689	10 224 893	USD	14 333 459	97 619 556	N/A
DENMARK / DANEMARK ^{1,2,8}	1,599%	66 742 440	1,24900	EUR	83 361 307	-	66 742 440	83 361 307	1 045 489	1 305 816	67 787 929	84 667 124	6 774 055	DKK	62 955 965	74 561 984	N/A
EGYPT / ÉGYPTÉ ¹	0,034%	1 426 717	1,40182	USD	2 000 000	-	1 426 717	2 000 000			1 426 717	2 000 000				1 426 717	2 000 000
FINLAND / FINLANDE ^{1,3}	1,171%	48 888 077	1,24900	EUR	61 061 208	-	48 888 077	61 061 208	1 031 767	1 288 677	49 919 844	62 349 885	9 340 645	EUR	11 666 466	59 260 489	74 016 351
FRANCE / FRANCE ^{1,4,8}	8,534%	292 233 787	1,24900	EUR	365 000 000	64 096 141	356 329 928	445 056 080	5 801 378	7 245 921	298 035 165	372 245 921	57 305 304	EUR	71 574 324	535 484 584	668 820 245
GERMANY / ALLEMAGNE ¹	9,671%	403 800 395	1,24900	EUR	504 346 694	-	403 800 395	504 346 694	4 846 522	6 053 306	408 646 918	510 400 000	41 160 274	EUR	51 409 183	449 807 192	561 809 183
INDIA / INDE ^{1,5}	0,319%	10 656 970	93,83530	INR	1 000 000 000	2 653 159	13 310 130	1 248 960 000	113 813	10 679 672	10 770 783	1 010 679 672	1 083 657	INR	101 685 255	22 511 410	1 127 304 081
ITALY / ITALIE ¹	4,729%	197 423 897	1,24900	EUR	246 582 447	-	197 423 897	246 582 447	2 736 231	3 417 553	200 160 128	250 000 000	21 769 309	EUR	27 189 867	221 929 437	277 189 867
JAPAN / JAPON ^{1,6}	7,261%	234 701 744	147,20200	JPY	34 548 566 120	68 470 846	303 172 590	44 627 611 531	4 746 536	698 699 628	239 448 280	35 247 265 748	41 608 680	JPY	6 124 880 980	781 056 961	114 973 146 728
KOREA / CORÉE ¹	1,500%	62 627 632	1 599,82000	KRW	100 192 937 838	-	62 627 632	100 192 937 838	429 431	687 013 031	63 057 063	100 879 950 869	3 960 434	KRW	6 335 980 862	67 017 497	107 215 931 731
KUWAIT / KOWEÏT	0,203%	8 462 477	1,40182	USD	11 862 870	-	8 462 477	11 862 870	109 941	154 117	8 572 418	12 016 987	1 039 925	USD	1 457 788	9 612 344	13 474 775
LIBYA / LYBIE	0,000%	0	1,40182	USD	0	-	0	0	0	0	0	0					
LUXEMBOURG / LUXEMBOURG ^{1,10}	0,200%	8 356 173	1,24900	EUR	10 436 860	-	8 356 173	10 436 860	0	0	8 356 173	10 436 860				8 356 173	10 436 860
THE NETHERLANDS / PAYS-BAS ^{1,11}	3,579%	149 421 895	1,24900	EUR	186 627 947	-	149 421 895	186 627 947	2 574 877	3 216 021	151 996 772	189 843 968	20 553 023	EUR	25 670 726	172 549 795	215 514 694
NORWAY / NORVÈGE ¹	3,333%	139 162 615	11,61950	NOK	1 617 000 000	-	139 162 615	1 617 000 000	2 369 637	27 533 993	141 532 251	1 644 533 993	22 043 923	NOK	256 140 243	163 576 174	1 900 674 235
PORTUGAL / PORTUGAL ¹	0,182%	7 610 970	1,24900	EUR	9 506 101	-	7 610 970	9 506 101	395 435	493 899	8 006 045	10 000 000	3 519 601	EUR	4 395 981	11 526 006	14 934 981
SAUDI ARABIA / ARABIE SAOUDITE ²	0,342%	14 267 167	1,40182	USD	20 000 000	-	14 267 167	20 000 000	244 474	342 708	14 511 641	20 342 708	1 874 968	USD	2 628 368	16 386 609	22 971 076
SOUTH AFRICA / AFRIQUE DU SUD ¹	0,188%	7 851 528	20,37820	ZAR	160 000 000	-	7 851 528	160 000 000	81 343	1 657 630	7 932 871	161 657 630				7 932 871	161 657 630
SPAIN / ESPAGNE ¹	0,000%	0	1,24900	EUR	0	-	0	0	1 499 136	1 872 421	1 499 136	1 872 421	1 206 126	EUR	1 506 452	2 705 262	3 378 872
SWEDEN / SUÈDE ¹	4,108%	171 528 931	11,74110	SEK	2 013 938 327	-	171 528 931	2 013 938 327	2 635 926	30 948 673	174 164 857	2 044 887 000	24 908 387	SEK	292 451 867	199 073 244	2 337 338 867
SWITZERLAND / SUISSE ¹	3,013%	125 795 088	1,36447	CHF	171 643 623	-	125 795 088	171 643 623	1 745 289	2 381 395	127 540 377	174 025 018	16 063 238	USD	22 517 769	143 603 615	N/A
TURKEY / TURQUIE ¹	0,017%	713 358	4,11341	TRY	2 934 335	-	713 358	2 934 335	0	0	713 358	2 934 335				713 358	2 934 335
UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI ¹	10,647%	444 522 602	1,02357	GBP	455 000 000	-	444 522 602	455 000 000	4 978 415	5 095 756	449 501 017	460 095 756	44 156 676	GBP	45 197 449	493 657 693	505 293 205
UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS ¹	9,852%	411 357 831	1,40182	USD	576 649 635	-	411 357 831	576 649 635	5 956 803	8 350 365	417 314 634	585 000 000	52 761 607	USD	73 962 275	470 076 240	658 962 275
TOTAL DONOR CONTRIBUTIONS (a) SOUSCRIPTIONS DES DONATEURS	80,55%	3 227 724 359				135 220 146	3 362 944 505		49 550 336				398 401 218			4 366 476 999	
SUPPLEMENTARY CONTRIBUTIONS (b) SOUSCRIPTIONS SUPPLEMENTAIRES	0,03%	1 253 426															
TECHNICAL GAP (c) DEFICIT TECHNIQUE	19,42%	810 977 519															
REPLENISHMENT LEVEL (d) = (a)+(b)+(c) NIVEAU DE RECONSTITUTION	100,000%	4 175 175 450															
NET CONCESSIONAL DONOR LOANS (e) PRET CONCESSIONNELS NET		116 047 974															
ADVANCE COMMITMENT CAPACITY (f) CAPACITE D'ENGAGEMENT ANTICIPE		743 808 915															
TOTAL RESOURCES - GAP INCLUDED (d)-(e)-(f) TOTAL DES RESSOURCES - DEFICIT INCLUS		5 035 032 339															
TOTAL RESOURCES - GAP EXCLUDED (d)+(e)-(c) TOTAL DES RESSOURCES - DEFICIT EXCLU		4 224 054 820															

Notes: 1 – Souscription soumise à une approbation interne soit législative, parlementaire, par le Conseil des Affaires de l'Etat et/ou par le Conseil des Ministres. 2 – Compte recourir à l'encaissement accéléré. 3 – La Finlande a annoncé une contribution de 61,51 millions EUR; le scénario d'encaissement retenu par le pays génère toutefois une différence de 450,115 UC qui est reflétée dans le tableau. 4 – Prêt concessionnel du donateur de 225 million d'EUR, sur 40 ans avec une période de grâce de 5 ans et un taux d'intérêt de 0%. 5 – Prêt-relais d'un montant en USD équivalent à 1 milliard d'INR, assorti d'une maturité de 20 ans, d'une période de grâce de 10 ans et d'un taux d'intérêt de 0,42% en équivalent DTS. 6 – Prêt-relais de 500 million d'équivalent UC, assorti d'une maturité de 20 ans et d'une période de grâce de 10 ans avec un taux d'intérêt de 0,01% en devise. 7 – Montant à déterminer. 8 – La souscription au FAD-13 inclut le crédit d'encaissement accéléré. 9 – La souscription de base au FAD-14 (cad à l'excluant l'encaissement accéléré) représente une augmentation de 5,27% en CAD par rapport à la souscription de base au FAD-13. 10 – Souscription supplémentaire du Luxembourg visant à réduire le déficit technique. 11 – Les Pays-Bas ont annoncé une contribution de 191,918 millions d'EUR; néanmoins, le profil d'encaissement retenu par le pays génère un déficit de 2,074,391 EUR qui est reflété dans le tableau.

Etats participants ayant annoncé une contribution sous la forme de prêts concessionnels des donateurs ou de prêt relais au 13 février 2017

Contributing countries / Pays contributeurs	Type of Loan / Type de prêt	Loan amount / Montant du prêt				Loan terms / Conditions de prêt					Total subscription / Souscription totale (UA)
		Nominal Loan in UA / Prêt en UC	Currency / Devise	FX / Taux de change	Nominal Loan (in currency / prêt en devise	Grace Period and Maturity / Période de grâce et Echéance	Coupon rate in UA terms / Taux d'intérêt en UC	Coupon rate in currency terms / Taux d'intérêt en devise	Grant Element embedded into the loan (in UA) / Elément don du prêt (en UC)	Buy-down Grant (in UA) / Don pour réduction d'intérêt (en UC)	Loan + Grant Element + Basic Grant / Prêt + Elément don + Don
France	Concessional Donor Loan	180,144,115	EUR	1.24900	225,000,000	10 / 40-year	0.53%	0%	64,096,141 (35.6%)	/	472,377,902
India / Inde	Bridge Loan	10,656,970	USD	1.40182	14,939,154	10 / 20-year	0.42%	1%	2,653,159 (24.9%)	/	21,313,940
Japan / Japon	Bridge Loan	500,000,000	JPY	147.202	73,601,000,000	10 / 20-year	1.41% ²²	0.01%	68,470,846 (13.7%)	21,723,204	734,701,744

²² Taux d'intérêt effectif après réduction.

Calendrier d'encaissement du FAD-14

Année d'encaissement	Taux annuel d'encaissement des souscriptions (%)
2017	10,78
2018	13,15
2019	15,77
2020	10,29
2021	10,48
2022	9,86
2023	8,91
2024	8,52
2025	8,85
2026	3,39